



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juillet et août 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 7 septembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juillet et août 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Les huitième et neuvième cycles de la troisième année de l'étude se sont déroulés entre le 7 juillet et le 24 août 2022 et comptaient douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – July & August 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifce Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/31-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-45443-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

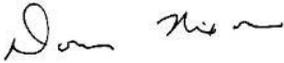
CP22-185/31-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-45444-3

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 7 septembre 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	10
Enjeux économiques et financiers (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie).....	15
Perspectives liées à la COVID-19 et aux vaccins (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec, parents de jeunes enfants de la GRV)	19
Changements climatiques et environnement (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule, résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques).....	22
Soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)	26
Services de garde et Allocation canadienne pour enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)	28
Services du gouvernement du Canada (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral).....	29
Logement (résidents du Canada atlantique).....	30
Cryptomonnaies (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)	32
Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)	33
Enjeux locaux (résidents du Canada atlantique).....	35
Résultats détaillés.....	37
Chronologie des annonces en juillet et en août	38
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	42
Retards dans les services fédéraux (résidents du Canada atlantique, propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)	44
Initiatives de politique étrangère (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)	45
Visite du pape (Autochtones de l'Alberta, résidents de l'Outaouais)	45
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux).....	46
Coût de la vie (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais, parents de jeunes enfants de la GRV)	48

Création d'emplois (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais).....	49
Enjeux économiques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie).....	50
Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)	51
Enjeux touchant les Canadiens noirs (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	53
Enjeux touchant les peuples autochtones (Autochtones de l'Alberta)	54
Enjeux économiques et financiers (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)	58
Priorités économiques et terminologie (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie).....	58
Perspectives sur les finances personnelles (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)	61
Économie canadienne (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)	62
Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)	63
Perspectives liées à la COVID-19 et aux vaccins (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec, parents de jeunes enfants de la GRV).....	65
Perspectives liées à la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)	66
Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, villes de taille moyenne du Québec)	67
Vaccin contre la COVID-19 pour les enfants (parents de jeunes enfants de la GRV).....	68
Environnement et changements climatiques (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule, résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques).....	69
Véhicules à zéro émission (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule).....	69
Tarification du carbone (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)	73
Actions individuelles contre les changements climatiques (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques).....	74
Plan de réduction des émissions (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques).....	74
Soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)	76
Impressions des soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais).....	76
Priorités en matière de soins de santé (résidents de l'Outaouais).....	78
Services de garde et Allocation canadienne pour enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)	80

Services du gouvernement du Canada (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral).....	82
Logement (résidents du Canada atlantique)	84
Cryptomonnaies (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)	88
Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie).....	89
Réconciliation (Autochtones de l'Alberta)	92
Enjeux locaux (résidents du Canada atlantique).....	95
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	97
Questionnaire de recrutement, version anglaise	98
Questionnaire de recrutement, version française	118
Annexe B – Guides de discussion.....	136
Guide du modérateur, version anglaise.....	137
Guide du modérateur, version française	174
Annexe C – Concepts publicitaires.....	216
Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique à barres (Autochtones de l'Alberta).....	217
Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique circulaire (Autochtones de l'Alberta).....	218
Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie).....	219

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 7 juillet et le 24 août 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur les priorités du gouvernement du Canada et sur sa gestion d'enjeux d'importance pour divers sous-groupes et régions. Ces enjeux comprenaient les retards signalés dans les aéroports et dans les bureaux de Service Canada, la hausse du coût de la vie, les défis économiques, l'environnement et les changements climatiques ainsi que d'autres thèmes intéressants des sous-groupes particuliers, tels que les Canadiens noirs et les Autochtones.

L'étude a permis d'explorer un large éventail de sujets interreliés, notamment les priorités économiques du gouvernement du Canada, l'économie canadienne en général et certaines mesures fédérales axées sur l'abordabilité. Les résidents de villes de taille moyenne du Québec et ceux de l'est de l'Ontario vivant de paie en paie ont discuté de leur situation financière personnelle et de la conjoncture économique. Les participants ont également été invités à dire ce qu'ils pensaient de l'état actuel de la pandémie et des vaccins contre la COVID-19, y compris ceux destinés aux jeunes enfants. Certains sujets liés à l'environnement – par exemple, les véhicules à zéro émission (VZE), les facteurs d'achat de ces véhicules, la connaissance qu'en ont les participants et les initiatives fédérales touchant les VZE prévues dans le budget de 2022 – ont aussi été abordés.

Les parents habitant la grande région de Vancouver (GRV) ont commenté les initiatives du gouvernement fédéral en matière de garde d'enfants et l'abordabilité de ces services. Quelques autres sujets ont fait l'objet de discussions, soit les services du gouvernement du Canada (en particulier liés aux passeports), le logement, les cryptomonnaies, les justificatifs numériques, la réconciliation avec les Autochtones, et les enjeux locaux recensés au Canada atlantique.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de personnes envisageant l'achat d'un véhicule, d'utilisateurs récents des services du gouvernement fédéral, de propriétaires de cryptomonnaies, de Canadiens noirs, de personnes vivant de paie en paie, d'Autochtones, de parents ayant des enfants âgés de 6 mois à 4 ans, de personnes préoccupées par les changements climatiques et de membres de la classe moyenne inquiets de l'économie et de l'emploi.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes se composaient de membres de la population générale du Canada atlantique, de villes de taille moyenne du Québec et de la région de l'Outaouais, au Québec.
- Les neuf autres groupes représentaient les segments de population suivants :
 - Personnes envisageant d'acheter un véhicule, habitant au Québec;
 - Personnes ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, vivant dans la région du Grand Toronto (RGT);
 - Propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland, en Colombie-Britannique;
 - Canadiens noirs résidant dans des villes de taille moyenne de l'Alberta;
 - Personnes vivant de paie en paie dans l'est de l'Ontario;
 - Autochtones habitant en Alberta;
 - Parents ayant des enfants âgés de 6 mois à 4 ans dans la grande région de Vancouver (GRV);
 - Personnes préoccupées par les changements climatiques, habitant dans de grandes villes du Québec;
 - Personnes de la classe moyenne qui s'inquiètent au sujet de l'économie et de l'emploi, vivant en Nouvelle-Écosse.
- Les quatre groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Canada atlantique	1	Anglais	7 juillet	17 h-19 h	Population générale	7
Québec	2	Français	12 juillet	18 h-20 h	Personnes qui envisagent d'acheter un véhicule	7
Région du Grand Toronto (RGT)	3	Anglais	13 juillet	18 h-20 h	Personnes ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral	8

Lower Mainland, Colombie-Britannique	4	Anglais	19 juillet	21 h-23 h	Propriétaires de cryptomonnaies	7
Villes de taille moyenne de l'Alberta	5	Anglais	21 juillet	20 h-22 h	Canadiens noirs	7
Villes de taille moyenne du Québec	6	Français	27 juillet	18 h-20 h	Population générale	6
Est de l'Ontario	7	Anglais	4 août	18 h-20 h	Personnes qui vivent de paie en paie	8
Alberta	8	Anglais	9 août	20 h-22 h	Autochtones	7
Outaouais – Québec	9	Français	11 août	18 h-20 h	Population générale	7
Grande région de Vancouver (GRV)	10	Anglais	16 août	21 h-23 h	Parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans	8
Grandes villes du Québec	11	Français	18 août	18 h-20 h	Personnes préoccupées par les changements climatiques	6
Nouvelle-Écosse	12	Anglais	24 août	17 h-19 h	Personnes de la classe moyenne inquiètes de l'économie	6
Nombre total de participants						84

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Ils se sont rappelé une foule de mesures et d'annonces fédérales, notamment : l'annonce d'un paiement ponctuel de 500 \$ aux Canadiens admissibles pour pallier les difficultés d'accès à un logement abordable, l'augmentation de 10 % des prestations de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans ou plus, la hausse prévue de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) pour l'année de prestations 2022-2023, les premiers versements du Paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) aux résidents des provinces admissibles, l'annonce d'un moratoire d'un an sur la pêche ciblée à la morue dans le nord du golfe du Saint-Laurent, l'enquête du gouvernement du Canada sur la panne généralisée survenue chez Rogers Communications le 8 juillet 2022, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un point de pourcentage, et l'annonce récente du règlement d'une revendication territoriale d'une valeur de 1,3 milliard de dollars entre le gouvernement fédéral et la Nation Siksika.

Nombre de participants ont également cité des nouvelles se rapportant à la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement fédéral et à d'autres questions de santé. Ils ont ainsi évoqué la fin de l'obligation d'être pleinement vacciné pour prendre l'avion ou le train au Canada, la modification des exigences relatives à l'application ArriveCAN imposées aux voyageurs entrant au Canada, la poursuite des efforts visant à récupérer les montants indus versés aux Canadiens durant la pandémie, notamment dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence, ainsi que les préoccupations concernant une possible épidémie de variole simienne, une maladie virale en progression un peu partout dans le monde.

Les récentes démarches du gouvernement du Canada sur la scène internationale ont aussi retenu l'attention, par exemple son soutien continu à l'effort de défense ukrainien contre l'invasion russe, son autorisation de restituer à l'Allemagne les turbines (réparées à Montréal et interdites d'exportation) nécessaires au fonctionnement du gazoduc Nord Stream 1 reliant la Russie et l'Allemagne, ainsi que l'annonce d'un renforcement de la présence des Forces armées canadiennes en Lettonie dans le cadre de la mission de présence avancée rehaussée (eFP) de l'OTAN.

Retards dans les services fédéraux (résidents du Canada atlantique, propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont discuté de la prestation de services fédéraux aux Canadiens, en s'attardant tout particulièrement aux retards dans le traitement des passeports et des demandes d'immigration ainsi qu'aux difficultés rencontrées dans les aéroports du pays. Quel que soit le groupe, la plupart des participants avaient entendu parler de ces problèmes, le plus souvent aux nouvelles ou par les médias sociaux.

Plusieurs ont rapporté des témoignages attestant de retards considérables et de complications dans les aéroports canadiens, qu'il s'agisse de vols reportés ou annulés, de longues files d'attente aux points de contrôle de la sécurité ou de bagages perdus. La plupart des participants avaient l'impression que ces problèmes découlaient avant tout d'un manque de personnel. Quelques-uns se demandaient si la pénurie d'effectifs sévissait principalement dans les aéroports, les compagnies aériennes ou les deux.

Beaucoup étaient également au courant des retards subis par les Canadiens qui cherchaient à obtenir ou à faire renouveler leur passeport dans les bureaux de Service Canada. Plusieurs ont raconté que le traitement de leur demande avait pris de nombreux mois, et quelques autres attendaient toujours de recevoir leur document par la poste. À cet égard, certains ont fait remarquer que joindre un agent était extrêmement difficile et que dans bien des cas cela n'apportait pas plus de précision sur le moment où la demande serait traitée.

Un petit nombre de participants qui avaient récemment immigré au Canada ont noté qu'il avait fallu près d'un an à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour renouveler leur visa de travail venu à échéance pendant la pandémie. Ils trouvaient ce délai d'autant plus frustrant qu'une pénurie de main-d'œuvre semblait toucher maintes régions du pays et qu'un traitement plus rapide des demandes d'immigration et des visas permettrait sans doute de la combler.

Tout le monde ou presque croyait que le gouvernement fédéral devait faire de ces problèmes une priorité. La possibilité de voyager était vue par beaucoup comme une nécessité aussi bien personnelle que professionnelle et la résolution de ces problèmes, comme une responsabilité incombant avant tout au gouvernement du Canada. Un petit nombre de personnes envisageaient les choses autrement et jugeaient les questions relatives aux déplacements d'une importance secondaire, surtout vu les inquiétudes suscitées par la propagation de la COVID-19.

Initiatives de politique étrangère (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les initiatives du gouvernement fédéral en matière de politique étrangère ont fait l'objet d'une courte discussion dans un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'annonces ou d'initiatives récentes en ce domaine, nombre de participants ont évoqué le conflit en Ukraine et plusieurs ont mentionné le soutien du gouvernement fédéral à l'effort de défense ukrainien. En ce qui concerne l'expansion des opérations diplomatiques du Canada en Afrique, quelques participants se rappelaient un séjour récent du premier ministre au Rwanda, mais personne n'avait connaissance d'initiatives particulières.

Visite du pape (Autochtones de l'Alberta, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont discuté de la visite récente du pape François au Canada, qui s'est déroulée du 24 au 29 juillet 2022. Presque tous les participants en avaient entendu parler, généralement dans les médias traditionnels comme CBC et CTV, dans les médias sociaux, et par des amis ou parents. Dans le groupe composé de résidents autochtones de l'Alberta, plusieurs ont raconté qu'ils avaient participé à l'événement (p. ex., en assistant à la messe célébrée au Commonwealth Stadium à Edmonton, en faisant du bénévolat) ou que des membres de leur famille avaient personnellement rencontré le pape François. Dans le groupe de résidents de l'Outaouais, même si la plupart des participants croyaient que cette visite constituait un jalon important de la réconciliation, quelques-uns se demandaient si l'argent qu'on y avait consacré n'aurait pas mieux servi à régler les problèmes pressants auxquels sont confrontés les peuples autochtones au Canada, comme l'approvisionnement en eau potable dans les réserves. Les participants autochtones ont exprimé des points de vue plus partagés. Certains estimaient cette visite utile dans la mesure où elle pouvait apporter un sentiment de paix aux survivants du système des pensionnats, alors que d'autres pensaient qu'on avait fait beaucoup de tapage pour ce qui devait être, au fond, la présentation d'excuses de la part de l'Église catholique.

À la question de savoir ce que signifiaient cette visite et les excuses du pape pour la réconciliation, une grande majorité de participants étaient d'avis que c'était un pas dans la bonne voie, mais qu'il restait beaucoup à faire pour corriger les problèmes de longue date auxquels font face les peuples autochtones au Canada. Quant à eux, les participants autochtones croyaient que les excuses du pape François étaient importantes pour de nombreux aînés de leur communauté, surtout les survivants du système des pensionnats. Certains étaient reconnaissants que cet événement ait donné l'occasion aux Autochtones des quatre coins du pays d'exprimer ce qu'ils ressentent, y compris leur colère contre l'Église catholique. Ils souhaitaient que cette visite et l'attention qu'elle avait suscitée donnent lieu à de nouveaux efforts fédéraux pour améliorer les conditions de vie dans les réserves, accroître les

ressources en santé mentale des peuples et des communautés autochtones, et promouvoir une meilleure représentation des Autochtones au sein du gouvernement fédéral.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en juillet et en août ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur région, leur origine ethnique ou des préoccupations d'ordre plus général comme le coût de la vie et les changements climatiques. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada les gère habilement.

Nous avons demandé aux groupes de certaines régions (Canada atlantique, Québec, région du Grand Toronto et Lower Mainland de la Colombie-Britannique) de nous indiquer les enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait donner une plus haute priorité. Trois domaines d'action ont fait l'objet de mentions récurrentes dans tous les groupes, soit la santé, l'abordabilité du logement ainsi que l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation. Hormis ces préoccupations couramment soulevées, plusieurs participants ont évoqué des enjeux propres à leur région, par exemple l'exploitation de ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz (Canada atlantique), les questions entourant l'accès aux langues officielles et l'offre de services d'enseignement et d'autres services en anglais (Québec), et le problème croissant des dépendances, des surdoses et des décès liés à la circulation et à la consommation accrues d'opioïdes comme le fentanyl (Colombie-Britannique).

Très peu de participants jugeaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de traiter les domaines prioritaires recensés. De l'avis de beaucoup, même s'il avait mis des mesures en train pour gérer des problèmes importants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, ces efforts avaient eu peu d'effets tangibles jusqu'à présent. Dans une optique plus générale, certains trouvaient que les mesures prises par le gouvernement fédéral étaient souvent réactives et que les fonctionnaires devraient tâcher d'anticiper les difficultés des Canadiens avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Entre autres grandes suggestions, les participants ont recommandé de miser sur la planification à long terme, de mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer de façon transparente la réussite des initiatives et des programmes en cours, et de mieux surveiller les dépenses fédérales pour s'assurer qu'elles ont lieu de manière efficiente et responsable.

Coût de la vie (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais, parents de jeunes enfants de la GRV)

Quatre groupes ont examiné diverses questions liées au coût de la vie à l'heure actuelle. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient des annonces importantes faites par le gouvernement du Canada à ce sujet, plusieurs ont cité les dispositions prises par la Banque du Canada pour continuer d'augmenter les taux d'intérêt en vue de maîtriser l'inflation. D'autres se sont rappelés des initiatives telles que la hausse de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans et plus, le paiement unique de 500 \$ pour certains Canadiens à faible revenu qui ont

de la difficulté à trouver un logement abordable ainsi que l'annonce d'un programme national de soins dentaires dont la mise en œuvre doit débiter d'ici la fin de 2022.

Tous les participants estimaient que contrer l'augmentation du coût de la vie était une priorité importante pour le gouvernement du Canada. Quant à savoir s'il était sur la bonne voie à cet égard, peu ont répondu que oui. Parmi les nombreux participants qui croyaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, beaucoup ont indiqué que le revenu de la plupart des Canadiens n'évoluait pas au même rythme que les prix et qu'à moins d'intervenir pour augmenter les salaires ou réduire les dépenses essentielles, le problème risquait de persister. Plusieurs pensaient que les mesures contre la cherté de la vie auraient dû être mises en œuvre plus tôt et que le gouvernement du Canada avait adopté une approche trop réactive face à cet enjeu. Parmi les participants, moins nombreux, qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont mentionné des initiatives telles que le programme national de soins dentaires et la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada, tandis que d'autres ont salué la décision de mettre fin aux prestations liées à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), qui avaient selon eux puissamment alimenté l'inflation.

Tournant leur attention vers les mesures que le gouvernement fédéral devrait prendre dans l'avenir, certains participants ont plaidé pour des investissements accrus qui assureraient aux générations futures une vie plus abordable. D'après eux, il fallait cibler des domaines comme le logement et l'enseignement postsecondaire, où les coûts augmentaient année après année. Plusieurs ont également réclamé une hausse du taux d'impôt des grandes sociétés, en particulier dans les secteurs qui semblaient avoir bénéficié de la pandémie de COVID-19 (p. ex. les épiceries, les compagnies pharmaceutiques et d'autres grands détaillants). Grâce à ces recettes supplémentaires, croyaient-ils, le gouvernement fédéral pourrait délester les ménages canadiens d'une partie de leur fardeau financier.

Création d'emplois (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont abordé le sujet de la création d'emplois et de l'état du marché du travail au Canada. Quelques participants se souvenaient vaguement de subventions et de programmes fédéraux mis en place pour encourager le recrutement dans les secteurs clés de la santé et de l'éducation, mais personne n'a pu citer de mesures précises du gouvernement du Canada visant à stimuler la création d'emplois. Plusieurs ont fait remarquer que de nombreux emplois étaient disponibles, mais qu'ils n'étaient pas forcément bien rémunérés ou intéressants pour les candidats, surtout vu la perception que le coût de la vie augmentait. Pour remédier à cette situation, le gouvernement fédéral pourrait chercher des moyens d'encourager les entreprises à bonifier leurs salaires; par exemple, il pourrait verser des suppléments de rémunération aux petites entreprises pour les aider à assumer leurs coûts salariaux supplémentaires.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le taux de chômage national actuel, une grande majorité de participants n'ont pas été en mesure de fournir un chiffre précis, sauf quelques-uns qui ont avancé un taux d'environ 6 %. Pour faciliter la discussion, nous leur avons indiqué que le taux de chômage au pays tournait autour de 4,9 % en ce moment et qu'il s'agissait du taux le plus bas enregistré depuis que Statistique Canada avait commencé à suivre l'évolution de cet indicateur il y a

plus de 40 ans. Malgré le caractère a priori encourageant de ce taux, beaucoup doutaient qu'il reflète avec justesse l'état du marché du travail canadien. Comme plusieurs l'ont fait remarquer, même si plus de Canadiens travaillaient aujourd'hui qu'au cours des dernières années, l'augmentation du coût de la vie en obligeait peut-être certains à cumuler des emplois pour arriver à boucler leur budget.

Enjeux économiques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de participants de la classe moyenne a discuté d'un sujet qui les inquiétait, l'économie, en s'attardant notamment aux points d'intersection entre les objectifs économiques et les mesures qui permettraient d'atténuer les effets des changements climatiques. Invités à faire un bilan de la performance du gouvernement fédéral pour ce qui est de régler les difficultés économiques des Canadiens, les participants ont surtout émis des critiques, tous s'accordant à dire que l'économie canadienne se détériorait à l'heure actuelle. Plusieurs ont signalé que le manque d'abordabilité du logement était un grave problème et que les Canadiens avaient de moins en moins les moyens d'acheter ou de louer une propriété. Certains participants remettaient en question l'accent mis par le gouvernement fédéral sur la transition vers des technologies et des pratiques écologiques. Selon eux, ce choix risquait d'exacerber la crise du coût de la vie à court terme. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient possible que des politiques vertes produisent des retombées économiques intéressantes, plusieurs ont répondu qu'un environnement et un climat stables favoriseraient une économie stable, et que s'occuper des changements climatiques servirait l'intérêt supérieur de tous les Canadiens.

En ce qui concerne les mesures de lutte contre les changements climatiques déployées par le gouvernement du Canada, plusieurs participants ont mentionné le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient qu'un lien vertueux pouvait exister entre les initiatives économiques et environnementales dans le cadre d'une stratégie de relance, la plupart des participants jugeaient la chose possible. Il leur semblait nécessaire, toutefois, de veiller à ce que le fardeau financier associé à la conduite de politiques plus vertes ne retombe pas sur les particuliers.

Nous leur avons ensuite présenté trois initiatives environnementales liées à l'économie récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Celles-ci consistaient à réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier, à investir dans l'électricité propre, et à aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviraient à atteindre la carboneutralité. Invités à dire si ces mesures pouvaient aussi comporter des avantages économiques, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, les investissements dans l'électricité propre et le soutien offert aux industries pour le développement et l'adoption de technologies propres pouvaient déboucher sur la création d'emplois bien rémunérés et permettre au Canada de s'imposer dans des secteurs en croissance.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Deux groupes de participants établis au Québec ont fait part de leurs points de vue sur la question de l'environnement et sur le travail mené par le gouvernement du Canada pour atténuer les effets des changements climatiques. L'un des groupes se composait de membres de la population générale,

tandis que l'autre réunissait des répondants qui avaient précédemment déclaré être préoccupés par cette question. Tous ont affirmé que les changements climatiques devaient être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, et beaucoup croyaient que c'était le domaine où les décideurs avaient le plus grand rôle à jouer. De nombreux participants croyaient qu'au lieu de considérer l'environnement et l'économie comme irréconciliables, il était essentiel d'élaborer des politiques économiques qui s'inscrivent dans le cadre de la durabilité. Certains ont ajouté que la détérioration de l'environnement se répercuterait sur tous les autres aspects de la société, y compris des secteurs essentiels à la survie de l'humanité, tels que l'agriculture et la production d'énergie.

Nous avons aussi demandé aux participants d'indiquer ce qui les préoccupait le plus dans le contexte des changements climatiques. Leurs réponses, variées, comprenaient la pollution et la dégradation de l'environnement, la nécessité d'élargir les programmes de recyclage et de réduction des déchets, ainsi que le réchauffement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes.

Les participants avaient des opinions contrastées sur les mesures prises par le gouvernement du Canada jusqu'à présent pour repousser la menace des changements climatiques. Dans le groupe de participants préoccupés par cette question, les évaluations ont généralement été favorables et le consensus voulait que la gestion fédérale de cet enjeu se soit améliorée au cours des dernières années. Le groupe de la population générale a fait entendre un autre son de cloche, les participants croyant plutôt que le gouvernement fédéral faisait fausse route dans la gestion de cet enjeu.

Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont signalé l'attention soutenue qu'il portait aux initiatives environnementales, par exemple la transition vers les sources d'énergies renouvelables, la réduction des déchets et les investissements dans les technologies plus propres, notamment les VZE et le transport en commun. De l'avis général, le gouvernement fédéral faisait de son mieux pour protéger les Canadiens contre les changements climatiques, sans pour autant négliger les grandes priorités comme l'économie. Chez ceux qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, plusieurs pensaient que la transition vers les énergies renouvelables allait trop vite et que l'exploitation des ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz devait se poursuivre encore un certain temps. Même si la plupart des participants étaient en faveur des énergies renouvelables, ils préconisaient leur adoption progressive plutôt que le « coup de barre » qui leur semblait être donné à l'heure actuelle. Un petit nombre de participants ont exprimé le point de vue inverse, soit que la transition piétinait et qu'il fallait multiplier les efforts de réduction des émissions à court terme si l'on voulait éviter aux Canadiens de subir les conséquences des changements climatiques.

Enjeux touchant les Canadiens noirs (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta a abordé divers enjeux relatifs au gouvernement du Canada ainsi que des enjeux affectant tout particulièrement la communauté noire.

Lorsque nous leur avons demandé de décrire les enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens noirs ainsi que les correctifs que le gouvernement du Canada pourrait y apporter, les participants ont indiqué qu'il fallait apporter un soutien accru aux entreprises appartenant à des Noirs et développer la programmation axée sur la communauté noire du Canada. Invités à dire s'ils se souvenaient de

mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada dans ces deux domaines, les participants ont généralement répondu que peu de choses avaient été faites expressément dans le but de soutenir les Canadiens noirs. Quelques personnes connaissaient le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, mais ont fait remarquer que le processus de demande et les critères d'admissibilité étaient trop contraignants et limitaient l'accès des intéressés à ce soutien.

D'après plusieurs, le racisme était un problème tenace en Alberta comme dans le reste du pays. Même si le phénomène semblait moins prononcé ici qu'ailleurs (aux États-Unis par exemple), beaucoup ont confié avoir personnellement souffert du racisme anti-noir. Ils croyaient que de nombreux employeurs donnaient moins de considération aux candidats ayant un nom à consonance ethnique et que la clientèle noire était souvent traitée différemment des autres Canadiens dans les restaurants ou les commerces de détail. Peu de participants s'étaient retrouvés dans cette situation, mais ils ont évoqué le profilage racial dont font souvent l'objet les Canadiens noirs par les forces de l'ordre, surtout dans les grandes villes. Presque tous considéraient le racisme anti-noir comme un problème systémique dans la société canadienne, même s'il prenait souvent des formes subtiles.

Portant leur attention sur les moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait contribuer à corriger ce problème, les participants sont revenus sur l'idée de financer davantage les programmes éducatifs et culturels qui mettent à l'honneur la culture, les contributions et l'histoire des Canadiens noirs. À ce sujet, il a été suggéré à plusieurs reprises de rendre les programmes de financement plus accessibles, en prévoyant des critères moins sévères et un processus de demande simplifié.

Enjeux touchant les peuples autochtones (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé de participants autochtones habitant en Alberta s'est penché sur plusieurs enjeux spécifiques aux peuples autochtones. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé de nommer les grands enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones et dont le gouvernement fédéral devrait s'occuper en priorité. Ont été signalés le manque d'eau potable dans certaines réserves, la découverte de tombes anonymes autour d'autres anciens pensionnats autochtones, le dossier toujours ouvert des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (FFADA), le manque de ressources en santé mentale dans les communautés autochtones, et la nécessité de faire reconnaître et respecter davantage les traités et les revendications territoriales actuels.

Interrogés sur les mesures fédérales récentes dont ils avaient pu entendre parler relativement à ces enjeux, les participants ont mentionné les efforts visant à résoudre la question de l'eau potable dans les réserves et les tentatives d'accords sur certaines revendications territoriales en cours. Malgré ces quelques progrès, cependant, ils jugeaient qu'il restait énormément de travail à faire. Aucun participant de ce groupe ne croyait que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour traiter ces priorités. Tout en reconnaissant que les questions autochtones occupaient une plus grande place sur la scène publique depuis quelques années, ils constataient peu de progrès tangibles dans la qualité de vie des communautés.

En ce qui concerne plus précisément l'approvisionnement en eau potable des communautés autochtones, un petit nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler de la publication d'un avis d'ébullition de l'eau à Iqaluit à la fin de 2021 et de l'intervention du gouvernement fédéral

(qui avait dépêché les Forces armées canadiennes sur les lieux) pour remédier au problème. Peu d'autres initiatives leur sont revenues en mémoire. Après avoir reçu des précisions sur les efforts actuels du gouvernement fédéral pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves autochtones, de nombreux participants se sont réjouis des progrès accomplis, certains soulignant que la levée de 82 % des avis constituait une remarquable avancée. Plusieurs sont cependant restés sceptiques. Ils se demandaient si ces résultats signifiaient que les problèmes d'accès à l'eau potable étaient réglés pour de bon, ou s'ils ne risquaient pas de resurgir tôt ou tard. Quelques-uns ont affirmé que les progrès ne seraient satisfaisants que lorsque toutes les communautés autochtones auraient de l'eau potable, puisqu'il s'agissait d'un besoin vital et du strict minimum pour atteindre à un bon niveau de vie. Aucun participant ne jugeait que les problèmes d'eau potable s'étaient détériorés récemment, mais plusieurs ont réitéré leur conviction quant à l'importance primordiale de l'eau dans ces communautés.

Enjeux économiques et financiers (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Les participants des quatre groupes se sont prononcés sur divers enjeux économiques et financiers. Dans deux de ces groupes, les discussions ont porté principalement sur la situation financière personnelle des participants et sur leurs réactions par rapport à une série de mesures annoncées par le gouvernement du Canada pour soutenir les Canadiens. Les participants des deux autres groupes ont quant à eux abordé des objectifs et priorités économiques plus larges pour les Canadiens et fait part de leurs perceptions concernant l'état actuel de l'économie et de leurs perspectives quant à l'avenir.

Priorités économiques et terminologie (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de Néo-Écossais préoccupés par l'état de l'économie a discuté des priorités économiques du Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à préciser les enjeux économiques qui méritent davantage d'être traités en priorité par le gouvernement fédéral. Ils ont cité un éventail de questions, dont l'inflation et le coût de la vie, l'abordabilité du logement, les pénuries perçues de personnel et le besoin d'accroître la capacité de production intérieure et l'autosuffisance.

Nous leur avons ensuite montré plusieurs expressions décrivant divers types d'approches de développement économique et leur avons demandé comment ils les interprétaient. Voici les expressions qui ont été évaluées : *une économie juste, une économie verte, une économie progressive, une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens et une économie inclusive.*

Questionnés d'abord sur la formulation *une économie juste*, les participants pensaient en général qu'elle évoquait une économie à laquelle tous avaient les mêmes chances de participer et au sein de laquelle la réussite de chacun serait fondée sur le mérite. Ils étaient nombreux à l'envisager comme une économie où la concurrence serait la bienvenue et dans laquelle l'avancement professionnel serait étroitement lié à l'éthique de travail et aux contributions d'une personne.

Aux yeux de plusieurs, *une économie verte* serait axée sur des innovations, dont les véhicules à zéro émission (VZE), des programmes intégrés de recyclage et de réduction des déchets, l'abandon des plastiques à usage unique et l'accent sur des sources d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. Selon certains, cela signifiait que toutes les activités économiques s'inscriraient dans un cadre général de développement durable et que chaque citoyen canadien serait encouragé à agir d'une manière susceptible de réduire leur empreinte carbone.

Dans l'ensemble, les participants s'imaginaient *qu'une économie progressive* ferait une grande place à l'innovation. Ils se la représentaient comme une structure économique dans laquelle les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises recevraient des incitatifs financiers et une aide du gouvernement fédéral sous forme de prêts et de subventions.

Un certain nombre de participants croyaient *qu'une économie qui travaille pour tous les Canadiens* décrivait un système qui soutiendrait l'ensemble de la population canadienne, d'un point de vue tant social qu'économique. À leur avis, dans ce type d'économie, les programmes d'aide et de sécurité sociale seraient élargis et l'éducation ferait l'objet d'investissements supplémentaires, pour que chacun ait la possibilité de réussir.

Enfin, beaucoup de participants estimaient *qu'une économie inclusive* permettrait à quiconque d'être prospère et de réussir, peu importe le genre, l'origine ou le statut socioéconomique. Il s'agissait selon eux d'une économie qui élimine les obstacles à la participation et au sein de laquelle chaque citoyen canadien pourrait diriger une organisation au lieu d'être exclu en raison du traitement préférentiel dont bénéficient certains, comme dans le cas du capitalisme de réseau.

Après avoir donné leurs premières impressions, les participants ont été appelés à choisir parmi ces types d'économie celui que le Gouvernement du Canada devrait viser à bâtir à l'avenir. Les participants préféraient de loin que la priorité soit accordée à *une économie juste* et à *une économie qui travaille pour tous les Canadiens*. Plusieurs trouvaient que ces concepts se ressemblaient à maints égards et étaient susceptibles de favoriser la mise en place d'un système profitable pour tous les Canadiens, au sein duquel leurs efforts seraient récompensés. Même si peu de participants ont choisi les autres propositions, il importait selon eux d'intégrer des valeurs d'inclusion, de progressivité et de transition verte à une économie juste et à une économie qui travaille pour tous les Canadiens.

Nous avons ensuite demandé aux participants d'évaluer les expressions *soutenir la classe moyenne* et *soutenir les travailleuses et les travailleurs*, puis de dire en quoi diffèrent ces deux concepts, le cas échéant. Certains pensaient que ces deux expressions se recoupaient en partie, étant donné qu'on retrouvait des travailleurs dans la classe moyenne, mais la plupart considéraient que « les travailleuses et les travailleurs » renvoyaient à un concept plus général, qui, en plus de la classe moyenne, englobait les Canadiens à faible revenu ou vivant sous le seuil de la pauvreté. Interrogés sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait soutenir les travailleuses et les travailleurs, les participants ont proposé ce qui suit : appliquer plus rigoureusement les normes de sécurité au travail, offrir plus de formation visant à améliorer les connaissances financières des Canadiens, accroître les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap à long terme et déployer des efforts afin d'augmenter le salaire minimum.

Perspectives sur les finances personnelles (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les réponses variaient d'un groupe à l'autre lorsque nous avons demandé aux participants de parler de leur situation financière et de préciser si elle avait changé depuis un an. Parmi ceux qui pensaient que leur situation financière était pire qu'il y a un an, beaucoup considéraient que cette détérioration découlait principalement de l'inflation et de la hausse du coût de la vie. Plusieurs ont ajouté que leur salaire n'avait pas suivi le rythme de l'inflation et que payer les biens et les services essentiels devenait de plus en plus difficile. Les participants ont également cité les effets de la pandémie de COVID-19 sur leur situation financière. Certains avaient perdu leur emploi ou s'étaient retrouvés temporairement au chômage et pigeaient dans leur épargne ou empruntaient pour boucler les fins de mois. Chez ceux qui avaient par la suite recommencé à travailler à temps plein, plusieurs disaient être encore aux prises avec des difficultés financières, car ils essayaient de reconstituer leur épargne tout en gérant la hausse de l'inflation.

En ce qui concerne les participants dont la situation financière avait pris du mieux dans la dernière année, bon nombre attribuaient cette amélioration à leur capacité à continuer d'exercer leur emploi pendant la pandémie ou à un récent retour au travail à temps plein. Par ailleurs, certains disaient avoir eu une augmentation de salaire dernièrement, ce qui leur avait permis de rembourser une partie de leurs dettes personnelles et de commencer à épargner.

Quant aux participants dont la situation financière n'avait pas changé, plusieurs se sont dits préoccupés par la hausse soutenue du taux d'inflation et craignaient que leurs finances ne soient mises à mal si cette tendance se poursuivait.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils pensaient que leur situation allait s'améliorer ou se détériorer au cours de la prochaine année ou s'ils n'anticipaient aucun changement sur ce plan. La plupart des membres du groupe de résidents du Québec étaient généralement optimistes; ils étaient pratiquement aussi nombreux à croire que leur situation allait s'améliorer qu'à s'attendre à ce qu'elle reste sensiblement la même. En revanche, très peu de participants vivant de paie en paie anticipaient une amélioration ou une détérioration de leur situation. Tout compte fait, ils avaient l'impression que leur situation financière resterait probablement inchangée. Si beaucoup de ces participants ont soulevé des inquiétudes au sujet de l'inflation, un petit nombre d'entre eux avaient bon espoir qu'elle allait ralentir et que la situation commencerait à s'améliorer en 2023.

Économie canadienne (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Un groupe formé de propriétaires de cryptomonnaies a pris part à une discussion sur l'économie canadienne. La plupart des participants entrevoyaient des perspectives négatives, se disant préoccupés par l'inflation et la volatilité des marchés (en particulier celle du marché intérieur des valeurs mobilières). Certains craignaient que l'économie du Canada soit très vulnérable aux répercussions négatives de diverses forces perturbatrices, comme une nouvelle pandémie ou urgence sanitaire, l'extension du conflit en Europe de l'Est ou un ralentissement des secteurs essentiels de l'économie, dont le marché du logement.

Quelques-uns voyaient les choses plus positivement, estimant que la situation économique du Canada s'était améliorée et rétablie considérablement à la suite de la pandémie de COVID-19. Cette vision plus optimiste reposait sur l'idée que, grâce à la richesse des ressources naturelles du Canada et au potentiel que présente son secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, l'économie canadienne était bien placée pour résister aux chocs économiques provoqués par de grands événements mondiaux.

Invités à dire si les conditions économiques avaient changé au Canada dans la dernière année, la majorité des participants pensaient qu'elles s'étaient détériorées. Les participants ont évoqué comme facteurs la hausse de l'inflation et les salaires qui n'avaient pas suivi le rythme d'augmentation du coût de la vie de même que les pénuries perçues de travailleurs dans les métiers spécialisés. Quant aux rares participants aux yeux desquels l'économie se portait mieux, ils avaient l'impression que le Canada avait assez bien résisté à la pandémie, qu'un grand nombre de Canadiens réintégraient le marché du travail et que beaucoup verraient leurs perspectives financières s'améliorer en 2022.

Concernant l'avenir, pratiquement tous les participants croyaient que l'économie canadienne allait se détériorer dans les prochaines années. Plusieurs ont formulé des craintes quant à une possible crise du marché du logement au Canada et au risque de voir le pays tomber en récession en 2023. Certains s'inquiétaient particulièrement de la situation économique aux États-Unis, la jugeant de plus en plus volatile. Ils craignaient qu'un ralentissement de l'économie américaine n'ait de graves répercussions sur l'état de l'économie canadienne. D'autres se préoccupaient aussi des pénuries de personnel dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation et s'attendaient à ce qu'elles s'aggravent.

Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour traiter des défis auxquels font face les Canadiens sur le plan économique, plusieurs recommandaient de mettre davantage l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles intérieures, y compris les sources d'énergies non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Compte tenu des tensions mondiales grandissantes et des conséquences économiques de la pandémie qui se faisaient encore sentir, le gouvernement fédéral devait selon eux se concentrer en priorité à développer une économie axée sur l'accroissement de l'autosuffisance et de la capacité de production intérieure. Les participants pensaient aussi que des efforts pourraient être consacrés à accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour que les travailleurs étrangers puissent prendre du galon plus rapidement dans leur domaine.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les participants d'un groupe ont abordé différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées pour aider les Canadiens. Après avoir obtenu de l'information sur diverses mesures et annonces récentes, les participants devaient choisir celles qui auraient le plus grand impact dans leur vie personnelle. La plupart étaient d'avis que la mise en place d'un programme national de soins dentaires aurait l'effet le plus immédiat sur leur situation financière. Plusieurs se disaient aussi en faveur de l'indexation des prestations en fonction de l'inflation, en raison des avantages qu'elle présenterait. Les participants espéraient qu'en adoptant de telles mesures, le gouvernement du Canada aiderait à réduire le stress financier qu'éprouvaient beaucoup de ménages à faible et moyen revenu.

Nous leur avons ensuite montré une deuxième série d'initiatives annoncées ayant pour but de remédier au problème de l'abordabilité des logements au Canada. Somme toute, les participants ont bien accueilli ces initiatives, mais se demandaient toutefois s'ils allaient en bénéficier personnellement. Une majorité d'entre eux pensaient que la création d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements permettrait d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada et que les programmes tels que le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH), dont le montant était doublé, seraient avantageux, en particulier pour les jeunes Canadiens souhaitant entrer sur le marché de l'habitation qui disposaient de plus de temps pour épargner en vue de l'achat de leur première maison.

Après avoir passé en revue les différentes initiatives et en avoir discuté, beaucoup de participants se sont dits plus optimistes par rapport à la situation économique actuelle. Si certains pensaient que cela prendrait plusieurs années avant que les effets de ces initiatives se fassent sentir, ils étaient tout de même rassurés par l'engagement du gouvernement fédéral à prendre ces mesures. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour aider les gens se trouvant dans une situation financière plus précaire, les participants ont formulé un éventail de suggestions. Ils recommandaient plus de soutien pour permettre aux familles d'acheter des aliments nutritifs, des initiatives favorisant la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens et l'allègement ou l'annulation de la dette, en particulier pour les personnes qui remboursent des prêts étudiants.

Perspectives liées à la COVID-19 et aux vaccins (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec, parents de jeunes enfants de la GRV)

Trois groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées à la pandémie de COVID-19, et exprimé leurs points de vue au sujet de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada, des mesures de santé publique passées et présentes, et du vaccin contre la COVID-19.

Prévisions au sujet de la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les membres d'un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta ont fait part de leurs points de vue concernant la gestion de la pandémie par le gouvernement fédéral jusqu'à présent, et de l'efficacité des exigences de santé publique mises en œuvre pour tenter de limiter la propagation de la COVID-19. Invités à préciser les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada avait réussi à réagir à la pandémie, certains ont mentionné les programmes d'aide financière, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). En ce qui concerne les aspects de la réponse du gouvernement fédéral qui auraient pu faire l'objet d'améliorations, ils ont affirmé que des directives plus fermes auraient pu être fournies aux autorités de santé publique provinciales et territoriales sur la meilleure façon de répondre à la pandémie, en mettant l'accent sur la promotion d'une approche nationale plus unifiée pour combattre le virus.

Abordant la question des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient qu'il était encore nécessaire d'imposer certaines mesures,

comme les obligations en matière de vaccination pour les voyageurs internationaux, le port du masque dans les aéroports et les avions, et les tests aléatoires auprès des voyageurs qui arrivent au Canada. Les réponses des participants étaient partagées; certains croyaient que les restrictions existantes pouvaient être levées sans poser trop de risques pour la sécurité publique et avaient l'impression que d'autres pays, y compris les États-Unis, l'avaient déjà fait sans que cela entraîne beaucoup de conséquences négatives. Toutefois, un nombre à peu près égal de participants pensait qu'il était important de maintenir des mesures comme le port du masque et l'obligation de se faire vacciner pour les voyageurs internationaux, d'autant plus que les déplacements augmentent généralement durant les mois d'été.

Invités à imaginer ce que pourrait être la vie quotidienne à l'été 2023, si la COVID-19 continuait à poser problème, peu de participants ont exprimé leur inquiétude quant au risque de contracter le virus, tandis que beaucoup se sont montrés préoccupés par la possibilité que des restrictions accrues soient mises en place. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le retour de mesures de santé publique – les fermetures, les masques obligatoires et les limites imposées aux rassemblements et aux activités sociales – entraînerait une augmentation des problèmes de santé mentale chez un grand nombre de personnes et un effondrement des collectivités que l'on considérait comme étant toujours en reconstruction, après les perturbations des deux dernières années. Si aucun participant ne souhaitait voir la mise en œuvre de nouvelles mesures de santé publique, plusieurs s'attendaient à ce que cela se produise, si la situation entourant le virus s'aggravait considérablement au cours de l'automne et de l'hiver.

Lorsque nous avons demandé aux participants si l'évolution des exigences et des protocoles de santé publique au cours de la pandémie (comme le port du masque, la distanciation sociale et la vaccination) avait modifié leur point de vue sur les avantages de se conformer à ces mesures, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Certains ont déclaré faire preuve de moins de vigilance quant au respect des mesures de santé publique, expliquant que leur comportement était principalement dû à une diminution de leur crainte de contracter le virus plutôt qu'à une réponse aux changements dans les directives publiques. À la question de savoir s'ils continuaient à porter un masque facial dans des lieux publics, les participants qui ont indiqué ne plus le faire étaient plus nombreux que ceux qui ont déclaré le contraire.

Vaccins contre la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue concernant le vaccin contre la COVID-19, plus particulièrement la troisième dose du vaccin, également appelée « dose de rappel ». Tous les participants avaient reçu leurs deux premières doses mais, à la question de savoir s'ils avaient reçu leur dose de rappel, un plus grand nombre de participants ont répondu par la négative. Ceux qui l'avaient reçue ont notamment invoqué le désir de se protéger et de protéger leurs proches, des projets de voyage à l'étranger et des motifs professionnels, certains ayant anticipé qu'une troisième dose serait éventuellement exigée, dans le cadre de futures campagnes de vaccination. Parmi le grand nombre de personnes qui n'avaient pas reçu de dose de rappel, plusieurs ont indiqué qu'elles avaient peu d'intérêt à le faire, estimant que cela ne contribuerait pas vraiment à freiner la propagation de la

COVID-19. Plusieurs pensaient également que les vaccins actuels contre la COVID-19 avaient été conçus spécifiquement pour combattre le virus dans sa forme originale et qu'ils étaient moins efficaces contre les nouveaux variants (comme Omicron), apparus après leur développement. Quelques-uns ont indiqué qu'ils seraient plus ouverts à recevoir une troisième dose si un vaccin mis à jour ciblant plus particulièrement les récents variants ou garantissant une protection à plus long terme était offert.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que les vaccins et les doses de rappel contre la COVID-19 permettaient de prévenir l'infection ou une forme grave de la maladie, les participants ont donné diverses réponses. Un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que même les personnes à jour dans leur vaccination risquaient toujours de développer de graves complications après avoir contracté la COVID-19. Certains étaient également d'avis que l'efficacité des vaccins et des doses de rappel fluctuait non seulement en fonction de la santé physique et des antécédents médicaux de l'individu, mais aussi du variant du virus avec lequel il était infecté. En ce qui concerne la vaccination de manière plus générale, presque tous étaient d'avis que les vaccins et les doses de rappel étaient en principe utiles pour prévenir les infections et les maladies graves (en particulier pour les personnes immunodéprimées ou autrement vulnérables), même s'ils avaient quelques doutes quant à leur efficacité contre la COVID-19 en particulier.

Rares étaient les personnes qui ont affirmé ne pas être préoccupées par la perspective de contracter la COVID-19, mais plusieurs ont déclaré être résignées à l'idée qu'elles seraient probablement infectées par le virus à un moment donné. Outre les conséquences négatives potentielles associées au fait de contracter la COVID-19 sur leur propre santé et celle de leurs proches, plusieurs s'inquiétaient des interruptions qu'une infection pourrait avoir sur leur travail et leur capacité à percevoir un revenu. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient inquiets des effets secondaires potentiels liés aux vaccins contre la COVID-19, la plupart ont répondu par la négative. Parmi ceux qui se sont dits préoccupés, des problèmes comme la formation de caillots sanguins, la myocardite (inflammation du muscle cardiaque) et les accidents vasculaires cérébraux ont été mentionnés comme des risques qu'ils associaient aux vaccins.

Vaccin contre la COVID-19 pour les enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Dans ce groupe, les parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans ont discuté brièvement du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants. Nous avons indiqué aux participants que, depuis le 14 juillet 2022, Santé Canada approuvait l'usage pédiatrique du vaccin Spikevax de Moderna contre la COVID-19 pour les enfants de cette tranche d'âge. À la question de savoir s'ils avaient fait vacciner leurs enfants ou pris rendez-vous pour le faire, aucun participant n'a répondu par l'affirmative.

En évoquant les préoccupations qui influençaient leur décision de ne pas faire vacciner leurs enfants pour le moment, plusieurs ont mentionné ce qu'ils percevaient comme un manque de recul sur les effets du vaccin à long terme. Ainsi, les participants pensaient qu'on n'en savait pas assez sur les effets secondaires possibles, surtout chez les enfants, dont le développement physique se poursuit. Bien que certains aient déclaré qu'ils allaient probablement faire vacciner leurs enfants contre la COVID-19 à un moment donné, la plupart n'ont manifesté aucun empressement. Ce sentiment était en partie influencé par l'impression générale que le virus devenait moins dangereux avec chaque nouveau variant et que le risque global pour les jeunes enfants demeurait exceptionnellement faible. Les

quelques personnes qui prévoyaient faire vacciner leurs enfants dans un avenir immédiat ont déclaré que le vaccin leur permettrait d'avoir l'esprit tranquille en sachant que leur famille ne peut être mieux protégée contre le virus.

Changements climatiques et environnement (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule, résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de trois groupes ont engagé des conversations liées à l'environnement et aux changements climatiques. Un certain nombre de sujets ont été abordés, notamment les véhicules à zéro émission (VZE), le système fédéral de tarification du carbone, les mesures personnelles qui peuvent être prises pour lutter contre les changements climatiques et le plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada.

Véhicules à zéro émission (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule)

Ce groupe, composé de personnes résidant au Québec et prévoyant acheter un véhicule au cours des cinq prochaines années, a discuté des VZE. En décrivant leur principal moyen de transport actuel, la plupart des participants comptaient sur des véhicules à essence, tandis qu'un plus petit nombre a déclaré posséder un véhicule électrique ou de type hybride. Certains ont également déclaré utiliser les transports en commun à l'occasion ou des moyens de transport autonomes, comme le vélo. Pour plusieurs, le désir d'acheter une nouvelle voiture était principalement motivé par des changements dans leur mode de vie (comme le fait d'avoir des enfants), tandis que d'autres cherchaient à se procurer un meilleur véhicule. Tous les participants ont indiqué que le caractère abordable du véhicule et du carburant était une considération majeure qui leur permettrait de déterminer le type de voiture qu'ils décideraient d'acheter. Parmi les autres facteurs importants évoqués par les participants, mentionnons les considérations environnementales, ainsi que la possibilité de réparer soi-même son véhicule plutôt que de devoir compter sur le fabricant. À la question spécifique de savoir si l'efficacité énergétique était importante pour eux, tous ont répondu par l'affirmative. C'était particulièrement le cas pour les résidents de régions rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances dans le cadre de leurs activités quotidiennes.

À la question de savoir s'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule électrique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs cherchaient à faire l'acquisition d'une automobile entièrement électrique, tandis qu'un plus petit nombre envisageait un véhicule hybride. La plupart ont mentionné l'accessibilité financière et les considérations environnementales comme étant les principaux facteurs à l'origine de leur décision d'achat. Un grand nombre a indiqué que la difficulté d'accès liée au coût de ces véhicules constituait un obstacle majeur qui pouvait influencer la décision d'acheter ou non un VZE. De l'avis général, même avec des subventions comme le programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE), ces types de véhicules demeurent assez coûteux et sont probablement hors de prix pour de nombreux Canadiens. Certains ont mentionné un manque perçu de bornes de recharge (surtout à l'extérieur des centres urbains), ainsi que des questions récurrentes concernant notamment les distances que ces véhicules peuvent parcourir et leur

comportement dans le froid extrême que connaissent plusieurs régions du pays pendant les mois d'hiver.

Presque tous les participants trouvaient important que les VZE ou les pièces de VZE soient fabriqués au Canada. Plusieurs prévoyaient que les investissements dans la fabrication nationale de VZE seraient profitables pour l'économie canadienne, surtout à mesure que l'adoption de ces véhicules se généraliserait. Il a été estimé qu'en investissant dans ce secteur, le gouvernement du Canada pourrait positionner le pays comme un chef de file dans la fabrication de VZE et récolter les avantages économiques de l'exportation de cette technologie vers d'autres marchés. On a ajouté que l'augmentation de la production nationale de VZE entraînerait probablement la création de nombreux emplois bien rémunérés pour les Canadiens, y compris ceux qui travaillent déjà dans l'industrie automobile.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel nous leur avons présenté un certain nombre d'initiatives liées aux VZE qui ont été récemment annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022, avant de leur demander de choisir celles qui, selon eux, entraîneraient les retombées les plus positives.

La première série qui a été présentée aux participants comprenait les initiatives axées sur l'objectif de réduction des émissions produites par les automobiles. Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont été accueillies positivement, chacune recevant un niveau de soutien assez similaire parmi les participants. Plusieurs ont fait des commentaires positifs concernant le large éventail de catégories de véhicules visées dans le cadre de ces initiatives. Il a été estimé qu'en donnant la priorité à ces mesures, le gouvernement fédéral aiderait à fournir aux Canadiens différentes options quant aux VZE qu'ils pourront acheter. De plus, les participants considéraient qu'il était avantageux de se concentrer précisément sur les véhicules moyens et lourds (VML), considérés comme étant parmi les plus grands émetteurs actuellement.

On a ensuite présenté au groupe deux initiatives visant à rendre les VZE plus abordables et à faciliter la transition des Canadiens vers l'adoption de ces véhicules. Les deux stratégies ont suscité des réactions positives, mais un plus grand nombre de participants a exprimé son soutien à l'investissement de 1,7 milliard de dollars (sur cinq ans) visant à prolonger le programme iVZE jusqu'en mars 2025. Il s'agit d'un investissement important qui devrait inciter davantage de personnes à choisir un VZE lors de l'achat de leur prochaine voiture. Certains participants s'attendaient à ce que l'offre d'incitatifs à l'achat, qui peut atteindre 5 000 \$ pour les VZE admissibles, leur soit également utile sur le plan personnel.

Nous avons ensuite présenté aux participants une dernière série d'initiatives visant à créer un réseau national de bornes de recharge pour véhicules électriques. Bien que toutes les initiatives aient été jugées importantes, les participants ont surtout retenu les investissements prévus de 500 millions de dollars et de 400 millions de dollars respectivement pour développer l'infrastructure de recharge des VZE dans les villes et les banlieues, ainsi que dans les collectivités éloignées. Ces mesures ont été considérées comme cruciales pour le succès d'une transition à grande échelle vers les VZE, de nombreux participants ayant indiqué en effet que le manque de bornes de recharge était l'un des principaux obstacles qui empêchaient actuellement les particuliers d'acheter ces véhicules.

En examinant l'ensemble du plan du gouvernement fédéral en matière de VZE, la plupart des participants ont trouvé que ces diverses initiatives représentaient un pas dans la bonne direction pour la transition vers une utilisation généralisée des VZE. Plusieurs se sont toutefois montrés sceptiques quant à la possibilité de réaliser toutes ces initiatives dans les délais proposés. Dans une large proportion, les participants ont estimé que la gestion d'un changement social vers les VZE constituerait un défi de taille pour le gouvernement fédéral et que ce virage risquait d'être retardé, dans l'éventualité où une récession économique ou un manque de volonté de la part du grand public de passer aux VZE se présentaient.

Tarification du carbone (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont brièvement discuté des mesures prises par le gouvernement du Canada pour fixer un prix à la pollution par le carbone. Si quelques participants étaient au courant de cette initiative, aucun ne pouvait se souvenir de détails précis. Pour clarifier la situation, les participants ont reçu de l'information concernant ce programme, y compris le fait que 90 % des fonds recueillis dans le cadre de cette initiative seraient directement versés aux résidents des provinces admissibles, sous forme de paiements incitatifs. Après avoir reçu cette information, plusieurs ont exprimé leur confusion quant à la raison pour laquelle les fonds étaient ensuite retournés aux ménages individuellement. Plusieurs ont remis en question l'objectif de ce système de tarification, estimant en grande partie que cette approche n'encouragerait pas les Canadiens à réduire leurs émissions. La plupart des participants pensaient que ce système était équitable pour chaque Canadien, en raison du coût élevé de l'essence et d'autres produits essentiels à l'heure actuelle, mais peu d'entre eux étaient d'avis que ces paiements incitatifs auraient un impact tangible sur leur situation financière.

Actions individuelles contre les changements climatiques (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Un groupe s'est engagé dans une discussion portant sur les mesures pouvant être prises individuellement contre les changements climatiques. Tous les participants de ce groupe avaient précédemment indiqué que, malgré leurs préoccupations au sujet des changements climatiques, ils avaient du mal à trouver des moyens de lutter efficacement contre leurs effets. Invités à préciser les moyens par lesquels ils tentaient de lutter contre les changements climatiques et de réduire leurs émissions personnelles, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Parmi ceux qui résidaient dans de grands centres urbains, comme Montréal, certains ont déclaré utiliser le transport en commun dans la mesure du possible, alors que cela a été jugé plus difficile pour les personnes qui vivent dans des zones rurales, où les options de transport en commun sont plus limitées. Pour d'autres, les mesures adoptées consistaient à manger moins de viande, à réduire leur consommation de plastiques à usage unique et à participer à des fêtes et à des événements axés sur l'environnement. Tous les participants ont indiqué que le recyclage et le compostage faisaient régulièrement partie de leurs activités, estimant qu'il s'agissait d'une pratique assez courante au sein de leur collectivité.

Si un certain nombre de participants ont exprimé que leur intérêt pour l'achat d'un VZE s'inscrivait parmi les mesures visant à contrer les changements climatiques, le prix élevé de ces véhicules a été qualifié de facteur prohibitif. Quelques-uns ont également exprimé leur scepticisme quant à la capacité d'un VZE à répondre aux exigences liées à leur style de vie, notamment le fait de devoir parcourir régulièrement de longues distances et de faire face à des conditions météorologiques extrêmes pendant les mois d'hiver. Certains d'entre eux ont indiqué prendre des mesures pour réduire leur consommation autant que possible, bien que cela soit parfois difficile et qu'il faille beaucoup de discipline personnelle.

Plan de réduction des émissions (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur le Plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada. Seul un petit nombre de participants a déclaré avoir déjà entendu parler de cette initiative, et peu d'entre eux pouvaient se souvenir de détails précis. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu des informations sur le plan et certains moyens que le gouvernement du Canada pouvait prendre pour réduire les émissions d'ici 2030. Si tous ont réagi positivement aux initiatives prévues dans ce plan, certains les ont trouvées quelque peu ambitieuses et se sont demandé si le gouvernement fédéral serait en mesure de mettre en œuvre toutes ces priorités, compte tenu notamment de l'échéance de 2030.

L'initiative visant à réduire la pollution par le carbone provenant du secteur pétrolier et gazier a reçu le plus grand soutien des participants. Plusieurs avaient l'impression que les grandes entreprises pétrolières et gazières figuraient parmi les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre et croyaient qu'en prenant une telle mesure, le gouvernement fédéral pourrait avoir un impact significatif sur la lutte contre les changements climatiques. Pour atteindre cet objectif, plusieurs ont suggéré la mise en place de règlements plus stricts pour le secteur pétrolier et gazier, ainsi que l'augmentation du prix fédéral du carbone pour ces grandes entreprises.

Plusieurs étaient également en faveur de l'initiative visant à aider les industries à mettre au point et à adopter des technologies propres dans leur démarche vers la carboneutralité. Réaffirmant l'importance de réduire les émissions des grandes entreprises, plusieurs ont estimé qu'il s'agirait d'une étape décisive dans la lutte contre les changements climatiques. Les participants ont indiqué que si la transition vers des pratiques plus écologiques était devenue une tendance croissante dans de nombreux secteurs, un soutien supplémentaire du gouvernement du Canada contribuerait probablement à accélérer ce processus. Certains ont également suggéré qu'en aidant les industries à développer des technologies propres, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial sur ce front et profiter d'avantages économiques supplémentaires en exportant ces technologies dans d'autres parties du monde.

Certains participants ont parlé positivement de l'engagement à alimenter l'économie avec des énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité. Beaucoup ont estimé qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et d'une transition nécessaire pour assurer un environnement durable à plus long terme, alors que d'autres ont pour leur part suggéré que cette mesure pourrait présenter des avantages économiques, affirmant qu'elle pourrait mener à la création de nombreux emplois bien

rémunérés, ainsi qu'à un processus de fabrication plus efficace sur le plan énergétique. S'il fallait entreprendre cette transition le plus rapidement possible pour certains, d'autres se sont montrés plus prudents, prévoyant que ces changements pourraient prendre plus de temps et qu'il s'agirait probablement d'un processus graduel.

Soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes de résidents du Québec ont discuté de plusieurs enjeux liés à la prestation des soins de santé dans leur province et ailleurs au Canada. Les discussions ont porté principalement sur les expériences et les points de vue des participants relativement au système de santé canadien, et sur les secteurs que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité.

Impressions des soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Pour commencer, les participants ont échangé leurs impressions du système de santé canadien dans son ensemble. Pratiquement tous avaient des points de vue très favorables et estimaient que les soins de santé offerts au Canada étaient généralement d'excellente qualité. Plusieurs ont mentionné qu'ils avaient un médecin de famille qu'ils pouvaient consulter dans un court délai. Certains ont également indiqué que de nombreux Canadiens pouvaient maintenant obtenir des services de santé sur des plateformes numériques ou au téléphone, et que ces services étaient donc plus accessibles aux populations rurales ou éloignées. Discutant des aspects à améliorer pour offrir de meilleurs services en santé, plusieurs ont mentionné les délais d'attente de plus en plus longs dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous. De nombreux participants avaient l'impression que les pénuries de personnel attribuables à la pandémie de COVID-19 avaient aggravé le problème et plusieurs se sont dits préoccupés par la santé physique et mentale des travailleurs qui œuvrent toujours dans le domaine de la santé et qui ont dû assumer une surcharge de travail pour pallier ces pénuries.

Sur la question de l'accessibilité, même s'ils étaient très peu nombreux à avoir éprouvé des difficultés avec les services de santé, la plupart avaient l'impression que ces services étaient de moins en moins accessibles, en particulier pour les personnes sans médecin de famille. Plusieurs ont relaté l'expérience de certains de leurs proches qui avaient eu du mal à trouver des spécialistes disponibles alors que les listes d'attente s'allongeaient sur plusieurs mois, voire plus d'un an. Questionnés à savoir s'ils croyaient que l'accès aux soins de santé s'était détérioré durant la pandémie, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs étaient d'avis que les ressources en santé mentale étaient insuffisantes à l'heure actuelle et que de nombreuses personnes ayant besoin de traitements avaient souvent de la difficulté à obtenir les soins nécessaires.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu recours récemment à des services de santé dans leur région, presque tous les participants de l'Outaouais ont répondu par l'affirmative. Dans ce groupe, tous ont parlé en bien de leur expérience et plusieurs ont dit avoir eu une consultation rapide et efficace pour traiter leurs problèmes de santé. Discutant plus particulièrement des améliorations à apporter pour rehausser la qualité des services, certains s'entendaient pour dire qu'il devrait y avoir une meilleure collaboration entre les médecins de famille, les spécialistes et les autres professionnels

de la santé, surtout pour les patients qui doivent subir des examens médicaux, obtenir des consultations ou des traitements à plus d'un endroit. Plusieurs participants ont réitéré qu'il faudrait redoubler d'effort pour s'assurer que tous les Canadiens aient accès à un médecin de famille, un facteur extrêmement important pour recevoir des soins adaptés et d'excellente qualité.

Priorités en matière de soins de santé (résidents de l'Outaouais)

Les participants du groupe de l'Outaouais ont pris part à une discussion approfondie sur les soins de santé et particulièrement sur les aspects qui devraient être traités en priorité par le gouvernement du Canada dans un avenir immédiat. Questionnés à savoir quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région, presque tous ont mentionné les pénuries perçues de travailleurs de la santé qui, selon eux, représentent une préoccupation urgente. Plusieurs ont également parlé d'une pénurie générale de spécialistes et de médecins de famille, un phénomène répandu dans toute la région.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes annonces ou initiatives du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous ont répondu par la négative. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé cinq domaines prioritaires pour les services de santé au Canada : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Dans l'ensemble, les participants étaient très favorables à toutes les priorités, chacune constituant selon eux un pas important vers des solutions aux défis dans le domaine de la santé qui touchent les Canadiens.

De nombreux participants étaient d'avis que l'initiative visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada à l'heure actuelle. Plusieurs croyaient toutefois que ce dernier ne pouvait pas faire grand-chose, mis à part d'augmenter le financement, étant donné que les soins de santé étaient, d'après ce qu'ils avaient compris, une responsabilité provinciale ou territoriale. Tous s'entendaient pour dire qu'un redressement de la situation aurait des répercussions positives sur eux-mêmes et leurs collectivités, et que les Canadiens seraient plus nombreux à demander des soins s'ils pouvaient y avoir accès facilement. À ce sujet, plusieurs participants étaient également d'avis que l'initiative visant à augmenter l'accès aux soins de santé familiale était importante. D'après eux, les médecins de famille jouent un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de détecter des problèmes médicaux chez leurs patients et de s'assurer que ceux qui ont besoin de soins soient dirigés vers les bons spécialistes.

Un nombre important de participants ont mentionné que le gouvernement fédéral devait absolument améliorer les soins de longue durée et des soins à domicile. Plusieurs espéraient que celui-ci investisse davantage dans ces établissements et dans les initiatives visant à permettre aux aînés de rester chez eux plus longtemps. Certains croyaient qu'avec de telles mesures, le gouvernement fédéral aiderait non seulement les aînés, mais également leurs familles qui doivent composer avec le stress psychologique et financier qui vient avec la responsabilité de s'occuper de leurs parents âgés et autres proches.

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait s'attaquer en priorité aux questions de santé mentale et de consommation de substances. Pour plusieurs, la santé mentale est un enjeu qui prend de plus en plus d'ampleur et un meilleur accès aux ressources permettrait à un plus grand nombre de personnes de recevoir l'aide dont elles ont besoin plus rapidement, empêchant ainsi leurs troubles de santé mentale de s'aggraver. En ce qui concerne les dépendances, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens, en particulier les jeunes, sur les dangers qu'elles représentent et la façon dont elles progressent.

Bien qu'ils aient été moins nombreux à parler de l'initiative visant à moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels, les participants croyaient tout de même que cette mesure serait utile. Plusieurs étaient d'avis que l'élargissement des soins virtuels pourrait servir aux populations rurales ou éloignées, notamment dans le nord du Canada. Pour ce qui est de la modernisation de la gestion des données sur la santé, quelques-uns avaient l'impression qu'elle pourrait contribuer à améliorer les communications dans l'ensemble du système de santé, en facilitant le transfert des dossiers médicaux d'un fournisseur à un autre.

Services de garde et Allocation canadienne pour enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Des résidents de la grande région de Vancouver (GRV) et parents d'enfants de six mois à quatre ans ont discuté des services de garde abordables et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Bon nombre d'entre eux ont mentionné avoir des enfants qui fréquentent présentement la garderie et plusieurs ont relaté les difficultés qu'ils avaient eues à trouver et à réserver une place. Ils avaient été nombreux à se retrouver sur de longues listes d'attente et certains ont parfois dû attendre plus de deux ans avant qu'une place se libère. En plus des problèmes de disponibilité, les services de garde sont perçus comme étant de plus en plus chers. Certains participants avaient reçu des factures allant de 900 \$ à 1 200 \$ par enfant, par mois.

Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler de récentes actions ou annonces du gouvernement fédéral relativement aux services de garde, de nombreux participants se sont rappelés les ententes conclues avec l'ensemble des provinces et territoires pour réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne au Canada. Même s'ils appuyaient l'initiative visant à rendre les services de garde plus abordables, plusieurs ignoraient les détails de ces programmes. En tant que parents, les participants avaient l'impression qu'ils ne possédaient pas beaucoup d'information sur la mise en œuvre de ces programmes ou sur la marche à suivre pour y avoir accès.

Informés quant au plan du gouvernement du Canada qui vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026, plusieurs se sont demandé si cet engagement était financièrement possible pour le gouvernement fédéral. Certains étaient curieux de savoir si ces programmes seraient offerts à toutes les familles ou si les critères d'admissibilité seraient basés sur le revenu. Plusieurs s'inquiétaient à savoir s'il y aurait suffisamment d'éducateurs de la petite enfance pour répondre à la demande des parents de plus en plus nombreux à accéder aux services de garde en vertu de ce programme, alors que d'autres avaient l'impression qu'il y avait déjà une pénurie de travailleurs qualifiés dans ce secteur.

Discutant des répercussions possibles de ces ententes, plusieurs ignoraient jusqu'à quel point ils pourraient eux-mêmes en bénéficier. Les participants étaient généralement d'avis que bien qu'ils semblent utiles à première vue, de nombreuses questions demeuraient à savoir comment et quand ces programmes deviendraient accessibles à tous les parents. Plusieurs souhaitaient que le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux élaborent un échéancier et un plan d'action détaillés pour que les parents aient des attentes claires quant au moment où ces programmes seraient mis en œuvre dans leurs régions. Tous les participants s'entendaient pour dire que la prestation de services de garde abordables devrait être une priorité importante pour le gouvernement du Canada. La majorité croyait que les frais que les parents doivent engager pour élever un enfant avaient considérablement augmenté dans les dernières années et que toutes mesures visant à alléger ce fardeau étaient les bienvenues.

Discutant des soutiens et des programmes en général, les participants ont exprimé leur enthousiasme pour plusieurs initiatives existantes qui offrent aux parents de l'aide pour payer les coûts additionnels pour l'éducation des enfants. Parmi les programmes mentionnés, notons le congé de maternité de douze mois, le Régime enregistré d'épargne-études (REEE) et l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Au sujet de l'ACE, tous les participants ont indiqué qu'ils étaient au courant de son existence et qu'ils en étaient des bénéficiaires. Plusieurs ont parlé en bien de l'aide financière offerte par l'ACE, de l'apparente facilité du processus de demande et des prestations libres d'impôt. Quant aux suggestions d'améliorations, quelques participants étaient d'avis que les seuils de revenu familial net ajusté étaient trop bas et qu'il faudrait les réévaluer pour tenir compte de l'inflation élevée et de l'augmentation du coût de la vie, entre autres. Questionnés à savoir comment ils utilisaient habituellement les prestations d'ACE qu'ils recevaient, la plupart ont mentionné les dépenses pour les enfants comme les couches, la nourriture, l'épargne pour pallier aux urgences, ou les placements dans les REEE de leurs enfants.

Services du gouvernement du Canada (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Dans un groupe composé de personnes qui avaient récemment utilisé les services du gouvernement du Canada, les participants ont discuté de leurs expériences et ont fait des suggestions pour améliorer ces services. En ce qui concerne les types de services et les interactions, plusieurs ont parlé du renouvellement des passeports (les leurs ou ceux des membres de leur famille) avec Service Canada. Quelques autres avaient également eu des contacts avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Alors que ceux qui avaient eu affaire à IRCC et à l'ARC ont commenté positivement leur expérience, presque tous les participants qui avaient interagi avec Service Canada, de manière générale ou pour un renouvellement de passeport, ont critiqué le processus et leurs interactions. Bon nombre d'entre eux qui s'étaient rendus dans les bureaux de Service Canada s'étaient butés à de longues files d'attente et ont expliqué qu'ils avaient dû se mettre en file avec d'autres citoyens très tôt le matin pour pouvoir parler à un représentant durant les heures d'ouverture. Ceux qui avaient envoyé leurs demandes et qui attendaient toujours leurs passeports ignoraient combien de temps pourrait prendre ce processus.

Plusieurs ont relaté leurs difficultés à contacter des représentants de Service Canada pour connaître le statut de leurs demandes de passeport.

Nous avons présenté aux participants une liste de facteurs susceptibles d'avoir un impact sur les services de passeport et leur avons demandé quelles pourraient être leurs répercussions sur les délais qu'ils avaient connus ou dont ils avaient entendu parler. Ces facteurs étaient les suivants : une augmentation du volume de demandes, le recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long, les restrictions de la santé publique liées à la COVID-19, et une forte proportion de demandes complexes. Presque tous les participants s'accordaient pour dire que les problèmes signalés relativement aux services de passeport étaient principalement attribuables à l'augmentation du nombre de demandes. Certains croyaient qu'un nombre important de Canadiens avaient laissé leur passeport expirer durant la pandémie de COVID-19, entraînant du même coup de sérieux retards dans le traitement des demandes de renouvellement puisqu'ils étaient de plus en plus nombreux à vouloir voyager à l'étranger pour la première fois en deux ans. Plusieurs participants croyaient que ces difficultés, combinées avec des demandes de plus en plus complexes en raison des changements de vie attribuables à la pandémie (comme une nouvelle adresse, un changement dans la situation familiale et de nouvelles personnes à charge) avaient probablement fait en sorte d'allonger le processus d'examen et de traitement des passeports. Même s'ils étaient peu nombreux à croire que le recours aux demandes par voie postale était un facteur important ayant contribué aux retards perçus, certains ont suggéré que Service Canada développe un système de suivi plus complet et plus convivial qui permettrait aux demandeurs de vérifier facilement le statut de leur demande en ligne. Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait traiter ces problèmes en priorité. En plus d'augmenter le personnel, certains ont suggéré de rationaliser et de simplifier le processus de demande de passeports, notamment en innovant, par exemple en permettant aux détenteurs actuels de renouveler leurs passeports en ligne.

Logement (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté du logement, et plus particulièrement de plusieurs initiatives annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022. Durant les exercices, les participants étaient invités à évaluer différentes séries d'initiatives, chacune s'attaquant à un enjeu précis en matière de logement.

Parmi les premières initiatives présentées et qui visaient principalement à accroître le nombre de logements disponibles au Canada, de nombreux participants ont mentionné la création d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada comme étant une initiative prometteuse. Plusieurs croyaient que la pénurie de logements disponibles était le principal facteur qui expliquait la hausse des prix et s'attendaient à ce que ces efforts contribuent en grande partie à rendre les logements plus abordables dans plusieurs régions. L'annonce d'un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale a également plu aux participants. La plupart étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les personnes aux

prises avec ces difficultés et qu'un engagement financier important comme celui-ci était une étape nécessaire pour s'attaquer à cet enjeu.

De nombreux participants s'accordaient pour dire que l'initiative qui vise à affecter des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était également un élément clé de la stratégie fédérale en matière de logement. Plusieurs ont indiqué que l'augmentation du coût du loyer représentait un défi grandissant pour les Canadiens, en particulier ceux qui vivent dans les centres urbains où les loyers ont considérablement augmenté dans les dernières années. Un certain nombre de participants étaient également d'avis qu'un investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements représentait une initiative importante. Plusieurs croyaient qu'avec cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait augmenter la capacité et l'achalandage des réseaux de transport en commun existants, tout en étendant ces services aux régions suburbaines et rurales où le transport en commun est moins accessible.

Nous avons ensuite présenté aux participants une deuxième série de priorités, cette fois axées sur l'abordabilité du logement et la création de nouvelles façons d'accéder à la propriété. Dans l'ensemble, la plupart des initiatives ont reçu un appui considérable, bon nombre de participants étant d'avis que toutes ces mesures contribueraient probablement à rendre les logements plus abordables pour les Canadiens. Plusieurs étaient particulièrement favorables aux initiatives qui ont pour but d'aider les acheteurs d'une première maison, comme l'engagement de doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et, dans une moindre mesure, la création du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété. Ils étaient nombreux à croire que les coûts élevés liés à l'accès à la propriété (qui incluent normalement une mise de fonds importante) constituaient le plus grand obstacle pour les acheteurs potentiels et qu'en prenant ces mesures, le gouvernement fédéral fournirait à plusieurs le soutien financier nécessaire pour l'achat d'une première maison.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un appui important des participants. La plupart étaient d'avis que de nombreux Canadiens avaient peine à composer avec les loyers élevés et que ce programme représentait une alternative d'accès à la propriété pour ceux qui peinent à épargner pour une mise de fonds suffisante. Bon nombre de participants voyaient d'un bon œil l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. La plupart s'entendaient pour dire que ces mesures auraient des répercussions positives et qu'il s'agissait de la bonne chose à faire de la part du gouvernement fédéral.

Les participants ont ensuite évalué une troisième série d'initiatives destinées à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Parmi celles-ci, l'initiative visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu le plus d'appui. Plusieurs avaient déjà participé à ce processus au moment d'acheter une propriété et croyaient qu'il avait contribué à faire augmenter leur anxiété en les pressant de soumettre une offre

plus élevée que nécessaire pour conclure l'achat. La mesure qui consiste à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions » a également reçu une attention considérable des participants. Plusieurs se rappelaient avoir entendu des proches leur raconter qu'ils avaient été victimes de cette pratique qu'ils jugeaient injustement punitive pour les locataires qui auraient de la difficulté à trouver un logement abordable.

Réfléchissant à leurs impressions globales du plan en matière de logement du gouvernement fédéral, de nombreux participants étaient préoccupés par l'immense portée de ces mesures. Plusieurs étaient d'avis que plutôt que d'aller de l'avant avec toutes ces initiatives, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur quelques priorités clés à la fois. Toutefois, questionnés à savoir s'ils croyaient réaliste que le gouvernement du Canada puisse mettre en œuvre toutes ces initiatives, les participants étaient pour la plupart optimistes et croyaient qu'avec suffisamment de temps et d'engagement, toutes ces initiatives pourraient effectivement être mises en place.

Cryptomonnaies (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Dans ce groupe composé exclusivement de propriétaires de cryptomonnaies, les participants ont partagé leurs expériences avec les devises numériques. Même si quelques-uns n'avaient entendu parler que récemment des cryptomonnaies et investi dans celles-ci dans la dernière année, d'autres ont dit connaître l'existence et faire des opérations de devises comme le Bitcoin depuis de nombreuses années. Questionnés à savoir comment ils obtenaient habituellement leurs informations sur les cryptomonnaies, la plupart des participants ont répondu qu'ils faisaient leurs propres recherches en ligne avec Google ou suivaient des experts en la matière sur des plateformes comme YouTube, Twitter et TikTok. Plusieurs plaçaient les cryptomonnaies dans une catégorie d'actifs à haut risque et à haut rendement, et ne prévoyaient pas que celles-ci occuperaient une grande place dans leurs portefeuilles de placements ou la planification de leur avenir financier. Par ailleurs, quelques participants étaient convaincus que les devises numériques représentaient l'avenir en matière d'investissement.

Les expériences avec les cryptomonnaies étaient mitigées. Quelques participants ont qualifié le commerce de ces instruments financiers d'amusant et d'excitant en raison du potentiel de rendement élevé. Par contre, bon nombre étaient d'avis que les cryptomonnaies représentaient un investissement excessivement risqué. À ce sujet, certains étaient préoccupés par le manque d'engagement du système bancaire traditionnel. Plusieurs avaient connu des fluctuations importantes dans leurs portefeuilles de cryptomonnaies et ont qualifié ces dernières de très volatiles. En précisant leurs principales préoccupations au sujet des cryptomonnaies, les participants ont parlé du manque de sécurité financière, des défis liés à la scalabilité des cryptomonnaies, de la perspective d'une réglementation accrue de ces devises à l'avenir et du haut degré de volatilité sur le marché des cryptomonnaies.

Dans l'ensemble, la plupart des participants s'opposaient à ce que le gouvernement du Canada réglemente davantage les cryptomonnaies. Même si plusieurs étaient d'avis qu'il y aurait lieu de renforcer la réglementation, notamment pour les grandes bourses qui facilitent les opérations impliquant des quantités importantes de cryptomonnaies, personne ne prônait une réglementation globale de tout le secteur. Néanmoins, bon nombre de participants craignaient qu'une mauvaise

gestion de ces entreprises entraîne des pertes considérables pour les investisseurs et croyaient qu'on pourrait en faire plus pour surveiller leurs activités. Presque tous les participants étaient préoccupés par les arnaques possibles en lien avec les cryptomonnaies. À ce sujet, la plupart s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens au sujet des cryptomonnaies, notamment pour reconnaître les arnaques possibles et investir de manière responsable.

Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Dans un groupe, les participants ont discuté des justificatifs numériques et de leur mise en œuvre au Canada. Questionnés à savoir s'ils savaient ce qu'étaient les « justificatifs numériques », très peu en avaient entendu parler. Pour les éclairer, nous leur avons expliqué que les justificatifs numériques étaient un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique et qu'ils pouvaient être utilisés comme l'équivalent électronique de documents physiques.

Même si certains étaient d'avis que les justificatifs numériques pourraient être un moyen plus pratique de s'identifier, plusieurs craignaient un usage répandu de cette technologie. De nombreux participants s'inquiétaient des risques pour la sécurité à stocker des renseignements personnels de nature délicate sur les appareils mobiles et croyaient que les justificatifs numériques pourraient être exposés au piratage informatique ou à risque en cas de perte ou de vol de l'appareil. Bien que la plupart préféraient continuer d'utiliser l'identification physique, certains voyaient une utilité aux justificatifs numériques comme complément aux cartes physiques, du moment qu'ils ne les remplacent pas complètement.

En discutant des types de justificatifs numériques déjà utilisés, bon nombre de participants ont mentionné les technologies comme les options de paiement numérique sans contact (p. ex., Apple Wallet et Google Pay), les outils en lien avec la pandémie comme les preuves de vaccination numériques, et l'application ArriveCAN. Plusieurs croyaient qu'il y aurait lieu d'utiliser les justificatifs numériques dans des domaines comme la santé pour permettre aux patients d'avoir tous leurs renseignements médicaux au même endroit, et aux parents d'accéder rapidement au dossier médical de leurs enfants. Certains ont suggéré que ces justificatifs pourraient avoir des applications de sécurité étendues, combinant technologie et biométrie pour offrir une protection supplémentaire à ceux qui veulent avoir accès à des zones sécurisées comme des immeubles résidentiels.

Questionnés sur les avantages à utiliser les justificatifs numériques, un certain nombre de participants ont répondu qu'ils faciliteraient sans doute la mise à jour de leurs renseignements en cas de changement d'adresse ou de nom, puisque la tâche serait effectuée numériquement et n'exigerait plus la création d'une nouvelle carte physique. Quelques participants ont supposé qu'il serait possible pour les personnes avec plusieurs identifications et qualifications de consolider tous leurs renseignements essentiels sur une seule application plutôt que d'avoir plusieurs cartes d'identité.

Invités à partager leurs préoccupations au sujet de cette technologie, plusieurs participants ont réitéré leurs inquiétudes concernant l'usurpation d'identité et la sécurité de leurs données personnelles. Bon nombre d'entre eux se sont aussi demandé qui pourrait avoir accès à ces données et quels seraient les

protocoles et les règlements qui seraient mis en place pour s'assurer qu'elles ne soient pas utilisées par des tierces parties. D'autres craignaient également qu'une adoption généralisée des justificatifs numériques soit discriminatoire à l'égard des personnes à faibles revenus en raison des coûts élevés associés à la technologie requise pour présenter cette information.

Questionnés sur les répercussions pour une société dans laquelle les justificatifs numériques seraient largement utilisés, plusieurs participants étaient d'avis que le quotidien serait beaucoup plus restreint et doutaient qu'il soit convenable d'attribuer une aussi grande responsabilité à un seul ministère ou organisme pour gérer ces justificatifs (basé sur leur perception selon laquelle un ministère du gouvernement gérerait tous les justificatifs). Quelques-uns craignaient que les aînés se sentent isolés dû à leur manque de connaissance des justificatifs et des appareils numériques (en général), ce qui les inciterait à se retirer d'une société dans laquelle cette technologie serait largement répandue. Pour toutes ces raisons, les participants s'entendaient pour dire que l'adoption généralisée des justificatifs numériques par les Canadiens pourrait s'avérer difficile, surtout parmi les cohortes de la société qui se méfient déjà des institutions publiques.

Réconciliation (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé d'Autochtones résidant en Alberta a abordé un certain nombre de questions liées à la réconciliation. Les participants ont reçu des informations portant sur plusieurs mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour répondre aux préoccupations actuellement soulevées par les communautés autochtones.

Lorsque nous leur avons présenté la première série d'initiatives axées sur le traitement des préjudices et de la discrimination subis par les enfants autochtones dans le passé, plusieurs participants ont parlé positivement de l'engagement visant à consacrer 4 milliards de dollars à la mise en œuvre du *principe de Jordan*, selon lequel tous les enfants autochtones doivent avoir accès aux produits, aux services et aux mécanismes de soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Un certain nombre de participants a indiqué que l'accessibilité aux biens et services était limitée dans de nombreuses communautés autochtones, et qu'un financement comme celui-ci contribuerait sans doute grandement à résoudre ce problème et à faire en sorte que les enfants autochtones disposent de tout ce dont ils ont besoin. Dans l'ensemble, les participants se sont montrés favorables à toutes les autres initiatives présentées, mais quelques-uns ont exprimé leurs préoccupations quant à l'engagement de 5,1 millions de dollars visant à faire en sorte que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) puisse soutenir les réponses communautaires aux lieux de sépulture non marqués. Certains ont remis en question la participation de la GRC dans ce processus, compte tenu notamment du rôle perçu joué par l'organisme dans le fonctionnement du système historique des pensionnats.

Une deuxième série d'initiatives, comprenant cette fois des mesures visant à faire en sorte que les communautés autochtones soient plus fortes et en meilleure santé, a ensuite été présentée aux participants. Si toutes les initiatives ont donné lieu à des réactions essentiellement positives, les participants ont porté une attention particulière à l'engagement du gouvernement du Canada visant à consacrer 4 milliards de dollars au soutien du développement du logement dans les communautés autochtones. À ce propos, plusieurs participants étaient d'avis que les logements abordables étaient

actuellement en nombre insuffisant dans de nombreuses réserves et qu'une grande partie des habitations disponibles étaient en mauvais état et devaient être réparées. Les participants pensaient que l'amélioration de la situation du logement dans ces communautés aurait probablement un impact positif sur bon nombre de leurs membres. Ils ont estimé qu'en bénéficiant d'une base solide sous la forme d'un logement, ceux qui connaissent actuellement des difficultés seraient probablement en mesure d'améliorer d'autres aspects de leur vie, comme leur bien-être économique et social.

Outre le logement, plusieurs participants ont indiqué que la mauvaise qualité perçue de l'éducation à tous les niveaux était l'un des problèmes les plus urgents auxquels les communautés autochtones sont actuellement confrontées et déclaré que l'initiative visant à fournir 310,6 millions de dollars pour garantir que les enfants autochtones vivant dans les réserves reçoivent une éducation de haute qualité aurait un impact significatif. Certains participants étaient d'avis que la qualité de l'éducation dans les réserves pouvait être grandement améliorée et espéraient que ces investissements procureraient des avantages à long terme aux enfants autochtones. Il a été suggéré de consacrer ce financement supplémentaire au recrutement d'enseignants qualifiés et de personnel de soutien qui pourront travailler au sein des communautés, ainsi qu'aux améliorations indispensables à l'infrastructure scolaire, dans les réserves.

Nous avons ensuite présenté au groupe une troisième série d'initiatives, axées sur la promotion de l'autodétermination des communautés autochtones et à leur développement économique. Plusieurs ont exprimé leur intérêt envers l'engagement de 103,4 millions de dollars pris par le gouvernement fédéral afin d'offrir aux communautés autochtones la possibilité de tirer profit des projets d'exploitation de ressources naturelles. La plupart des participants ont estimé que le fait de bénéficier économiquement des terres et des ressources de leur région s'avérerait une perspective prometteuse pour les peuples autochtones et que cela pourrait grandement contribuer à favoriser la création d'emplois durables dans ces communautés. Certains ont également pensé que cela donnerait aux peuples autochtones un plus grand sentiment d'autonomie dans la détermination de la façon dont ces ressources devraient être utilisées à l'avenir. Quelques-uns ont réagi favorablement à l'annonce de l'octroi de 35 millions de dollars pour accroître la participation des communautés autochtones à des projets économiques et à des possibilités de formation spécialisée offertes par les communautés autochtones. Les participants s'attendaient à ce que cela contribue à stimuler la croissance économique et à fournir aux travailleurs autochtones un ensemble élargi de compétences qui leur permettraient de contribuer à leurs économies locales. Si la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, certains ont jugé que les montants prévus pour s'attaquer à des problèmes majeurs, comme les changements climatiques et le développement économique du Nord (29,6 millions et 15 millions, respectivement), ne seraient pas suffisants pour réaliser des progrès tangibles sur ces fronts.

Enjeux locaux (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux propres à leur région, en tenant compte des principaux secteurs et industries de l'économie dans leurs collectivités respectives. Invités à préciser les secteurs dans lesquels ils travaillaient actuellement, les participants ont mentionné

les domaines de l'éducation, des services financiers, de la restauration et de l'hôtellerie et du développement de logiciels et de technologies. Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait, selon eux, suffisamment de possibilités d'emplois dans leurs secteurs respectifs, la plupart ont répondu par l'affirmative et ajouté qu'il y en avait beaucoup en éducation, en hôtellerie et en développement de logiciels. Ils avaient l'impression que plusieurs secteurs faisaient présentement face à une pénurie de travailleurs qualifiés et que de nombreux employeurs peinaient ces derniers temps à pourvoir des postes clés.

Interrogés sur les plus importants secteurs pour leurs communautés locales, les participants de toutes les provinces maritimes considéraient la pêche, le tourisme et le secteur public comme des moteurs essentiels de l'économie au Canada atlantique. En ce qui concerne les secteurs que le gouvernement du Canada devait aider en priorité, plusieurs participants ont cité le domaine de la santé, car les pénuries perçues de personnel s'y faisaient cruellement sentir, donnant en exemple les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et la difficulté pour de nombreux citoyens d'obtenir les soins dont ils avaient besoin. D'autres pensaient qu'il fallait soutenir davantage les petites entreprises, surtout celles du secteur touristique, toujours aux prises avec d'immenses défis dans la foulée de la pandémie de COVID-19.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en juillet et en août

Afin de replacer ce cycle de groupes de discussion dans son contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des principaux événements survenus en juillet et en août 2022.

- Du 1^{er} au 7 juillet
 - Le 1^{er} juillet : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 5,2 millions de dollars qui appuiera la création d'un nouveau centre pour personnes âgées à Vancouver-Sud. Ces fonds sont en sus du financement annoncé en 2021.
 - Le 4 juillet : L'Assemblée des premières Nations (APN) et les demandeurs des recours collectifs Moushoom et Trout annoncent avoir négocié et signé un accord de règlement final qui prévoit une indemnisation de 20 milliards de dollars pour les enfants et les familles des Premières Nations.
 - [Groupe de discussion de la population générale du Canada atlantique \(7 juillet\)](#).
 - Le 7 juillet : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de plus de 14 millions de dollars dans le cadre de l'initiative Financement de l'efficacité communautaire, afin de renflouer un programme de prêts pour des améliorations énergétiques résidentielles offert à Toronto.
 - Le 7 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 10 millions de dollars dans le cadre d'une collaboration entre les Instituts de recherche en santé du Canada et l'Agence de la santé publique du Canada visant à créer une plateforme pancanadienne pour la recherche sur les médicaments contre la COVID-19 destinés aux patients externes.

- Du 8 au 15 juillet
 - Le 11 juillet : Le ministre des Transports dévoile un programme d'Incentifs pour l'achat de véhicules à zéro émission moyens et lourds (iVZEML). Doté d'une enveloppe d'environ 550 millions de dollars pour quatre ans, ce programme favorisera l'adoption de véhicules à zéro émission dans les entreprises et les collectivités canadiennes.
 - Le 12 juillet : En collaboration avec l'Agence spatiale canadienne (ASC) et l'Agence spatiale européenne, la NASA publie les premières images scientifiques en couleur et données spectroscopiques du télescope James Webb.
 - [Groupes de discussion des résidents du Québec qui envisagent d'acheter une voiture \(12 juillet\) et des résidents de la région du Grand Toronto \(RGT\) ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral \(13 juillet\)](#).
 - Le 14 juillet : Santé Canada autorise l'utilisation du vaccin contre la COVID-19 Spikevax de Moderna chez les enfants âgés de 6 mois à 5 ans.
 - Le 14 juillet : Le gouvernement du Canada et 22 communautés des Premières Nations au Québec signent une entente en matière d'éducation d'une valeur de 1,1 milliard de dollars

pour permettre à ces communautés de créer des programmes d'éducation qui favoriseront la réussite scolaire des élèves des Premières Nations.

- Du 16 au 22 juillet
 - Le 18 juillet : Le ministre du Patrimoine canadien annonce un investissement fédéral de 17,7 millions de dollars échelonné sur trois ans aux termes de l'Accord Canada-Territoires du Nord-Ouest sur les langues autochtones, en vue d'accroître les ressources linguistiques autochtones offertes à la population des Territoires du Nord-Ouest.
 - Le 18 juillet : Le gouvernement du Canada annonce des versements anticipés de plus de 870 millions de dollars au gouvernement de la Colombie-Britannique dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFC), afin de soutenir le rétablissement en cas de sinistre dans la province.
 - Le 19 juillet : Le gouvernement du Canada annonce la reprise des tests aléatoires obligatoires pour les voyageurs considérés comme pleinement vaccinés qui arrivent au Canada par avion dans l'un des quatre grands aéroports du pays.
 - [Groupe de discussion des propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique \(19 juillet\).](#)
 - Le 20 juillet : Le gouvernement du Canada annonce la mise sur pied d'un Comité consultatif national sur les enfants disparus des pensionnats et les sépultures non marquées.
 - Le 20 juillet : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'environ 40 millions de dollars en soutien à 73 projets menés au pays dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) de Santé Canada.
 - [Groupe de discussion des Canadiens noirs habitant dans des villes de taille moyenne de l'Alberta \(21 juillet\).](#)
 - Le 21 juillet : Le gouvernement du Canada annonce qu'il versera 200 millions de dollars provenant du Fonds d'infrastructure pour les communautés autochtones (FICA) afin de soutenir le gouvernement de la Nation crie et sa stratégie visant à offrir plus d'options de logement aux membres de la communauté.

- Du 23 au 31 juillet
 - Le 25 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 29 millions de dollars sur sept ans qui sera consacré aux priorités des établissements métis de l'Alberta en matière de logement.
 - Le 26 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 384 millions de dollars destiné à renforcer la sécurité maritime du pays au cours de la prochaine phase du Plan de protection des océans du Canada.
 - [Groupe de discussion de la population générale de villes de taille moyenne du Québec \(27 juillet\).](#)
 - Le 27 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un apport de plus de 33 millions de dollars sur cinq ans au Programme de sensibilisation et de préparation aux métiers spécialisés (PSPMS).

- Le 28 juillet : Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonce un investissement fédéral de 17,6 millions de dollars dans la deuxième phase du Programme d'échange en matière de littératie numérique (PELN) afin de soutenir la formation axée sur les compétences numériques.
- Le 29 juillet : Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 15 millions de dollars au programme ONUSIDA pour 2023-2025.
- Du 1^{er} au 8 août
 - Le 1^{er} août : Le ministre de la Santé annonce une enveloppe de 17,9 millions de dollars pour la distribution de trousse d'autodépistage et l'accès à d'autres méthodes de dépistage pour les populations les plus touchées par le VIH au pays, notamment dans les collectivités nordiques, éloignées ou isolées (NEI).
 - [Groupe de discussion des résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie \(4 août\)](#).
 - Le 4 août : Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) annonce un financement de 20,5 millions de dollars provenant du Fonds pour la large bande destiné à dix projets visant à déployer des services sans fil mobiles et des services Internet au Manitoba, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador.
 - Le 4 août : Le gouvernement du Canada annonce le versement de 41,8 millions de dollars provenant du Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS) au gouvernement du Québec afin de soutenir les activités de prévention de la violence liée aux armes à feu et aux gangs et les interventions dans les municipalités et les communautés autochtones de la province.
 - Le 5 août : Le gouvernement du Canada annonce une interdiction temporaire d'importer des armes de poing à autorisation restreinte.
 - Le 5 août : Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique annoncent un financement conjoint de plus de 29,5 millions de dollars afin d'atténuer les risques d'inondations et de glissements de terrain dans 11 collectivités de la province.
- Du 9 au 16 août
 - Le 9 août : Les ministres des Relations Couronne-Autochtones, des Services aux Autochtones et des Affaires du Nord publient une déclaration qui souligne la Journée internationale des peuples autochtones.
 - [Groupe de discussion des Autochtones de l'Alberta \(9 août\)](#).
 - Le 10 août : Le gouvernement du Canada annonce un investissement non remboursable de 10 millions de dollars pour la tenue d'une édition en présentiel du Festival international du film de Toronto.
 - Le 10 août : Le ministre du Développement international annonce un prêt de faveur pouvant atteindre 120 millions de dollars destiné au secteur de l'éducation de la Jordanie ainsi qu'une aide au développement de 25 millions de dollars.
 - [Groupe de discussion de la population générale de l'Outaouais, au Québec \(11 août\)](#).
 - Le 12 août : Le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion annonce que le gouvernement du Canada doublera le financement de la stratégie canadienne de lutte

contre l'itinérance Vers un chez-soi, qui passera de quelque deux milliards à quatre milliards de dollars sur une période de neuf ans.

- Le 15 août : Le gouvernement du Canada annonce qu'il versera jusqu'à 11,6 millions de dollars à 11 projets qui favorisent l'autonomie financière d'adultes à faible revenu.
- [Groupe de discussion des parents de la grande région de Vancouver \(GRV\) qui ont des enfants âgés de 6 mois à 4 ans \(16 août\).](#)
- Le 16 août : Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent un investissement conjoint de plus de 550 millions de dollars dans la deuxième phase des travaux de modernisation de la station d'épuration des eaux usées de North End à Winnipeg.

- Du 17 au 23 août
 - Le 17 août : La ministre des Finances annonce le versement de 450 millions de dollars en prêts à l'Ukraine au moyen du compte multidonateurs pour l'Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI) afin de soutenir l'achat de combustible de chauffage dont le pays a besoin avant l'hiver.
 - [Groupe de discussion des résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques \(18 août\).](#)
 - Le 18 août : Le gouvernement du Canada et le grand chef de la Première Nation Wolastoqiyik Wamsipekwik annoncent la ratification d'un accord de réconciliation et de reconnaissance des droits. Cet accord vise à encourager la participation de la Première Nation aux activités de Parcs Canada sur le Wolastokuk, le territoire traditionnel des Wolastoqiyik.
 - Le 18 août : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de plus de 39 millions de dollars pour la construction d'un centre régional de collecte et de traitement des eaux usées destiné à quatre collectivités du sud-est du Manitoba (Niverville, Taché, Hanover et Ritchot).
 - Le 23 août : Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonce des partenariats avec deux grands constructeurs automobiles allemands, Volkswagen AG et Mercedes-Benz AG, afin de consolider la position enviable du Canada dans la fabrication de véhicules électriques et de batteries. L'Allemagne et le Canada ont signé une déclaration d'intention conjointe dans laquelle ils s'engagent à collaborer à l'exportation d'hydrogène canadien propre vers l'Allemagne.

- Du 24 au 31 août
 - Le 24 août : Le gouvernement du Canada annonce la signature de l'entente du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée (FSSLD) avec la province de l'Alberta ainsi qu'un investissement connexe de plus de 115 millions de dollars.
 - Le 24 août : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 19 millions de dollars de la part du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) pour soutenir la recherche sur la durabilité de l'environnement, l'innovation en santé, et l'intelligence artificielle et la cybersécurité.
 - [Groupe de discussion des Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie \(24 août\).](#)

- Le 25 août : Le gouvernement du Canada annonce la signature de l'entente du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée (FSSLD) avec la province du Manitoba, assortie d'un investissement de plus de 37 millions de dollars.
- Le 26 août : Le gouvernement du Canada annonce qu'il consacrerait jusqu'à 45,3 millions de dollars aux efforts pour empêcher l'introduction de la peste porcine africaine au Canada et pour se préparer à une éventuelle éclosion.
- Le 29 août : Le gouvernement du Canada annonce une aide humanitaire de 5 millions de dollars à la suite des fortes pluies de mousson et des inondations survenues au Pakistan.
- Le 31 août : Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) annonce la création d'une ligne 9-8-8 pour obtenir une aide immédiate en cas de crise mentale ou en prévention du suicide.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Ils se sont rappelés une foule de mesures et d'annonces fédérales, dont celles-ci :

- L'annonce d'un versement ponctuel de 500 \$ à près d'un million de Canadiens à faible revenu qui ont de la difficulté à payer leur logement;
- Une augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés âgés de 75 ans ou plus à compter de juillet 2022;
- L'augmentation prévue de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) pour l'année de prestations 2022-2023, indexée au taux de l'inflation, afin d'aider les familles à revenu faible ou moyen qui sont en difficulté à cause de la hausse du coût de la vie;
- Les premiers versements du Paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC), le 15 juillet 2022, aux résidents des provinces admissibles. Plusieurs participants des groupes tenus en Ontario et en Alberta se souvenaient d'avoir reçu ces paiements;
- L'annonce par la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne d'un moratoire d'un an sur la pêche ciblée à la morue dans le nord du golfe du Saint-Laurent pour favoriser le rétablissement et la pérennité des stocks. Cette annonce a été mentionnée par plusieurs participants du Canada atlantique;
- Les démarches menées par le gouvernement du Canada et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour faire la lumière sur les causes de la panne généralisée chez Rogers Communications. Survenue le 8 juillet 2022, cette panne a duré plusieurs jours et laissé des millions de Canadiens sans téléphone ni service Internet;
- La décision de la Banque du Canada, annoncée le 13 juillet 2022, de hausser les taux d'intérêt d'un point de pourcentage. De l'avis de plusieurs participants, cette mesure visait à endiguer la poussée inflationniste actuelle;

- L'annonce, le 2 juin 2022, du règlement d'une revendication territoriale d'une valeur de 1,3 milliard de dollars entre le gouvernement fédéral et la Nation Siksika. Un petit nombre de participants du groupe composé d'Autochtones résidant en Alberta (qui avaient déclaré appartenir à la Nation Siksika) ont mentionné que le premier ministre était venu dans leur réserve à l'occasion de cette annonce.

Nombre de participants ont également cité des nouvelles se rapportant à la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement fédéral et d'autres actualités en santé, notamment :

- L'assouplissement continu des exigences imposées aux voyageurs durant la pandémie, dont l'obligation d'être pleinement vacciné pour prendre l'avion ou le train au Canada (depuis le 20 juin 2022). Plusieurs participants du Canada atlantique se réjouissaient de cette décision qui leur semblait susceptible d'accroître le nombre de visiteurs dans la région et d'aider à relancer le secteur du tourisme et de l'hôtellerie;
- L'utilisation maintenue de l'application ArriveCAN pour tous les voyageurs entrant au Canada. Certains participants avaient entendu dire que les procédures associées à l'application avaient été modifiées afin de réduire les temps d'attente aux aéroports;
- La poursuite des efforts mis en œuvre par le gouvernement du Canada pour obliger les bénéficiaires des soutiens financiers fournis dans le contexte de la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), à rembourser les montants auxquels ils n'étaient pas admissibles;
- Les préoccupations concernant une possible épidémie de variole simienne, une maladie virale qui semblait progresser dans maintes régions du monde. Quelques participants se rappelaient avoir entendu dire que Santé Canada surveillait la situation de près et recommandait la prudence aux groupes les plus vulnérables face au virus.

Quelques personnes ont également fait allusion aux récentes démarches du gouvernement du Canada sur la scène internationale :

- Son soutien renouvelé à l'effort de défense de l'Ukraine contre l'invasion russe, comprenant la prestation d'une aide financière et militaire ainsi que l'application de sanctions contre des personnalités et des entités russes et biélorusses;
- Sa décision d'accorder à Siemens Canada un permis révoquant et d'une durée limitée pour permettre le retour en Allemagne de turbines (réparées à Montréal) visées par des sanctions. Ces turbines devaient ensuite être restituées à la Russie, où elles serviraient à équiper le pipeline Nord Stream 1 qui alimente l'Allemagne en gaz naturel;
- Une annonce du premier ministre et de la ministre des Affaires étrangères indiquant que les Forces armées canadiennes (FAC) accentueraient leur présence en Lettonie dans le cadre de la mission de présence avancée rehaussée (eFP) de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ces militaires devaient contribuer à la formation des forces lettonnes et à l'intensification des préparatifs de défense dans la région.

Lorsque nous leur avons demandé où ils se procuraient habituellement des nouvelles du gouvernement du Canada, les participants ont donné des réponses variées. Beaucoup ont dit qu'ils continuaient d'utiliser les médias traditionnels comme la télévision (CBC, CTV), la radio et les journaux

locaux. Plusieurs ont ajouté qu'ils consultaient fréquemment des plateformes numériques comme YouTube, Google News et Apple News ainsi que les sites Web de médias sociaux, notamment Facebook et Twitter. Certains ont signalé qu'ils seraient susceptibles de consulter les sites Web du gouvernement fédéral pour fouiller des sujets qui les intéressent et pour vérifier des informations trouvées dans les médias sociaux ou entendues au détour d'une conversation.

Retards dans les services fédéraux (résidents du Canada atlantique, propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont discuté de la prestation de services fédéraux aux Canadiens, en s'attardant tout particulièrement aux retards dans le traitement des passeports et des demandes d'immigration ainsi qu'aux difficultés rencontrées dans les aéroports du pays. Quel que soit le groupe, la plupart des participants avaient entendu parler de ces problèmes, le plus souvent aux nouvelles ou par les médias sociaux.

Plusieurs ont rapporté des témoignages faisant état de longs retards et de complications dans les aéroports canadiens, qu'il s'agisse de vols reportés ou annulés, de longues files d'attente aux points de contrôle de la sécurité ou de bagages perdus. Certains croyaient que les voyageurs les plus touchés étaient ceux qui transitaient par les grands aéroports, notamment, aux dires de plusieurs, l'aéroport Pearson de Toronto. La plupart des participants avaient l'impression que ces problèmes découlaient avant tout d'un manque de personnel, mais la question de savoir si la pénurie d'effectifs frappait principalement les aéroports, les compagnies aériennes ou les deux en laissait plusieurs perplexes. Un petit nombre de participants avaient cru comprendre que l'application ArriveCAN avait empiré la situation en causant des retards supplémentaires à l'arrivée au Canada.

Beaucoup étaient également au courant des retards signalés par les Canadiens qui cherchaient à obtenir ou à faire renouveler leur passeport dans les bureaux de Service Canada. Plusieurs ont raconté que le traitement de leur demande avait pris de nombreux mois et quelques autres attendaient toujours de recevoir leur document par la poste. Un certain nombre de participants ont exprimé la frustration qu'ils avaient vécue en tentant de joindre Service Canada à ce sujet. Il était extrêmement difficile d'avoir accès à un agent, ont-ils dit, et ceux qui y parvenaient n'obtenaient souvent aucune précision quant au moment où ils récupéreraient leur passeport. Vu la situation, plusieurs participants avaient renoncé à leurs démarches dans l'immédiat.

Un petit nombre de participants qui avaient récemment immigré au Canada ont noté qu'il avait fallu près d'un an à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour renouveler leur visa de travail venu à échéance durant la pandémie. Ils trouvaient ce délai d'autant plus frustrant qu'une pénurie de main-d'œuvre semblait toucher maintes régions du pays et qu'un traitement plus rapide des demandes d'immigration et des visas permettrait sans doute de la combler.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour remédier à ces problèmes, quelques participants ont dit avoir entendu parler d'efforts pour recruter du personnel supplémentaire et modifier le fonctionnement d'ArriveCAN

afin de rendre les déplacements internationaux plus efficaces, mais aucun n'a pu fournir de détails. Tout le monde ou presque croyait que le gouvernement fédéral devait faire de ces problèmes une priorité. La possibilité de voyager était vue par beaucoup comme une nécessité aussi bien personnelle que professionnelle et la résolution de ces problèmes, comme une responsabilité incombant d'abord et avant tout au gouvernement du Canada. Un petit nombre de personnes ne partageaient pas cet avis; selon elles, les questions relatives aux déplacements n'étaient pas prioritaires à l'heure actuelle, surtout compte tenu des inquiétudes suscitées par la propagation de la COVID-19. Si la plupart des participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour régler ces questions, plusieurs ont néanmoins reconnu la présence de circonstances atténuantes, par exemple le manque généralisé de main-d'œuvre, qui échappaient en partie au contrôle du gouvernement fédéral.

Initiatives de politique étrangère (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les initiatives du gouvernement fédéral en matière de politique étrangère ont fait l'objet d'une courte discussion dans un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu connaissance d'annonces ou d'initiatives récentes concernant la politique étrangère du Canada, bon nombre participants ont évoqué le conflit en Ukraine. Plusieurs ont mentionné le soutien apporté par le gouvernement fédéral (en collaboration avec ses alliés de l'OTAN) à l'effort de défense ukrainien. Au chapitre de l'expansion des opérations diplomatiques du Canada en Afrique, quelques participants se rappelaient un séjour récent du premier ministre au Rwanda, mais n'avaient pas à l'esprit d'initiatives particulières. Personne n'avait entendu parler de démarches effectuées par le gouvernement du Canada pour renforcer ses relations avec les pays des Caraïbes par l'intermédiaire de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Visite du pape (Autochtones de l'Alberta, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont discuté de la visite récente du pape François au Canada, qui s'est déroulée du 24 au 29 juillet 2022. Presque tous les participants en avaient entendu parler, généralement dans les médias traditionnels comme CBC et CTV, dans les médias sociaux et par des amis ou des parents. Dans le groupe composé de résidents autochtones de l'Alberta, plusieurs ont raconté qu'ils avaient participé à l'événement (p. ex. en assistant à la messe célébrée au Commonwealth Stadium à Edmonton, en faisant du bénévolat) ou que des membres de leur famille avaient personnellement rencontré le pape François. Dans le groupe de résidents de l'Outaouais, même si la plupart des participants croyaient que cette visite constituait un jalon important de la réconciliation, quelques-uns se demandaient si l'argent qu'on y avait consacré n'aurait pas mieux servi à régler d'autres problèmes pressants auxquels sont confrontés les peuples autochtones au Canada, comme l'approvisionnement en eau potable dans les réserves. Les participants autochtones ont exprimé des points de vue plus partagés. Certains estimaient cette visite utile dans la mesure où elle pouvait apporter un sentiment de paix aux survivants du système des pensionnats, alors que d'autres pensaient qu'on avait fait beaucoup de tapage pour ce qui devait être, avant tout, la présentation d'excuses de la part de l'Église catholique. Quelques-uns remettaient aussi en question la décision des dirigeants de la Confédération iroquoise

de faire cadeau au pape François d'une coiffe cérémoniale, un geste qui leur paraissait déplacé vu les rapports historiques entre les peuples autochtones et l'Église.

À la question de savoir ce que signifiaient cette visite et les excuses du pape pour la réconciliation, une grande majorité de participants étaient d'avis que c'était un pas dans la bonne voie, mais qu'il restait beaucoup à faire pour corriger les problèmes de longue date qui affligent les peuples autochtones au Canada. Parmi les participants de l'Outaouais, l'espoir a été formulé que cela constituerait pour les Autochtones une reconnaissance de la souffrance et des traumatismes vécus par leur génération et les précédentes. Plusieurs espéraient également que l'Église catholique continuerait de collaborer avec les communautés autochtones, en aidant notamment à financer les fouilles sur les terrains des anciens pensionnats pour trouver d'autres tombes anonymes. La plupart des participants de ce groupe ont toutefois précisé que n'étant pas eux-mêmes autochtones, ils n'avaient pas l'expérience requise pour commenter cet enjeu de manière appropriée. Quant à eux, les participants autochtones croyaient que les excuses du pape François étaient importantes pour de nombreux aînés de leur communauté, surtout les survivants du système des pensionnats. Ils espéraient qu'elles aideraient ces personnes à tourner la page, à guérir et continuer leur chemin. Certains étaient reconnaissants que cet événement ait donné l'occasion aux Autochtones des quatre coins du pays d'exprimer ce qu'ils ressentent, y compris leur colère contre l'Église catholique. Ils souhaitaient que cette visite et l'attention qu'elle avait suscitée donnent lieu à de nouveaux efforts fédéraux pour améliorer les conditions de vie dans les réserves, accroître les ressources en santé mentale des peuples et des communautés autochtones, et promouvoir une meilleure représentation des Autochtones au sein du gouvernement fédéral.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en juillet et en août ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur région, leur origine ethnique ou des préoccupations d'ordre plus général comme le coût de la vie et les changements climatiques. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada les gère habilement.

Nous avons demandé aux groupes de certaines régions (Canada atlantique, Québec, région du Grand Toronto et Lower Mainland de la Colombie-Britannique) de nous indiquer les enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder une plus haute priorité. Plusieurs enjeux ont été couramment désignés dans tous les groupes comme des domaines d'action prioritaires, soit :

- La santé – De nombreux participants ont parlé du système de soins de santé de leur région ou province respective. Ils ont décrit les problèmes qui survenaient : les longs délais d'attente dans les urgences et les cliniques sans rendez-vous, le manque apparent de médecins et d'infirmières, la difficulté à trouver un médecin de famille. Tout en reconnaissant que les services de santé relèvent principalement des provinces, plusieurs participants croyaient qu'il

était possible d'en faire plus au niveau fédéral pour corriger ces problèmes. Quelques-uns ont signalé que la santé mentale en particulier devait recevoir plus d'attention, et plus de fonds, de la part de tous les ordres de gouvernement;

- L'abordabilité du logement – Plusieurs participants considéraient le manque de logements abordables comme un problème croissant dans leur collectivité. Les prix avaient fortement augmenté ces dernières années, leur semblait-il, de sorte que l'achat d'une propriété était de moins en moins envisageable pour un grand nombre de Canadiens. Certains avaient aussi l'impression que l'itinérance avait connu une forte progression durant la même période;
- L'inflation et le coût de la vie – La hausse de l'inflation et du coût de la vie a été citée par de nombreux participants. De l'avis général, le prix des biens essentiels comme la nourriture et l'essence grimpaient fortement depuis quelque temps. Certains ont confié qu'ils avaient plus de mal à joindre les deux bouts, ce qui les incitait à revoir leurs habitudes de consommation.

Outre ces préoccupations très souvent citées, les participants ont parfois mentionné des enjeux propres à leur région, notamment ceux-ci :

- La mise en valeur des ressources – Certains participants du Canada atlantique estimaient que l'exploitation des ressources non renouvelables et la majoration du soutien accordé au secteur pétrolier et gazier constituaient une priorité importante pour le gouvernement fédéral. Selon eux, il fallait mettre davantage l'accent sur l'exploitation et l'utilisation des énergies non renouvelables produites au pays. Cet enjeu leur semblait particulièrement pressant dans le contexte du prix élevé de l'essence et des interruptions dans l'approvisionnement mondial en pétrole liées au conflit en Ukraine.
- La question des langues officielles – Plusieurs participants du Québec ont soulevé des préoccupations relatives à l'utilisation des langues officielles dans la province. Ils souhaitaient que le gouvernement fédéral en fasse plus pour garantir aux anglophones qui résident au Québec un accès suffisant à l'éducation et aux services en anglais;
- Les dépendances et les surdoses de drogues – La crise des opioïdes a été mentionnée par plusieurs dans le groupe du Lower Mainland de la Colombie-Britannique. Ces participants avaient l'impression que l'usage illicite de drogues et les surdoses provoquées par des substances comme le fentanyl avaient énormément augmenté au cours des dernières années et qu'il n'y avait pas suffisamment de centres et de programmes de traitement des dépendances pour endiguer le problème.

Très peu de participants jugeaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de traiter les domaines prioritaires qu'ils avaient recensés. Bon nombre avaient une mauvaise impression de sa performance dans ces domaines, mais d'autres ont admis qu'ils n'en savaient pas assez à propos des mesures prises pour évaluer l'efficacité de sa gestion. De l'avis de beaucoup, même s'il avait mis des mesures en train pour gérer des problèmes importants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, ces efforts avaient eu peu d'effets tangibles jusqu'à présent. Dans une perspective plus large, quelques-uns ont fait remarquer que les mesures fédérales étaient souvent réactives et qu'il faudrait plutôt anticiper les défis avant qu'ils ne deviennent des problèmes majeurs pour les Canadiens. Entre autres grandes suggestions, les participants ont recommandé de miser sur la planification à long terme, de mettre en place des indicateurs permettant

d'évaluer de façon transparente la réussite des initiatives et des programmes en cours, et de mieux surveiller les dépenses fédérales pour s'assurer qu'elles ont lieu de manière efficiente et responsable. Au chapitre des pénuries de personnel dans des secteurs névralgiques comme celui de la santé, plusieurs participants ont proposé d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences pour les travailleurs étrangers, afin que ces derniers puissent plus facilement travailler dans le domaine de leur choix.

Coût de la vie (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais, parents de jeunes enfants de la GRV)

Quatre groupes ont examiné diverses questions liées au coût de la vie à l'heure actuelle. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient des annonces importantes faites par le gouvernement du Canada à ce sujet, plusieurs ont cité les dispositions prises par la Banque du Canada pour continuer d'augmenter les taux d'intérêt en vue de maîtriser l'inflation. D'autres initiatives ont également été mentionnées, dont une hausse de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les aînés de 75 ans et plus, un paiement unique de 500 \$ pour certains Canadiens à faible revenu qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable ainsi que la mise sur pied d'un programme national de soins dentaires d'ici la fin de 2022.

Tous les participants estimaient que contrer l'augmentation du coût de la vie était une priorité importante pour le gouvernement du Canada. Quant à savoir s'il était sur la bonne voie à cet égard, peu ont répondu que oui. Sur le plan régional, alors que les résidents de l'Outaouais ont formulé des évaluations assez favorables, la grande majorité des participants de l'est de l'Ontario, de la grande région de Vancouver (GRV) et des villes de taille moyenne du Québec ont affirmé que le gouvernement fédéral faisait fausse route pour ce qui est de réduire le coût de la vie.

Parmi la majorité de participants qui croyaient que le gouvernement était sur la mauvaise voie, beaucoup étaient d'avis que les mesures prises au cours des derniers mois avaient échoué à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Selon eux, le revenu de la plupart des Canadiens n'évoluait pas au même rythme que les prix et à moins d'intervenir pour augmenter les salaires ou réduire les dépenses essentielles, ce problème risquait fort de durer. Plusieurs participants pensaient que les mesures fédérales contre la cherté de la vie auraient dû être mises en œuvre plus tôt et que le gouvernement du Canada avait adopté une approche trop attentiste, ne réagissant qu'après que l'enjeu avait fait les manchettes.

Parmi les participants, peu nombreux, qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont à nouveau mentionné des initiatives telles que le lancement d'un programme national de soins dentaires et la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada. D'autres ont eu de bons mots sur la décision de mettre fin aux prestations liées à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), qui avaient selon eux largement alimenté l'inflation. Quelques-uns ont également évoqué des initiatives récentes axées sur l'abordabilité du logement pour les premiers acheteurs, par exemple l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH), sans toutefois les citer nommément.

Au chapitre des mesures que le gouvernement fédéral devrait prendre à l'avenir, certains participants ont plaidé pour des investissements accrus visant à assurer aux générations futures une vie plus abordable. Il fallait par exemple réduire les coûts, qui augmentaient d'année en année, dans des secteurs comme le logement et l'enseignement postsecondaire. Selon eux, de nombreux jeunes canadiens n'avaient à l'heure actuelle d'autre choix que de s'endetter lourdement pour mener leurs études postsecondaires ou se trouver un logement correct, ce qui limitait leurs choix financiers à l'entrée dans l'âge adulte. Plusieurs participants ont également réclamé une hausse du taux d'impôt des grandes sociétés, en particulier dans les secteurs qui semblaient avoir bénéficié de la pandémie de COVID-19 (p. ex. les épiceries, les compagnies pharmaceutiques et d'autres grands détaillants). Ils croyaient que gouvernement fédéral pourrait utiliser les recettes supplémentaires pour alléger le fardeau financier des ménages canadiens. Quelques-uns ont aussi appelé de leurs vœux une collaboration plus étroite entre le gouvernement fédéral et les administrations provinciales, territoriales et municipales afin de mettre au point des solutions adaptées aux diverses régions du pays qui connaissent des difficultés économiques.

Création d'emplois (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes ont abordé le sujet de la création d'emplois et de l'état du marché du travail au Canada. Hormis quelques participants qui se souvenaient vaguement de subventions et de programmes fédéraux mis en place pour encourager le recrutement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, personne n'a pu citer de mesures précises prises par le gouvernement du Canada pour stimuler la création d'emplois. Certains croyaient qu'il y avait une pénurie de main-d'œuvre dans de nombreuses régions du pays et se demandaient si la création d'emplois constituait réellement une priorité en ce moment. Poussant plus loin, plusieurs ont avancé que même si l'offre d'emplois était abondante, les postes n'étaient pas forcément bien rémunérés ou attrayants pour les candidats, surtout vu la perception que le coût de la vie augmentait. Ils ont suggéré que pour remédier à cette situation, le gouvernement fédéral pourrait chercher des moyens d'encourager les entreprises à bonifier leurs salaires; par exemple, il pourrait verser des suppléments de rémunération aux petites entreprises pour les aider à assumer leurs coûts salariaux supplémentaires. Quelques participants préconisaient d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences pour les travailleurs étrangers. Ils croyaient que de nombreux travailleurs qualifiés venant au Canada ne peuvent exercer leur métier à cause des longs délais d'approbation de leurs titres de compétences ou des nouvelles formations ou accréditations qui leur sont demandées pour satisfaire aux normes d'emploi canadiennes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le taux de chômage national actuel, la grande majorité des participants n'ont pas été en mesure de fournir un chiffre précis, sauf quelques-uns qui ont avancé un taux d'environ 6 %. Pour faciliter la discussion, nous leur avons indiqué que le taux de chômage au pays tournait autour de 4,9 % en ce moment et qu'il s'agissait du taux le plus bas enregistré depuis que Statistique Canada avait commencé à suivre l'évolution de cet indicateur il y a plus de 40 ans. Malgré le caractère a priori encourageant de ce taux, beaucoup doutaient qu'il reflète avec justesse l'état du marché du travail canadien. Comme plusieurs l'ont fait remarquer, même si plus de Canadiens travaillaient aujourd'hui qu'au cours des dernières années, l'augmentation du coût de la

vie en obligeait peut-être certains à cumuler des emplois pour arriver à boucler leur budget. D'autres se demandaient si ce taux couvrait les emplois temporaires et à temps partiel, auquel cas il était un peu trompeur. Enfin, quelques-uns croyaient possible que ce taux historiquement faible ne tienne pas pleinement compte des répercussions économiques causées par la pandémie de COVID-19, qui commençaient tout juste à se faire sentir. Si le Canada devait entrer en récession au cours de la prochaine année, ont-ils ajouté, le taux de chômage serait susceptible d'augmenter sensiblement.

Enjeux économiques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de participants qui se rangeaient dans la classe moyenne et s'inquiétaient de l'économie a discuté de plusieurs questions à ce sujet, notamment celle des points d'intersection entre les objectifs économiques et les mesures susceptibles d'atténuer les effets des changements climatiques. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'initiatives fédérales récentes axées sur des enjeux économiques, les participants se sont généralement rappelés peu de choses, mais quelques-uns ont mentionné les accords conclus avec les provinces et les territoires sur les services de garde d'enfants à dix dollars par jour (en moyenne). Invités à dire dans quelle mesure le gouvernement parvenait à régler les difficultés économiques des Canadiens, les participants ont surtout émis des critiques, tout le monde s'accordant à dire que l'économie du pays prenait une mauvaise tournure en ce moment. Plusieurs ont signalé que le manque d'abordabilité des logements était un problème majeur et croyaient qu'il devenait de plus en plus difficile pour les gens d'acheter ou de louer une propriété. D'autres ont parlé en termes négatifs des soutiens financiers liés à la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), leur reprochant d'avoir été trop accessibles et d'avoir duré trop longtemps. Plusieurs mettaient également en doute l'importance que le gouvernement fédéral semblait accorder à la transition vers des technologies et des pratiques écologiques. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils croyaient possible que des politiques vertes produisent des retombées économiques intéressantes, certains ont répondu qu'un environnement et un climat stable favoriseraient une économie stable, et que s'occuper des changements climatiques servirait l'intérêt supérieur de tous les Canadiens. Quelques-uns ont exprimé un point de vue plus nuancé; selon eux, ces politiques avaient des chances de porter leurs fruits à long terme, mais elles risquaient d'entraîner des coûts supplémentaires, alors que le coût de la vie mettait déjà les ménages en difficulté. Ils estimaient qu'il s'agissait d'un autre écueil que le gouvernement fédéral aurait à surmonter en travaillant à l'adoption de politiques plus vertes.

Questionnés sur les mesures de lutte contre les changements climatiques déployées par le gouvernement du Canada, plusieurs participants ont fait allusion, sans les nommer, au programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et à la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Nous leur avons demandé s'ils pensaient qu'un lien vertueux pouvait exister entre des initiatives économiques et environnementales dans le cadre d'une stratégie visant à relancer l'économie. La plupart des participants jugeaient que c'était possible. Il leur semblait nécessaire, toutefois, de veiller à ce que le fardeau financier associé à la conduite de politiques plus vertes ne retombe pas sur les particuliers. Estimant que le coût de l'énergie pouvait poser problème pour les ménages canadiens, quelques participants ont suggéré d'accroître les investissements dans les technologies énergétiques de substitution. L'énergie nucléaire ainsi que l'exploitation nationale de

sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz ont été citées en guise d'exemples. Certains ont ajouté qu'il y aurait lieu d'allouer davantage de ressources au développement de l'accessibilité et de la clientèle des transports en commun, ce qui pourrait entraîner des effets positifs tant sur l'environnement que sur l'économie.

Nous avons ensuite présenté au groupe trois initiatives environnementales liées à l'économie récemment annoncées par le gouvernement du Canada :

- *Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier*
- *Investir dans l'électricité propre*
- *Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviront à atteindre la carboneutralité*

Invités à dire si ces mesures pouvaient également comporter des avantages économiques, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Selon eux, les investissements dans l'électricité propre et le soutien offert aux industries pour le développement et l'adoption de technologies propres pouvaient déboucher sur la création d'emplois bien rémunérés et donner au Canada l'occasion de prendre la tête du peloton dans des secteurs de croissance. Quelques participants ont également évoqué la possibilité que le gouvernement du Canada exporte des technologies propres ailleurs dans le monde, ce qui profiterait à l'économie canadienne tout en contribuant à réduire les émissions dans les pays en développement.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Deux groupes de participants établis au Québec ont fait part de leurs points de vue sur la question de l'environnement et sur le travail mené par le gouvernement du Canada pour atténuer les effets des changements climatiques. L'un des groupes se composait de membres de la population générale, tandis que l'autre réunissait des répondants qui avaient précédemment déclaré être préoccupés par cette question. Tous les participants ont affirmé que les changements climatiques devaient être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, et beaucoup croyaient que c'était le domaine où les décideurs avaient le plus grand rôle à jouer. Plusieurs ont affirmé que si l'on ne faisait rien, les changements climatiques toucheraient tout le monde, et en particulier les plus jeunes générations : à moins d'actions concrètes, celles-ci risquaient d'hériter d'un environnement inhabitable. De nombreux participants croyaient qu'au lieu de considérer l'environnement et l'économie comme irréconciliables, il était essentiel d'élaborer des politiques économiques qui s'inscrivent dans le cadre de la durabilité. Certains ont ajouté que la détérioration de l'environnement se répercuterait sur tous les autres aspects de la société, y compris des secteurs essentiels à la survie de l'humanité, tels que l'agriculture et la production d'énergie. Quelques-uns souhaitaient que le gouvernement du Canada encourage davantage les pratiques écologiques sur la scène mondiale, estimant la coopération internationale indispensable pour atténuer la menace des changements climatiques.

Nous avons demandé aux participants d'indiquer ce qui les préoccupait le plus dans le contexte plus large des changements climatiques. Leurs réponses, présentées ci-dessous, ont été variées :

- La pollution et la dégradation de l'environnement – Plusieurs ont dit s'inquiéter de la pollution continue de l'environnement sous l'effet des activités industrielles et des émissions dues aux activités quotidiennes des Canadiens. Beaucoup redoutaient tout particulièrement les effets délétères que cette pollution pouvait causer aux systèmes environnementaux vitaux, comme les océans, et aux conditions nécessaires à la vie sur Terre, comme l'air et les sols;
- Le recyclage et la réduction des déchets – Certains participants croyaient que le gouvernement fédéral devrait accentuer ses efforts pour mettre en œuvre des pratiques de recyclage plus efficaces dans l'ensemble du pays. Il a été avancé qu'un programme de recyclage plus complet permettrait non seulement de préserver l'environnement, mais aussi de réduire les coûts de fabrication dans les secteurs qui sont en mesure d'utiliser les matériaux recyclés. De l'avis de plusieurs, il fallait trouver des moyens de limiter l'utilisation des articles à usage unique et promouvoir l'adoption de pratiques quotidiennes plus durables;
- Le réchauffement et les événements météorologiques extrêmes – Quelques personnes étaient préoccupées par la hausse des températures et la fréquence croissante des phénomènes météorologiques extrêmes ces dernières années. Certaines avaient l'impression que les températures moyennes avaient augmenté, surtout l'été, et que cette tendance risquait de se poursuivre dans les années à venir. Pour d'autres, la principale inquiétude avait trait aux conséquences du réchauffement sur l'habitabilité des régions vulnérables du pays et au risque accru d'événements climatiques dangereux tels que des feux de forêt et de fortes inondations.

Dans le groupe composé de membres de la population générale, peu de participants se souvenaient de nouvelles ou d'annonces récentes à propos de l'environnement, si ce n'est que le gouvernement du Canada s'était engagé à exiger que les voitures et les camions neufs vendus au pays soient tous des véhicules à zéro émission d'ici 2035. En revanche, plusieurs autres initiatives ont été mentionnées dans le groupe de participants préoccupés par les changements climatiques, notamment : le règlement interdisant les plastiques à usage unique, l'aide financière apportée aux écoles et aux entreprises qui souhaitent entreprendre des projets d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique, les subventions offertes aux ménages canadiens pour rénover leur maison (c.-à-d. la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes, qui n'a pas été explicitement citée), et la plus grande place faite aux énergies renouvelables comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'énergie hydroélectrique.

Les participants ont exprimé des opinions divergentes lorsque nous leur avons demandé d'évaluer les mesures prises par le gouvernement du Canada jusqu'à présent en réponse à la menace des changements climatiques. Dans le groupe de participants préoccupés par cette question, les évaluations ont généralement été favorables et le consensus voulait que la gestion fédérale de cet enjeu se soit améliorée au cours des dernières années. Le groupe de la population générale a fait entendre un autre son de cloche, les participants croyant plutôt que le gouvernement fédéral faisait fausse route dans la gestion de cet enjeu.

Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, plusieurs ont signalé l'attention soutenue qu'il portait aux initiatives environnementales, par exemple la transition vers les sources d'énergies renouvelables, la réduction des déchets, et les investissements dans les technologies plus propres, par exemple les VZE et le transport en commun. De l'avis général, le gouvernement fédéral faisait de son mieux pour protéger les Canadiens contre les changements

climatiques, sans pour autant négliger d'autres grandes priorités comme l'économie. Quelques participants ont aussi salué les efforts de sensibilisation des jeunes Canadiens à l'importance de l'environnement, notant que le recyclage, le compostage et la réduction de l'empreinte carbone étaient des pratiques bien implantées dans ce groupe d'âge.

Parmi ceux qui croyaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, plusieurs pensaient que la transition vers les énergies renouvelables allait trop vite et que l'exploitation des ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz devait se poursuivre encore un certain temps. D'autres ont soulevé la question des impacts environnementaux des VZE, car ils avaient l'impression que l'extraction des matériaux bruts servant à fabriquer les batteries de ces véhicules, en plus d'être onéreuse, reposait souvent sur des pratiques environnementales nocives (p. ex. les mines à ciel ouvert). La plupart des participants étaient en faveur des énergies renouvelables, mais préconisaient leur adoption progressive plutôt que l'approche actuelle, jugée trop abrupte. Un petit nombre de participants ont exprimé le point de vue inverse, soit que la transition piétinait et qu'il fallait multiplier les efforts de réduction des émissions à court terme si l'on voulait éviter aux Canadiens de subir les conséquences des changements climatiques. Certains ont ajouté que le gouvernement fédéral devrait serrer la vis aux grands émetteurs, c'est-à-dire les grandes sociétés, au lieu de ramener la durabilité à l'échelon individuel. Même si une majorité de Canadiens s'engageaient à avoir des gestes quotidiens plus écologiques, ont-ils expliqué, les effets en seraient négligeables tant qu'on laissait les grands émetteurs poursuivre leurs activités sans rien changer.

Enjeux touchant les Canadiens noirs (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta a abordé divers enjeux relatifs au gouvernement du Canada ainsi que des enjeux affectant tout particulièrement la communauté noire au Canada.

Lorsque nous les avons invités à décrire les enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens noirs ainsi que les correctifs que le gouvernement du Canada pourrait y apporter, les participants ont cité deux grands domaines appelant plus d'attention :

- Un soutien accru aux entreprises appartenant à des Noirs – Plusieurs participants croyaient que les entreprises appartenant à des Noirs ne recevaient pas assez de soutien de la part du gouvernement fédéral à l'heure actuelle. Ils ont expliqué que les entrepreneurs noirs avaient plus de difficulté à obtenir les prêts nécessaires pour monter ou développer leur entreprise. Il leur paraissait donc souhaitable de créer des programmes et des formules de financement plus généreuses pour épauler les propriétaires et les entrepreneurs noirs;
- Une programmation plus étoffée axée sur la communauté noire du Canada – De l'avis de certains, les réalisations et les contributions des Canadiens noirs n'étaient pas suffisamment reconnues. Ces participants croyaient qu'il y aurait lieu d'améliorer et d'étoffer la programmation portant sur l'héritage, l'histoire, les accomplissements et la riche culture de la communauté noire du Canada. Même s'ils appuyaient les initiatives visant à sensibiliser l'opinion à l'histoire coloniale du Canada et à lever les obstacles auxquels se heurtent les

Autochtones, plusieurs participants trouvaient que l'importante contribution d'autres minorités visibles ne bénéficiait pas de la même visibilité.

Invités à dire s'ils se souvenaient de mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada liées à ces enjeux, les participants étaient généralement d'avis qu'il avait fait peu de choses expressément dans le but de soutenir les Canadiens noirs. Les quelques personnes qui connaissaient le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires ont mentionné que le caractère trop contraignant du processus de demande et des critères d'admissibilité avait limité l'accès des intéressés à ce soutien. Le groupe était unanime à penser qu'il fallait s'appliquer davantage à soutenir non seulement les Canadiens noirs, mais aussi toutes les personnes de couleur vivant au Canada.

D'après plusieurs, le racisme était un problème tenace en Alberta comme dans le reste du pays. Même si le phénomène semblait moins prononcé ici qu'ailleurs (aux États-Unis par exemple), beaucoup ont indiqué avoir personnellement souffert du racisme anti-noir. Ils croyaient que de nombreux employeurs donnaient moins de considération aux candidats ayant un nom à consonance ethnique et que la clientèle noire était souvent traitée différemment des autres Canadiens dans les restaurants ou les commerces de détail. Peu de participants s'étaient retrouvés dans cette situation, mais ils ont évoqué le profilage racial dont font souvent l'objet les Canadiens noirs par les forces de l'ordre, surtout dans les grandes villes. Presque tous considéraient le racisme anti-noir comme un problème systémique dans la société canadienne, même s'il prenait souvent des formes subtiles.

Portant leur attention sur les moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait contribuer à corriger ce problème, les participants sont revenus sur l'idée de financer davantage les programmes éducatifs et culturels qui mettent à l'honneur la culture, les contributions et l'histoire des Canadiens noirs. À ce sujet, il a été suggéré à plusieurs reprises de rendre les programmes de financement plus accessibles, en prévoyant des critères moins sévères et un processus de demande simplifié. Les participants ont également recommandé que le gouvernement fédéral aide à renforcer les lois et les codes provinciaux et territoriaux relatifs aux droits de la personne afin que les Canadiens noirs et d'autres personnes de couleur ne soient pas victimes de discrimination de la part de leur employeur en raison de leur origine.

Enjeux touchant les peuples autochtones (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé de participants autochtones habitant en Alberta s'est penché sur plusieurs enjeux spécifiques aux peuples autochtones. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé de nommer les grands enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones et dont le gouvernement fédéral devrait s'occuper en priorité. Leurs réponses sont résumées ci-après :

- L'eau potable – Le manque d'accès à de l'eau potable dans maintes communautés autochtones a été décrit par plusieurs comme un problème chronique exigeant une attention urgente du gouvernement fédéral. Quelques participants ont fait remarquer qu'il s'agissait d'un problème de longue date pour les peuples autochtones et que le gouvernement du Canada aurait dû le régler il y a des lustres;

- Les tombes retrouvées sur les terrains de pensionnats – Certains ont attiré l’attention sur la découverte d’autres fosses communes présumées sur les lieux d’anciens pensionnats. Ils souhaitaient que le gouvernement fédéral consacre plus d’efforts à l’excavation de ces sites et tiennent responsables les personnes impliquées;
- Les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) – Le groupe a également recommandé d’accorder plus d’importance aux enquêtes sur les nombreuses disparitions survenues au cours des dernières décennies et de s’attaquer à la violence récurrente subie par les femmes et les filles autochtones;
- La santé mentale – Plusieurs participants ont indiqué que les problèmes de santé mentale s’amplifiaient dans leurs communautés. Ces problèmes prenaient un relief particulier pour les peuples autochtones, selon eux, à cause des traumatismes intergénérationnels vécus par de nombreuses personnes en lien avec l’ancien système des pensionnats. Plusieurs ont signalé la difficulté d’accès aux ressources en santé mentale dans leur région et souligné l’importance d’agir pour que les Autochtones reçoivent le traitement dont ils ont besoin;
- Les traités et les revendications territoriales – Quelques participants considéraient comme prioritaire le règlement des revendications territoriales entre les nations autochtones et le gouvernement du Canada. Ils estimaient qu’il fallait en faire en plus pour s’assurer que les traités existants soient respectés et que les droits territoriaux des peuples autochtones soient reconnus.

Questionnés sur les mesures fédérales récentes dont ils avaient pu entendre parler relativement à ces enjeux, les participants ont mentionné les efforts visant à résoudre la question de l’eau potable dans les réserves et les tentatives d’accords sur certaines revendications territoriales en cours. Malgré ces quelques progrès, cependant, ils jugeaient qu’il restait énormément de travail à faire. Certains participants ont aussi parlé des subventions fédérales et des programmes d’aide accessibles aux Autochtones, mais ont ajouté qu’il faudrait répartir la tâche d’allouer ces ressources entre plusieurs services et ministères, plutôt que dépendre uniquement de Services aux Autochtones Canada (SAC). Selon eux, en procédant ainsi, on rendrait plus efficace la prestation de services aux Autochtones. Aucun participant de ce groupe ne croyait que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour traiter ces priorités. Tout en reconnaissant que les questions autochtones occupaient une plus grande place sur la scène publique depuis quelques années, ils constataient peu de progrès tangibles dans la qualité de vie des communautés.

En ce qui concerne plus précisément l’approvisionnement en eau potable des communautés autochtones, un petit nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler de la publication d’un avis d’ébullition de l’eau à Iqaluit à la fin de 2021 et de l’intervention du gouvernement fédéral (qui avait dépêché les Forces armées canadiennes sur les lieux) pour remédier au problème. Peu d’autres initiatives leur sont revenues en mémoire.

Pour faciliter la conversation, nous avons présenté au groupe l’infographie ci-dessous qui résume les efforts actuels du gouvernement fédéral pour lever les avis à long terme sur la qualité de l’eau potable dans les réserves autochtones :

Mis à jour le 18 juillet 2022



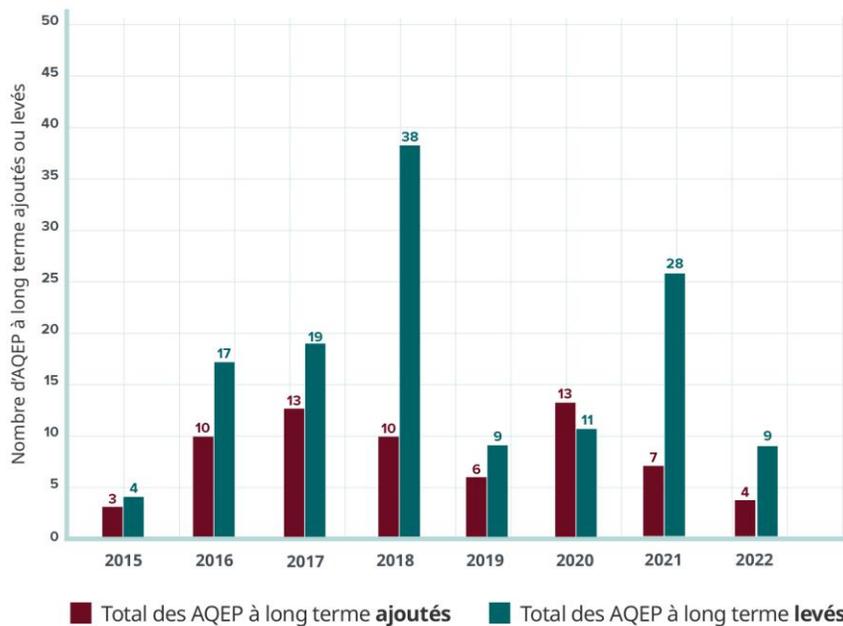
135

avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

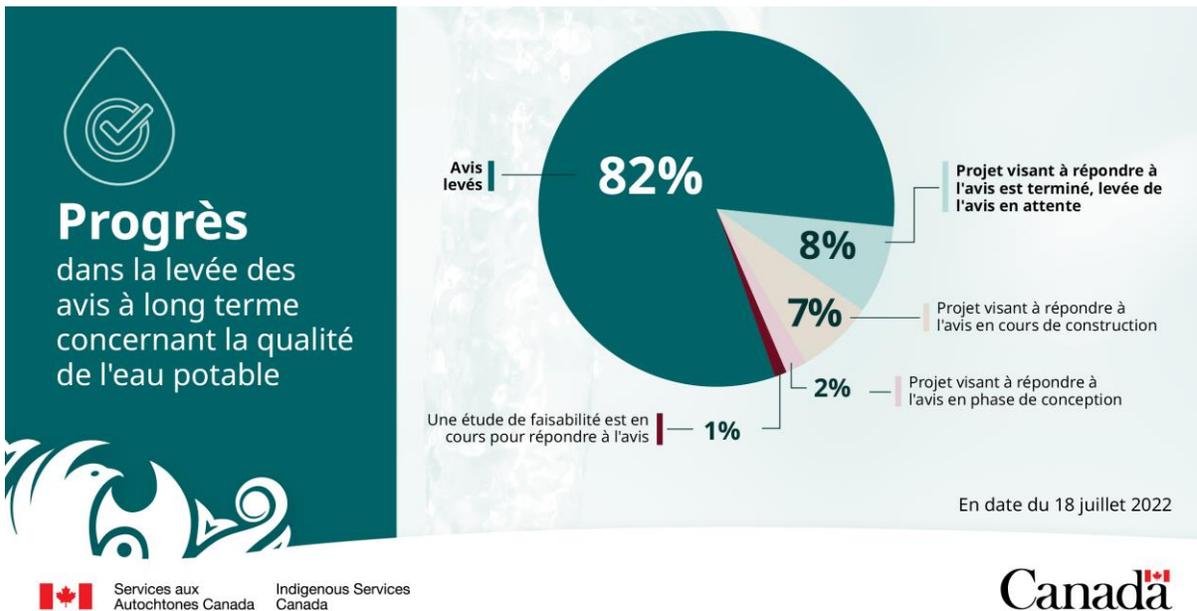
31 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable

en vigueur dans

27 communautés



Cette infographie présente des données et un graphique à barres illustrant les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones depuis novembre 2015. Dans sa partie supérieure gauche, on voit l'icône d'une goutte d'eau avec une coche au centre, accompagnée du message : « 135 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères turquoise, le chiffre « 135 » étant en plus gros caractères gras. Dans sa partie supérieure droite, séparée par une ligne pointillée turquoise, on lit le message : « 31 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en vigueur dans 27 communautés », également en caractères turquoise, les chiffres « 31 » et « 27 » étant en plus gros caractères gras. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique à barres. L'axe des y correspond au « Nombre d'AQEP à long terme ajoutés ou levés ». L'axe des x correspond au « Total des AQEP à long terme ajoutés » et au « Total des AQEP à long terme levés », respectivement représentés par une barre brun rougeâtre et une barre turquoise. Le graphique à barres fournit les données suivantes : 2015 – 3 AQEP-LT ajoutés/4 AQEP-LT levés, 2016 – 10 ajoutés/17 levés, 2017 – 13 ajoutés/19 levés, 2018 – 10 ajoutés/38 levés, 2019 – 6 ajoutés/9 levés, 2020 – 13 ajoutés/11 levés, 2021 – 7 ajoutés/28 levés, 2022 – 4 ajoutés/9 levés. L'infographie est à jour au 18 juillet 2022.



Cette infographie se compose principalement d'un graphique circulaire accompagné de pourcentages qui illustrent les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones au cours des dernières années. Dans le tiers gauche de l'infographie, on peut lire ce message en caractères blancs sur un fond turquoise foncé : « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant l'eau potable », le mot « progrès » étant en plus gros caractères gras. Le message est surmonté de l'icône d'une goutte d'eau avec une coche encerclée au centre; en dessous, on voit un motif artistique d'inspiration autochtone dessiné en blanc ainsi que le logo de Services aux Autochtones Canada tout en bas. Dans la partie inférieure droite figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Le reste de l'infographie est consacré au graphique circulaire faisant état des progrès réalisés par le gouvernement fédéral jusqu'à présent. Les données suivantes sont fournies : 82 % – Avis levés (turquoise foncé), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis est terminé, levée de l'avis en attente (bleu clair), 7 % – Projet visant à répondre à l'avis en cours de construction (beige), 2 % – Projet visant à répondre à l'avis en phase de conception (mauve pâle), et 1 % – Une étude de faisabilité est en cours pour répondre à l'avis (brun rougeâtre).

Après avoir pris connaissance de ces informations, bon nombre de participants se sont réjouis des progrès obtenus, certains soulignant que la levée de 82 % des avis constituait une avancée importante. Plusieurs sont cependant restés sceptiques. Ils se demandaient si ces résultats signifiaient que les problèmes d'accès à l'eau potable étaient réglés pour de bon ou s'ils ne risquaient pas de resurgir tôt ou tard. Quelques-uns ont affirmé que les progrès ne seraient satisfaisants que lorsque toutes les communautés autochtones auraient de l'eau potable, puisqu'il s'agissait d'un besoin vital et du strict minimum pour atteindre à un bon niveau de vie. Lorsque nous avons voulu savoir si les infographies modifiaient leur opinion du travail accompli par le gouvernement fédéral dans ce dossier, plusieurs personnes du groupe ont répondu que oui et ajouté que la qualité de l'eau dans leur communauté s'était nettement améliorée au cours des dernières décennies. Aucun participant ne jugeait que les problèmes d'eau potable s'étaient détériorés récemment, mais plusieurs ont réitéré leur conviction quant à l'importance primordiale de l'eau dans ces communautés. Selon eux, il fallait veiller non seulement à ce que toutes les communautés autochtones aient accès à de l'eau potable, mais aussi à ce que cette ressource soit protégée de façon durable et dans le respect de l'environnement.

Enjeux économiques et financiers

(propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie, Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Les participants des quatre groupes se sont prononcés sur divers enjeux économiques et financiers. Dans deux de ces groupes, les discussions ont porté principalement sur la situation financière personnelle des participants et sur leurs réactions par rapport à une série de mesures annoncées par le gouvernement du Canada pour soutenir les Canadiens. Les participants des deux autres groupes ont quant à eux abordé des objectifs et priorités économiques plus larges pour les Canadiens et fait part de leurs perceptions concernant l'état actuel de l'économie ainsi que de leurs perspectives quant à l'avenir.

Priorités économiques et terminologie (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Un groupe composé de Néo-Écossais préoccupés par l'état de l'économie a discuté des priorités économiques du Canada. Pour commencer, les participants ont été invités à préciser les enjeux économiques qui méritent davantage d'être traités en priorité par le gouvernement fédéral. Ils ont cité un éventail de questions, dont celles-ci :

- L'inflation et le coût de la vie – La hausse de l'inflation et du coût de la vie figurait parmi les principales préoccupations de plusieurs. Ils avaient l'impression que le prix des biens de consommation essentiels comme l'épicerie et l'essence avait considérablement augmenté dans les derniers mois et que cette tendance se poursuivrait dans un avenir rapproché. Un certain nombre de participants jugeaient les coûts élevés du carburant comme un enjeu particulièrement pressant, car l'augmentation des coûts des intrants faisait mal aux secteurs de la fabrication et des transports et la population canadienne finirait par la ressentir vivement. Quelques participants avaient peur que le Canada n'entre en récession d'ici un an.
- L'abordabilité du logement – De nombreux participants étaient préoccupés par cet enjeu, estimant que beaucoup de Canadiens avaient de moins en moins les moyens d'acheter une maison. Les participants jugeaient cette situation particulièrement préoccupante pour les jeunes Canadiens, qui devaient amasser une mise de fonds de plus en plus importante en prévision de l'achat d'une maison;
- Les pénuries de personnel – Certains s'inquiétaient du manque de travailleurs qualifiés au Canada, en particulier dans le secteur de la santé. À l'instar des participants d'autres groupes, ils recommandaient au gouvernement fédéral d'étudier la possibilité d'accélérer le processus

de reconnaissance des titres de compétences pour les personnes en provenance de l'étranger. Quelques-uns souhaitaient qu'on fasse davantage appel aux compétences des Ukrainiens qui s'étaient établis récemment au Canada pour échapper aux combats dans leur patrie;

- La production intérieure – Un petit nombre suggérait par ailleurs d'accorder la priorité à l'accroissement de la capacité de production au pays. Selon ces participants, la pandémie et la crise en Europe de l'Est avaient mis en lumière les lacunes du secteur de la fabrication canadien, dont sa forte dépendance aux biens produits à l'extérieur du Canada.

Dans le cadre de cette discussion, certains ont soulevé la question de la réconciliation avec les peuples autochtones. À leur avis, il fallait s'attaquer sans tarder aux problèmes économiques et sociaux qui touchaient les collectivités autochtones au Canada, à commencer par le manque d'eau potable dans certaines réserves.

Nous leur avons ensuite montré plusieurs expressions décrivant divers types d'approches de développement économique et leur avons demandé comment ils les interprétaient :

- *Une économie juste*
- *Une économie verte*
- *Une économie progressive*
- *Une économie qui travaille pour tous les Canadiens*
- *Une économie inclusive*

Questionnés d'abord sur la formulation *une économie juste*, les participants pensaient en général qu'elle évoquait une économie à laquelle tous avaient les mêmes chances de participer et au sein de laquelle la réussite de chacun serait fondée sur le mérite. Nombre d'entre eux l'envisageaient comme une économie où la concurrence serait la bienvenue et dans laquelle l'avancement professionnel serait étroitement lié à l'éthique de travail et aux contributions d'une personne.

Aux yeux de plusieurs, *une économie verte* serait axée sur des innovations, dont les véhicules à zéro émission (VZE), des programmes intégrés de recyclage et de réduction des déchets, l'abandon des plastiques à usage unique et l'accent sur des sources d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique. Selon certains, cela signifiait que toutes les activités économiques s'inscriraient dans un cadre général de développement durable et que chaque citoyen canadien serait encouragé à agir d'une manière susceptible de réduire leur empreinte carbone.

Dans l'ensemble, les participants s'imaginaient qu'*une économie progressive* ferait une grande place à l'innovation. Ils se la représentaient comme une structure économique dans laquelle les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises recevraient des incitatifs financiers et une aide du gouvernement fédéral sous forme de prêts et de subventions. De plus, elle comprendrait un régime universel d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments, l'accès à des études postsecondaires abordables et des investissements dans les infrastructures pour assurer un avenir plus résilient.

Un certain nombre de participants croyaient qu'*une économie qui travaille pour tous les Canadiens* décrivait un système qui soutiendrait l'ensemble de la population canadienne, d'un point de vue tant social qu'économique. À leur avis, dans ce type d'économie, les programmes d'aide et de sécurité sociale seraient élargis et l'éducation ferait l'objet d'investissements supplémentaires, pour que chacun

ait la possibilité de réussir. Quelques-uns y voyaient un moyen de réduire l'inégalité de richesse entre les Canadiens et de faire participer pleinement les groupes marginalisés à la société canadienne, en particulier les aînés et les personnes en situation de handicap.

Enfin, beaucoup de participants estimaient *qu'une économie inclusive* permettrait à quiconque d'être prospère et de réussir, peu importe le genre, l'origine ou le statut socioéconomique. Il s'agissait selon eux d'une économie qui élimine les obstacles à la participation et au sein de laquelle chaque citoyen canadien pourrait diriger une organisation au lieu d'être exclu en raison du traitement préférentiel dont bénéficient certains, comme dans le cas du capitalisme de réseau. Certains estimaient que l'inclusivité faisait partie intégrante des autres types d'économies abordés précédemment.

Après avoir donné leurs premières impressions, les participants ont été appelés à choisir parmi ces types d'économie celui que le Gouvernement du Canada devrait viser à bâtir à l'avenir. Les participants préféraient de loin que la priorité soit accordée à *une économie juste* et à *une économie qui travaille pour tous les Canadiens*. Plusieurs trouvaient que ces concepts se ressemblaient à maints égards et étaient susceptibles de favoriser la mise en place d'un système profitable pour tous les Canadiens, au sein duquel leurs efforts seraient récompensés. De rares participants tenaient à préciser que même s'ils souhaitaient une économie assurant une égalité des chances à tous, ils ne voulaient pas que les personnes qui ne contribuent pas à l'économie soient récompensées et critiquaient la mise en place de programmes comme un revenu universel de base. Même si très peu de participants ont choisi les autres propositions, il importait selon eux d'intégrer des valeurs d'inclusion, de progressivité et de transition verte à une économie juste et à une économie qui travaille pour tous les Canadiens. À la question de savoir si l'intégration d'une de ces économies aiderait à traiter les préoccupations économiques qu'ils avaient mentionnées précédemment, plusieurs participants pensaient qu'il s'agirait d'un pas dans la bonne direction. Toutefois, la plupart croyaient que les problèmes économiques auxquels étaient confrontés les Canadiens, dont l'inflation et la hausse du coût de la vie, étaient fort complexes et ne pouvaient être enrayerés qu'en changeant de stratégie. Quelques-uns étaient d'avis que certains enjeux économiques, notamment ceux dictés par des facteurs géopolitiques et des conflits outre-mer, étaient indépendants de la volonté du gouvernement du Canada, qui ne pouvait faire grand-chose, outre s'y adapter le mieux possible.

Nous avons ensuite demandé aux participants d'évaluer les expressions *soutenir la classe moyenne* et *soutenir les travailleuses et les travailleurs*, puis de dire en quoi diffèrent ces deux concepts, le cas échéant. Certains pensaient que ces deux expressions étaient interreliées en partie, étant donné qu'on retrouvait des travailleurs dans la classe moyenne, mais la plupart considéraient que « les travailleuses et les travailleurs » renvoyaient à un concept plus général, qui, en plus de la classe moyenne, englobait les Canadiens à faible revenu ou vivant sous le seuil de la pauvreté. Interrogés sur la façon dont le gouvernement du Canada devrait soutenir les travailleuses et les travailleurs, les participants ont proposé ce qui suit : appliquer plus rigoureusement les normes de sécurité au travail, offrir plus de formation de niveau secondaire visant à améliorer les connaissances financières des Canadiens, accroître les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap à long terme et déployer des efforts afin d'augmenter le salaire minimum et la rémunération de tous les travailleurs, en général. Concernant la façon dont le gouvernement fédéral pourrait soutenir la classe moyenne, les participants suggéraient notamment de diminuer les impôts, d'adopter d'autres mesures pour réduire

les frais de garde d'enfants et d'accroître le soutien financier accordé aux personnes qui doivent acheter un équipement de protection individuelle (EPI) pour leur travail.

Invités à donner brièvement leurs impressions à propos des termes *population active* et *main-d'œuvre*, un certain nombre de participants croyaient qu'ils étaient pour ainsi dire interchangeables. Si la plupart étaient d'avis qu'ils avaient un sens très similaire, quelques-uns ont avancé que « main-d'œuvre » renvoyait peut-être à tous les travailleurs, tandis que « population active » était un terme plus spécifique se rapportant aux personnes dont les responsabilités professionnelles impliquent du travail physique.

Perspectives sur les finances personnelles (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les réponses variaient d'un groupe à l'autre lorsque nous avons demandé aux participants de parler de leur situation financière et de préciser si elle avait changé depuis un an. La plupart des participants du groupe de résidents du Québec pensaient que leur situation était restée la même. À l'inverse, dans le groupe de l'est de l'Ontario, les participants étaient plus nombreux à croire que leur situation financière s'était détériorée dans la dernière année qu'à penser qu'elle n'avait pas changé ou s'était améliorée.

Parmi ceux qui pensaient que leur situation financière était pire qu'il y a un an, beaucoup considéraient que cette détérioration découlait principalement de l'inflation et de la hausse du coût de la vie. Un grand nombre de participants ont ajouté que leur salaire n'avait pas suivi le rythme de l'inflation et que payer les biens et les services essentiels devenait de plus en plus difficile. Quelques participants ont cité en exemple les aliments nutritifs, les trouvant de plus en plus inabordables, en raison des hausses de prix dont ces produits avaient fait l'objet ces derniers mois. Les participants ont également cité les effets de la pandémie de COVID-19 sur leur situation financière. Certains avaient perdu leur emploi ou s'étaient retrouvés temporairement au chômage et pigeaient dans leur épargne ou empruntaient pour boucler les fins de mois. Chez ceux qui avaient par la suite recommencé à travailler à temps plein, plusieurs disaient être encore aux prises avec des difficultés financières, car ils essayaient de reconstituer leur épargne tout en gérant la hausse de l'inflation. D'autres ont fait état des répercussions qu'avaient eues leurs problèmes financiers persistants sur leur santé mentale en général.

En ce qui concerne les participants dont la situation financière avait pris du mieux dans la dernière année, bon nombre attribuaient cette amélioration à leur capacité à continuer d'exercer leur emploi pendant la pandémie ou à un récent retour au travail à temps plein. Par ailleurs, certains disaient avoir eu une augmentation de salaire dernièrement, ce qui leur avait permis de rembourser une partie de leurs dettes personnelles et de commencer à épargner. De manière plus générale, de rares participants pensaient que la pandémie avait renforcé les conditions économiques des entreprises locales de leur communauté. Ils estimaient que le télétravail et une diminution du nombre de navetteurs qui se rendaient dans les grandes villes avaient fait en sorte que les résidents dépensent plus localement.

Quant aux participants ayant mentionné que leur situation financière n'avait pas changé, plusieurs craignaient qu'elle ne se détériore si la hausse soutenue du taux d'inflation, qu'ils jugeaient préoccupante, se poursuivait. Quelques-uns s'inquiétaient particulièrement de l'effet de l'inflation et du conflit en Ukraine sur les prix de l'énergie et prévoyaient une hausse en hiver.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils pensaient que leur situation allait s'améliorer ou se détériorer au cours de la prochaine année ou s'ils n'anticipaient aucun changement sur ce plan. Ils ont de nouveau formulé des réponses variées. Les participants du groupe formé de résidents du Québec étaient généralement optimistes; ils étaient pratiquement aussi nombreux à croire que leur situation allait s'améliorer qu'à s'attendre à ce qu'elle reste sensiblement la même. En revanche, très peu de participants vivant de paie en paie anticipaient une amélioration ou une détérioration de leur situation. Tout compte fait, ils avaient l'impression que leur situation financière resterait probablement inchangée. Si beaucoup de ces participants ont soulevé des inquiétudes au sujet de l'inflation, peu d'entre eux avaient espoir que la situation commence à s'améliorer en 2023. Selon les plus pessimistes, les problèmes actuels de chaînes d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de transport continueraient d'avoir un effet haussier sur le prix des biens et services demandé aux consommateurs. Du coup, le coût de la vie augmenterait à leur avis, ce qui créerait une pression immense sur les familles et les particuliers canadiens.

Économie canadienne (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Un groupe formé de propriétaires de cryptomonnaies a pris part à une discussion sur l'économie canadienne. La plupart des participants entrevoyaient des perspectives négatives, se disant préoccupés par l'inflation et la volatilité des marchés (en particulier celle du marché intérieur des valeurs mobilières). D'après eux, l'économie était actuellement instable, volatile et stagnante. Certains craignaient que l'économie du Canada soit très vulnérable aux répercussions négatives de diverses forces perturbatrices, comme une nouvelle pandémie ou urgence sanitaire, l'extension du conflit en Europe de l'Est ou un ralentissement des secteurs essentiels de l'économie, dont le marché du logement.

Quelques-uns voyaient les choses plus positivement, estimant que la situation économique du Canada s'était améliorée et rétablie considérablement à la suite de la pandémie de COVID-19. Ces participants jugeaient que l'économie était croissante et durable. Cette vision plus optimiste reposait sur l'idée que, grâce à la richesse des ressources naturelles du Canada et au potentiel que présente son secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, l'économie canadienne était bien placée pour résister aux chocs économiques provoqués par de grands événements mondiaux. D'autres avaient l'impression que l'intégration économique nord-américaine et les relations commerciales uniques et solides du Canada avec la puissance économique que sont les États-Unis influeraient positivement sur les perspectives à long terme de l'économie.

Invités à dire si les conditions économiques avaient changé au Canada dans la dernière année, la majorité des participants pensaient qu'elles s'étaient détériorées. Les participants ont évoqué comme facteurs la hausse de l'inflation et les salaires qui n'avaient pas suivi le rythme d'augmentation du coût

de la vie de même que les pénuries perçues de travailleurs dans les métiers spécialisés. À cet effet, quelques participants pensaient que les soutiens offerts durant la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), avaient dissuadé certaines personnes de retourner hâtivement sur le marché du travail. Quant aux rares participants aux yeux desquels l'économie se portait mieux, ils avaient l'impression que le Canada avait assez bien résisté à la pandémie, qu'un grand nombre de Canadiens réintégraient le marché du travail et que beaucoup verraient leurs perspectives financières s'améliorer en 2022.

Concernant l'avenir, pratiquement tous les participants croyaient que l'économie canadienne allait se détériorer dans les prochaines années. Plusieurs ont formulé des craintes quant à une possible crise du marché du logement au Canada et au risque de voir le pays tomber en récession en 2023. Certains s'inquiétaient particulièrement de la situation économique aux États-Unis, la jugeant de plus en plus volatile. Ils craignaient qu'un ralentissement de l'économie américaine n'ait de graves répercussions sur l'état de l'économie canadienne. D'autres se préoccupaient aussi des pénuries de personnel dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation et s'attendaient à ce qu'elles s'aggravent. De plus, quelques-uns ont fait état de l'impact des défis croissants liés au climat, notamment des liens entre les catastrophes climatiques et les perturbations économiques.

Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour traiter des défis auxquels font face les Canadiens sur le plan économique, plusieurs recommandaient de mettre davantage l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles intérieures, y compris les sources d'énergies non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Compte tenu des conséquences économiques de la pandémie qui se faisaient encore sentir, le gouvernement fédéral devait selon eux se concentrer en priorité à développer une économie axée sur l'accroissement de l'autosuffisance et de la capacité de production intérieure. Les participants pensaient aussi que des efforts pourraient être consacrés à accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour que les travailleurs étrangers puissent prendre du galon plus rapidement dans leur domaine. Cela permettrait selon eux de pallier de graves pénuries de personnel dans les secteurs clés de l'économie canadienne. Enfin, plusieurs jugeaient nécessaire de parfaire les connaissances financières des Canadiens et proposaient d'intégrer une formation en la matière au programme d'études secondaires standard.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de l'est de l'Ontario qui vivent de paie en paie)

Les participants d'un groupe ont abordé différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées récemment pour aider les Canadiens, dont les suivantes :

- *Un nouveau programme de soins dentaires pour les familles dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer par les enfants âgés de moins de 12 ans en 2022. Le nouveau programme de soins dentaires commence avec les moins de 12 ans en 2022, puis s'étend aux moins de 18 ans, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap en 2023, pour une mise en œuvre complète en 2025. Le programme est limité aux familles ayant un*

revenu annuel inférieur à 90 000 \$, et toute personne ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 \$ n'aura pas à payer de quote-part.

- *Augmenter les prestations en fonction de l'inflation (indexation) (les prestations comprennent notamment l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS, la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti).*
- *Augmenter les paiements de la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les personnes âgées de 75 ans ou plus.*
- *Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la Prestation canadienne pour travailleurs (les personnes célibataires à faible revenu peuvent recevoir jusqu'à 1 395 \$ pour le montant de base; les familles à faible revenu peuvent toucher jusqu'à 2 403 \$).*
- *Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants d'ici la fin de 2022.*

Les participants connaissaient certaines des mesures susmentionnées, en particulier le programme national de soins dentaires, l'indexation de diverses prestations en fonction de l'inflation et l'augmentation du montant reçu au titre de la Prestation canadienne pour travailleurs. Ils en avaient entendu parler principalement grâce au bouche-à-oreille ainsi que dans les médias traditionnels comme CTV et CBC/Radio-Canada et les médias sociaux.

La plupart étaient d'avis que la mise en place d'un programme national de soins dentaires aurait l'impact positif le plus immédiat sur leur situation financière. Plusieurs se disaient aussi en faveur de l'indexation des prestations en fonction de l'inflation, en raison des avantages qu'elle présenterait. Les participants espéraient qu'en adoptant de telles mesures, le gouvernement du Canada aiderait à réduire le stress financier qu'éprouvaient beaucoup de ménages à faible et moyen revenu. Si certains croyaient que les initiatives visant à augmenter les paiements de la Sécurité de la vieillesse (SV) et à rendre les frais de garde d'enfants plus abordables aideraient probablement d'autres personnes, peu s'attendaient à en bénéficier personnellement.

Nous leur avons ensuite montré une deuxième série d'initiatives annoncées ayant pour but de remédier au problème de l'abordabilité des logements au Canada, à savoir :

- *Un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.*
- *Le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.*
- *Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.*

Même si peu de participants étaient au courant de ces initiatives, plusieurs se souvenaient d'avoir entendu quelques détails sur le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements, le

paiement unique de 500 \$ pour rendre le logement plus abordable et la mise en place d'un nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP).

Somme toute, les participants ont bien accueilli ces initiatives, mais se demandaient toutefois s'ils allaient en bénéficier personnellement. Une majorité d'entre eux pensaient qu'un Fonds pour accélérer la construction de logements permettrait d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada et que les programmes tels que le CELIAPP et le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH), dont le montant était doublé, seraient avantageux, en particulier pour les jeunes Canadiens souhaitant entrer sur le marché de l'habitation qui disposaient vraisemblablement de plus de temps pour épargner en vue de l'achat de leur première maison.

Après avoir passé en revue les différentes initiatives et en avoir discuté, beaucoup de participants se sont dits plus optimistes par rapport à la situation économique actuelle. Si certains pensaient que cela prendrait plusieurs années avant que les effets de ces initiatives se fassent sentir, ils étaient tout de même rassurés par l'engagement du gouvernement fédéral à prendre ces mesures.

Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour aider les gens se trouvant dans une situation financière plus précaire, les participants ont formulé les suggestions suivantes :

- Du soutien pour permettre aux familles d'acheter des aliments nutritifs – Il était primordial selon certains pour favoriser la bonne santé générale des jeunes Canadiens;
- Des initiatives favorisant la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens;
- L'allègement ou l'annulation de la dette, en particulier pour les personnes qui remboursent des prêts étudiants.

Perspectives liées à la COVID-19 et aux vaccins (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, résidents de villes de taille moyenne du Québec, parents de jeunes enfants de la GRV)

Trois groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées à la pandémie de COVID-19, et exprimé leurs points de vue au sujet de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada, des mesures de santé publique passées et présentes, et du vaccin contre la COVID-19.

Perspectives liées à la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les membres d'un groupe composé de Canadiens noirs résidant en Alberta ont fait part de leurs points de vue concernant la gestion de la pandémie par le gouvernement fédéral jusqu'à présent, et de l'efficacité des exigences de santé publique mises en œuvre pour tenter de limiter la propagation de la COVID-19. Invités à préciser les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada avait réussi à réagir à la pandémie, certains ont mentionné les programmes d'aide financière, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Les participants ont déclaré que ces soutiens avaient été essentiels pour permettre aux Canadiens de continuer à joindre les deux bouts financièrement, surtout ceux dont les revenus avaient été affectés par les fermetures et autres mesures de santé publique. En ce qui concerne les aspects de la réponse du gouvernement fédéral qui auraient pu être améliorés, plusieurs ont mentionné ce qu'ils percevaient une incohérence générale dans les approches adoptées individuellement par les provinces et territoires face à la pandémie. Certains ont affirmé que le gouvernement fédéral aurait pu fournir des conseils plus précis aux autorités de santé publique provinciales et territoriales sur la meilleure façon de réagir à la pandémie, en se concentrant sur la promotion d'une approche nationale plus unifiée pour combattre le virus. En outre, un petit nombre d'entre eux ont critiqué les exigences fédérales en matière de vaccination, estimant que de nombreux employés des industries sous réglementation fédérale avaient perdu leur emploi injustement en raison de leur décision de ne pas se faire vacciner.

Abordant la question des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient qu'il était encore nécessaire d'imposer certaines mesures, comme les obligations en matière de vaccination pour les voyageurs internationaux, le port du masque dans les aéroports et les avions, et les tests aléatoires auprès des voyageurs qui arrivent au Canada. Les réponses des participants étaient partagées; certains croyaient que les restrictions existantes pouvaient être levées sans poser trop de risques pour la sécurité publique et avaient l'impression que d'autres pays, y compris les États-Unis, l'avaient déjà fait sans que cela entraîne beaucoup de conséquences négatives. Toutefois, un nombre à peu près égal de participants pensait qu'il était important de maintenir des mesures comme le port du masque et l'obligation de se faire vacciner pour les voyageurs internationaux, d'autant plus que les déplacements augmentent généralement durant l'été. Parmi ces participants, des inquiétudes ont été soulevées quant à la possibilité que le virus de la COVID-19 continue à muter et à produire de nouveaux variants préoccupants, mentionnant qu'aussi longtemps que le virus demeurera hautement contagieux, ces mesures seront nécessaires.

Invités à imaginer ce que pourrait être la vie quotidienne à l'été 2023, si la COVID-19 continuait à poser problème, peu de participants ont exprimé leur inquiétude quant au risque de contracter le virus, tandis que beaucoup se sont montrés préoccupés par la possibilité que des restrictions accrues soient mises en place. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le retour de mesures de santé publique – les fermetures, les masques obligatoires et les limites imposées aux rassemblements et aux activités sociales – entraînerait une augmentation des problèmes de santé mentale chez un grand nombre de personnes et un effondrement des collectivités que l'on considérait comme étant toujours en reconstruction, après les perturbations des deux dernières années. Les participants ont avancé que la remise en vigueur des restrictions donnerait également lieu à des répercussions potentiellement négatives sur l'éducation, dans l'éventualité où les étudiants ne seraient plus en mesure d'assister à

des cours en personne. Un petit nombre s'est également inquiété de l'impact que des restrictions accrues pourraient avoir sur la chaîne d'approvisionnement mondiale et l'économie dans son ensemble. Si aucun participant ne souhaitait voir la mise en œuvre de nouvelles mesures de santé publique, plusieurs s'attendaient à ce que cela se produise, si la situation entourant le virus s'aggravait considérablement au cours de l'automne et de l'hiver. Quelques-uns s'attendaient à ce que toute nouvelle mesure de santé publique vise principalement les personnes qui n'avaient pas été vaccinées ou dont les vaccins n'étaient pas à jour.

Lorsqu'on leur a demandé si l'évolution des exigences et des protocoles en matière de santé publique au cours de la pandémie (comme le port du masque, la distanciation sociale et la vaccination obligatoire) avait modifié leur point de vue sur les avantages de se conformer à ces mesures, quelques participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs personnes ne voyaient pas d'inconvénient à suivre les conseils en constante évolution de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada et du médecin-chef de leur province et estimaient qu'il n'y avait pas de problème à ce que les pratiques changent au fur et à mesure que la compréhension du virus s'améliorait. Certains ont déclaré faire preuve de moins de vigilance quant au respect des mesures de santé publique, expliquant que leur comportement était principalement dû à une diminution de leur crainte de contracter le virus plutôt qu'à une réponse aux changements dans les directives publiques. À la question de savoir s'ils continuaient à porter un masque facial dans des lieux publics, les participants qui ont indiqué ne plus le faire étaient plus nombreux que ceux qui ont déclaré le contraire. Parmi ceux qui continuaient à porter un masque, un petit nombre a déclaré porter le masque N95, mais la plupart ont dit opter généralement pour les masques de procédure ou en tissu jetables.

Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (Canadiens noirs de villes de taille moyenne de l'Alberta, villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue concernant le vaccin contre la COVID-19, plus particulièrement la troisième dose du vaccin, également appelée « dose de rappel ». Tous les participants avaient reçu leurs deux premières doses mais, à la question de savoir s'ils avaient reçu leur dose de rappel, un plus grand nombre de participants a répondu par la négative. Sur le plan régional, une proportion légèrement plus élevée de personnes du groupe du Québec avait reçu la troisième dose par rapport au groupe résidant en Alberta. Ceux qui l'avaient reçue ont notamment invoqué le désir de se protéger et de protéger leurs proches, des projets de voyage à l'étranger et des motifs professionnels, certains ayant anticipé qu'une troisième dose serait éventuellement exigée, dans le cadre de futures campagnes de vaccination. Parmi le grand nombre de personnes qui n'avaient pas reçu de dose de rappel, plusieurs ont indiqué qu'elles avaient peu d'intérêt à le faire, estimant que cela ne contribuerait pas vraiment à freiner la propagation de la COVID-19. Plusieurs pensaient également que les vaccins actuels contre la COVID-19 avaient été conçus spécifiquement pour combattre le virus dans sa forme originale et qu'ils étaient moins efficaces contre les nouveaux variants (comme Omicron), apparus après leur développement. Quelques-uns ont indiqué qu'ils seraient plus ouverts à recevoir une troisième dose, si un vaccin mis à jour ciblant plus particulièrement les récents variants ou garantissant une protection à plus long terme était offert. Un petit nombre de participants était catégoriquement opposé à l'administration de doses supplémentaires du vaccin contre la COVID-19,

exprimant leur scepticisme quant à la nécessité de le faire et leur manque de confiance général envers des sociétés comme Pfizer et Moderna, qu'ils considéraient comme étant davantage motivées par les profits financiers que par la santé publique.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que les vaccins et les doses de rappel contre la COVID-19 permettaient de prévenir l'infection ou une forme grave de la maladie, les participants ont donné diverses réponses. Alors que la plupart des membres du groupe de l'Alberta croyaient que le vaccin offrait au moins une certaine protection contre le virus, ceux qui résidaient au Québec étaient plus partagés, le nombre de participants qui percevait le vaccin comme s'avérant efficace étant à peu près égal à celui des personnes plus sceptiques. Pour clarifier davantage, plusieurs ont dit que même s'ils jugeaient que le vaccin avait été utile jusqu'à présent pour réduire les maladies graves et les décès, il n'offrait pas une protection complète. Un certain nombre d'entre eux avait l'impression que même les personnes à jour dans leur vaccination risquaient toujours de développer de graves complications après avoir contracté la COVID-19. Certains étaient également d'avis que l'efficacité des vaccins et des doses de rappel fluctuait non seulement en fonction de la santé physique et des antécédents médicaux de l'individu, mais aussi du variant du virus avec lequel il était infecté. En ce qui concerne la vaccination de manière plus générale, presque tous étaient d'avis que les vaccins et les doses de rappel étaient en principe utiles pour prévenir les infections et les maladies graves (en particulier pour les personnes immunodéprimées ou autrement vulnérables), même s'ils avaient quelques doutes quant à leur efficacité contre la COVID-19 en particulier.

Rares étaient les personnes qui ont affirmé ne pas être préoccupées par la perspective de contracter la COVID-19, mais plusieurs ont déclaré être résignées à l'idée qu'elles seraient probablement infectées par le virus à un moment donné. Outre les conséquences négatives potentielles associées au fait de contracter la COVID-19 sur leur propre santé et celle de leurs proches, plusieurs s'inquiétaient des interruptions qu'une infection pourrait avoir sur leur travail et leur capacité à percevoir un revenu. Certains étaient moins inquiets, estimant que le risque présenté par la COVID-19 était similaire à celui d'un simple rhume ou d'une grippe. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient inquiets des effets secondaires potentiels liés aux vaccins contre la COVID-19, la plupart ont répondu par la négative. Parmi ceux qui se sont dits préoccupés, des problèmes comme la formation de caillots sanguins, la myocardite (inflammation du muscle cardiaque) et les accidents vasculaires cérébraux ont été mentionnés comme des risques qu'ils associaient aux vaccins. Certains ont exprimé des préoccupations concernant plus précisément les jeunes enfants qui reçoivent le vaccin, estimant que cela pourrait avoir des effets négatifs sur leur système immunitaire, encore en développement.

Vaccin contre la COVID-19 pour les enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Dans ce groupe, les parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans ont discuté brièvement du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants. Nous avons indiqué aux participants que, depuis le 14 juillet 2022, Santé Canada approuvait l'usage pédiatrique du vaccin Spikevax de Moderna contre la COVID-19 pour les enfants de cette tranche d'âge. À la question de savoir s'ils avaient fait vacciner leurs enfants ou pris rendez-vous pour le faire, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Bien qu'un petit nombre

d'entre eux ait déclaré qu'ils prendraient probablement un rendez-vous dans un avenir rapproché, la plupart des participants étaient enclins à le retarder pour le moment.

Invités à évoquer les préoccupations qui influençaient leur décision de ne pas faire vacciner leurs enfants pour le moment, plusieurs ont mentionné ce qu'ils percevaient comme un manque de recul sur les effets du vaccin à long terme. Ainsi, les participants pensaient qu'on n'en savait pas assez sur les effets secondaires possibles, surtout chez les enfants, dont le développement physique se poursuit. Bien que certains aient déclaré qu'ils allaient probablement faire vacciner leurs enfants contre la COVID-19 à un moment donné, la plupart n'ont manifesté aucun empressement. Ce sentiment était en partie influencé par l'impression générale que le virus devenait moins dangereux avec chaque nouveau variant et que le risque global pour les jeunes enfants demeurait exceptionnellement faible. Quelques-uns ont indiqué qu'ils s'en remettraient probablement aux conseils de leur médecin de famille avant de décider de faire vacciner ou non leurs enfants. Dans le même ordre d'idées, certains ont demandé s'il existait un moment idéal dans le processus de développement d'un enfant qui permettrait de s'assurer que le vaccin offre la meilleure protection possible. Les quelques personnes qui prévoyaient faire vacciner leurs enfants dans un avenir immédiat ont déclaré que le vaccin leur permettrait d'avoir l'esprit tranquille en sachant que leur famille ne peut être mieux protégée contre le virus.

Environnement et changements climatiques (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule, résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral, résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de trois groupes ont engagé des conversations liées à l'environnement et aux changements climatiques. Un certain nombre de sujets ont été abordés, notamment les véhicules à zéro émission (VZE), le système fédéral de tarification du carbone, les mesures personnelles qui peuvent être prises pour lutter contre les changements climatiques et le plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada.

Véhicules à zéro émission (résidents du Québec qui envisagent d'acheter un véhicule)

Ce groupe, composé de personnes résidant au Québec et prévoyant acheter un véhicule au cours des cinq prochaines années, a discuté des VZE. En décrivant leur principal moyen de transport actuel, la plupart des participants comptaient sur des véhicules à essence, tandis qu'un plus petit nombre a déclaré posséder un véhicule électrique ou de type hybride. Certains ont également déclaré utiliser les transports en commun à l'occasion ou des moyens de transport autonomes, comme le vélo. Pour

plusieurs, le désir d'acheter une nouvelle voiture était principalement motivé par des changements dans leur mode de vie (comme le fait d'avoir des enfants), tandis que d'autres cherchaient à se procurer un meilleur véhicule. Tous les participants ont indiqué que le caractère abordable du véhicule et du carburant était une considération majeure qui leur permettrait de déterminer le type de voiture qu'ils décideraient d'acheter. Parmi les autres facteurs importants évoqués par les participants, mentionnons les considérations environnementales, ainsi que la possibilité de réparer soi-même son véhicule plutôt que de devoir compter sur le fabricant. À la question spécifique de savoir si l'efficacité énergétique était importante pour eux, tous ont répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux considéraient le prix actuel de l'essence comme une préoccupation croissante pour leur collectivité. C'était particulièrement le cas pour les résidents de régions rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Plusieurs ont attribué la récente hausse des prix de l'essence à des événements mondiaux comme le conflit actuel en Europe de l'Est. Certains participants se sont dits préoccupés par le fait que le coût du carburant pourrait continuer à grimper dans l'avenir, et quelques-uns ont suggéré que le gouvernement fédéral devrait envisager de développer davantage les ressources pétrolières et gazières nationales pour assurer un niveau plus élevé d'autosuffisance énergétique.

À la question de savoir s'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule électrique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs cherchaient à faire l'acquisition d'une automobile entièrement électrique, tandis qu'un plus petit nombre envisageait un véhicule hybride. La plupart ont mentionné l'accessibilité financière et les considérations environnementales comme étant les principaux facteurs à l'origine de leur décision d'achat. Si un petit nombre d'entre eux a déclaré posséder un VZE, aucun participant n'a pu donner une définition précise du terme. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu les informations suivantes :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

Un grand nombre a indiqué que la difficulté d'accès liée au coût de ces véhicules constituait un obstacle majeur qui pouvait influencer la décision d'acheter ou non un VZE. De l'avis général, même avec des subventions comme le programme d'Incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE), ces types de véhicules demeurent assez coûteux et sont probablement hors de prix pour de nombreux Canadiens. Certains ont mentionné un manque perçu de bornes de recharge (surtout à l'extérieur des centres urbains), ainsi que des questions récurrentes concernant notamment les distances que ces véhicules peuvent parcourir et leur comportement dans le froid extrême que connaissent plusieurs régions du pays pendant les mois d'hiver. Un petit nombre d'entre eux a également mentionné le manque de variété dans les marques et les types de VZE disponibles, estimant que le choix offert aux Canadiens était actuellement assez limité.

Presque tous les participants trouvaient important que les VZE ou les pièces de VZE soient fabriqués au Canada. Plusieurs prévoyaient que les investissements dans la fabrication nationale de VZE seraient

profitables pour l'économie canadienne, surtout à mesure que l'adoption de ces véhicules se généralisera. Il a été estimé qu'en investissant dans ce secteur, le gouvernement du Canada pourrait positionner le pays comme un chef de file dans la fabrication de VZE et récolter les avantages économiques de l'exportation de cette technologie vers d'autres marchés. On a ajouté que l'augmentation de la production nationale de VZE entraînerait probablement la création de nombreux emplois bien rémunérés pour les Canadiens, y compris ceux qui travaillent déjà dans l'industrie automobile. De plus, certains avaient l'impression que le Canada imposerait probablement des normes de fabrication plus élevées par rapport à d'autres pays et s'attendaient à ce que les VZE produits au Canada soient d'une qualité exceptionnelle. Un petit nombre d'entre eux s'est dit préoccupé par les inconvénients environnementaux possibles découlant de la fabrication de VZE au Canada, le processus d'extraction des matières premières utilisées pour les batteries de VZE pouvant être dommageable pour l'environnement. Peu d'entre eux estimaient que le fait qu'un VZE soit fabriqué au Canada s'avérerait un facteur déterminant dans leur décision d'acheter ou non un de ces véhicules, mais la plupart pensaient que des investissements supplémentaires dans ce secteur devraient être une priorité pour le gouvernement du Canada. Très peu de personnes étaient au fait d'annonces ou d'initiatives du gouvernement fédéral concernant les VZE et aucune n'avait entendu parler de mesures visant à soutenir la fabrication de VZE au Québec ou dans d'autres régions du pays.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel nous leur avons présenté un certain nombre d'initiatives liées aux VZE qui ont été récemment annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022, avant de leur demander de choisir celles qui, selon eux, entraîneraient les retombées les plus positives. La première série d'initiatives axées sur l'objectif de réduction des émissions produites par les automobiles comprenait notamment les mesures suivantes :

- *Mettre en place une obligation de vente pour veiller à ce qu'au moins 20 % des ventes de nouveaux véhicules légers soient des véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2026, au moins 60 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035.*
- *Pour réduire les émissions des véhicules moyens et lourds (VML), faire en sorte que 35 % de tous les VML vendus soient des VZE d'ici 2030.*
- *Élaborer un règlement sur les véhicules moyens et lourds à zéro émission qui exigerait que les VZE représentent 100 % des ventes de VML d'ici 2040 pour une sous-catégorie de véhicules selon la faisabilité. (SI ON LE DEMANDE : Cette initiative est fonction de la faisabilité, car tous les véhicules moyens ou lourds ne peuvent pas passer à zéro émission au même rythme.)*

Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont été accueillies positivement, chacune recevant un niveau de soutien assez similaire parmi les participants. Plusieurs ont fait des commentaires positifs concernant le large éventail de catégories de véhicules visées dans le cadre de ces initiatives. Il a été estimé qu'en donnant la priorité à ces mesures, le gouvernement fédéral aiderait à fournir aux Canadiens différentes options quant aux VZE qu'ils pourront acheter. De plus, les participants considéraient qu'il était avantageux de se concentrer précisément sur les véhicules moyens et lourds (VML), considérés comme étant parmi les plus grands émetteurs actuellement. Certains participants ont estimé que les échéances fixées dans le cadre de ces initiatives étaient réalisables et que leur mise en œuvre encouragerait davantage une transition à grande échelle des véhicules à essence vers les VZE.

Nous avons ensuite présenté au groupe une deuxième série d'initiatives visant cette fois à faire en sorte que la transition vers les VZE soit plus abordable pour les Canadiens. Celles-ci comprenaient notamment :

- *Continuer à offrir des incitatifs à l'achat pouvant atteindre 5 000 \$ pour des VZE admissibles. Ce programme a permis aux Canadiens d'acheter ou de louer plus de 136 000 VZE neufs, mais un soutien supplémentaire est nécessaire pour aider les Canadiens à devenir conducteurs d'un véhicule zéro émission.*
- *Verser 1,7 milliard de dollars sur cinq ans en vue de prolonger le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) jusqu'en mars 2025. L'admissibilité au programme sera également élargie pour appuyer l'achat d'un plus grand nombre de modèles de véhicules, notamment les fourgonnettes, les camions et les véhicules utilitaires sport (VUS), ce qui aidera à rendre les VZE plus abordables.*

Les deux stratégies ont suscité des réactions positives, mais un plus grand nombre de participants a exprimé son soutien à l'investissement de 1,7 milliard de dollars (sur cinq ans) visant à prolonger le programme iVZE jusqu'en mars 2025. Il s'agit d'un investissement important qui devrait inciter davantage de personnes à choisir un VZE lors de l'achat de leur prochaine voiture. Certains participants s'attendaient à ce que l'offre d'incitatifs à l'achat, qui peut atteindre 5 000 \$ pour les VZE admissibles, leur soit également utile sur le plan personnel. Plus généralement, certains ont déclaré que l'échéance de 2025 était trop proche et dit souhaiter que le programme iVZE puisse éventuellement être prolongé.

Les participants ont ensuite pris connaissance d'une dernière série d'initiatives visant à mettre en place un réseau national de bornes de recharge pour véhicules électriques :

- *Investir 500 millions de dollars dans l'infrastructure de recharge et de ravitaillement des VZE urbaine et commerciale à grande échelle.*
- *Verser 400 millions de dollars sur cinq ans afin de financer le déploiement de l'infrastructure de recharge des véhicules à zéro émission dans les communautés suburbaines et éloignées.*
- *Verser 2,2 millions de dollars sur cinq ans pour effectuer des évaluations de l'état de préparation des immeubles fédéraux nécessaires pour faciliter la transition du parc automobile fédéral aux VZE.*

Bien que toutes les initiatives aient été jugées importantes, les participants ont surtout retenu les investissements prévus de 500 millions de dollars et de 400 millions de dollars respectivement pour développer l'infrastructure de recharge des VZE dans les villes et les banlieues, ainsi que dans les collectivités éloignées. Ces mesures ont été considérées comme cruciales pour le succès d'une transition à grande échelle vers les VZE, de nombreux participants ayant indiqué en effet que le manque de bornes de recharge était l'un des principaux obstacles qui empêchaient actuellement les particuliers d'acheter ces véhicules. Bien qu'il soit également considéré comme potentiellement profitable, l'octroi d'une somme de 2,2 millions de dollars (sur cinq ans) pour évaluer l'état de préparation des bâtiments fédéraux en vue de la transition du parc de véhicules fédéraux vers les VZE n'a pas été jugé prioritaire par les participants.

En examinant l'ensemble du plan du gouvernement fédéral en matière de VZE, la plupart des participants ont trouvé que ces diverses initiatives représentaient un pas dans la bonne direction pour la transition vers une utilisation généralisée des VZE. Plusieurs se sont toutefois montrés sceptiques quant à la possibilité de réaliser toutes ces initiatives dans les délais proposés. Dans une large proportion, les participants ont estimé que la gestion d'un changement social vers les VZE constituerait un défi de taille pour le gouvernement fédéral et que ce virage risquait d'être retardé, dans l'éventualité où une récession économique ou un manque de volonté de la part du grand public de passer aux VZE se présentaient. Ils s'attendaient généralement à ce que le succès de ces initiatives dépende de la capacité du gouvernement fédéral à rendre les VZE plus abordables pour les Canadiens ordinaires et à faire en sorte que ces véhicules puissent s'adapter au climat hivernal, surtout pour ceux qui vivent dans les régions rurales.

Tarification du carbone (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont brièvement discuté des mesures prises par le gouvernement du Canada pour fixer un prix à la pollution par le carbone. Si quelques participants étaient au courant de cette initiative, aucun ne pouvait se souvenir de détails précis. Pour clarifier la situation, les participants ont reçu l'information suivante :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme – l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta –, le système de tarification fédéral est actuellement en place.

Toutes les sommes perçues par le système fédéral en Ontario restent en Ontario – 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir environ 745 \$. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année.

Le directeur parlementaire du budget a constaté que 80 % des ménages des provinces concernées reçoivent plus d'argent, sous forme de paiements incitatifs, que ce qu'ils dépensent pour la tarification du carbone sur les achats du ménage – par exemple, l'essence pour les voitures, le gaz pour chauffer la maison, etc.

Après avoir reçu cette information, plusieurs ont exprimé leur confusion quant à la raison pour laquelle les fonds étaient ensuite retournés aux ménages individuellement. Plusieurs ont remis en question l'objectif de ce système de tarification, estimant en grande partie que cette approche n'encouragerait pas les Canadiens à réduire leurs émissions. Quelques-uns ont indiqué qu'ils préféreraient que le gouvernement fédéral se concentre sur des initiatives visant à subventionner le prix de l'essence au lieu de verser les recettes générées par le système de tarification du carbone sous forme de paiements incitatifs. La plupart des participants pensaient que ce système était équitable pour chaque Canadien,

en raison du coût élevé de l'essence et d'autres produits essentiels à l'heure actuelle, mais peu d'entre eux étaient d'avis que ces paiements incitatifs auraient un impact tangible sur leur situation financière.

Actions individuelles contre les changements climatiques (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Un groupe s'est engagé dans une discussion portant sur les mesures pouvant être prises individuellement contre les changements climatiques. Tous les participants de ce groupe avaient précédemment indiqué que, malgré leurs préoccupations au sujet des changements climatiques, ils avaient du mal à trouver des moyens de lutter efficacement contre leurs effets. Invités à préciser les moyens par lesquels ils tentaient de lutter contre les changements climatiques et de réduire leurs émissions personnelles, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Parmi ceux qui résidaient dans de grands centres urbains, comme Montréal, certains ont déclaré utiliser le transport en commun dans la mesure du possible, alors que cela a été jugé plus difficile pour les personnes qui vivent dans des zones rurales, où les options de transport en commun sont plus limitées. Pour d'autres, les mesures adoptées consistaient à manger moins de viande, à réduire leur consommation de plastiques à usage unique et à participer à des célébrations et à des événements comme la Journée nationale de l'arbre (Arbor Day). Tous les participants ont indiqué que le recyclage et le compostage faisaient régulièrement partie de leurs activités, estimant qu'il s'agissait d'une pratique assez courante au sein de leur collectivité. La plupart d'entre eux, cependant, estimaient que leurs initiatives individuelles n'auraient probablement qu'un faible impact sur la lutte contre les changements climatiques. En outre, beaucoup croyaient que les grandes entreprises, et non les particuliers, étaient les principales émettrices de gaz à effet de serre et que toute mesure prise au niveau personnel serait probablement négligeable tant que la situation demeurerait inchangée.

Si un certain nombre de participants ont exprimé que leur intérêt pour l'achat d'un VZE s'inscrivait parmi les mesures visant à contrer les changements climatiques, le prix élevé de ces véhicules a été qualifié de facteur prohibitif. Quelques-uns ont également exprimé leur scepticisme quant à la capacité d'un VZE à répondre aux exigences liées à leur style de vie, notamment le fait de devoir parcourir régulièrement de longues distances et de faire face à des conditions météorologiques extrêmes pendant les mois d'hiver. Certains d'entre eux ont indiqué prendre des mesures pour réduire leur consommation autant que possible, bien que cela soit parfois difficile et qu'il faille beaucoup de discipline personnelle. La plupart d'entre eux croyaient qu'un certain résultat tangible serait possible si la majorité des Canadiens agissaient contre les changements climatiques, mais plusieurs ont indiqué qu'il s'agissait d'un défi à l'échelle de la planète et que la participation de l'ensemble de la communauté internationale serait nécessaire pour s'attaquer efficacement au problème.

Plan de réduction des émissions (résidents de grandes villes du Québec préoccupés par les changements climatiques)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur le Plan de réduction des émissions récemment annoncé par le gouvernement du Canada. Seul un petit nombre de participants a déclaré

avoir déjà entendu parler de cette initiative, et peu d'entre eux pouvaient se souvenir de détails précis. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu les informations qui suivent :

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il travaille avec les Canadiens de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de l'économie pour atteindre les objectifs climatiques du Canada et saisir les nouvelles possibilités économiques. Le plan pour 2030 est évolutif; il s'agit d'une feuille de route exhaustive fondée sur divers niveaux d'ambition pour guider les efforts de réduction des émissions dans chaque secteur.

Au titre du plan pour 2030, le gouvernement du Canada prendra les mesures suivantes :

- *Abaisser les coûts en énergie des maisons et des immeubles*
- *Faciliter la transition des Canadiens vers les véhicules électriques*
- *Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier*
- *Alimenter l'économie avec de l'électricité renouvelable*
- *Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres au cours de leur transition vers la carboneutralité*
- *Soutenir les agriculteurs en tant que partenaires de la création d'un avenir propre et prospère*
- *Maintenir l'approche canadienne de tarification de la pollution, y compris augmenter le prix de la pollution dans les années à venir*

Si tous ont réagi positivement aux initiatives prévues dans ce plan, certains les ont trouvées quelque peu ambitieuses et se sont demandé si le gouvernement fédéral serait en mesure de mettre en œuvre toutes ces priorités, compte tenu notamment de l'échéance de 2030. Quelques-uns ont exprimé le désir de disposer de plus de détails et d'objectifs mesurables, estimant que la liste était assez générale et manquait de paramètres observables.

L'initiative visant à réduire la pollution par le carbone provenant du secteur pétrolier et gazier a reçu le plus grand soutien des participants. Plusieurs avaient l'impression que les grandes entreprises pétrolières et gazières figuraient parmi les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre et croyaient qu'en prenant une telle mesure, le gouvernement fédéral pourrait avoir un impact significatif sur la lutte contre les changements climatiques. Pour atteindre cet objectif, plusieurs ont suggéré la mise en place de règlements plus stricts pour le secteur pétrolier et gazier, ainsi que l'augmentation du prix fédéral du carbone pour ces grandes entreprises. La plupart d'entre eux pensaient que cette mesure serait efficace, mais quelques-uns craignaient que ces entreprises choisissent tout simplement de ne plus exercer leurs activités au Canada plutôt que de se conformer à une réglementation plus stricte.

Plusieurs étaient également en faveur de l'initiative visant à aider les industries à mettre au point et à adopter des technologies propres dans leur démarche vers la carboneutralité. Réaffirmant l'importance de réduire les émissions des grandes entreprises, plusieurs ont estimé qu'il s'agirait d'une étape décisive dans la lutte contre les changements climatiques. Les participants ont indiqué que si la transition vers des pratiques plus écologiques était devenue une tendance croissante dans de nombreux secteurs, un soutien supplémentaire du gouvernement du Canada contribuerait probablement à accélérer ce processus. Certains ont également suggéré qu'en aidant les industries à

développer des technologies propres, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial sur ce front et profiter d'avantages économiques supplémentaires en exportant ces technologies dans d'autres parties du monde.

Certains participants ont parlé positivement de l'engagement à alimenter l'économie avec des énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité. Beaucoup ont estimé qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et d'une transition nécessaire pour assurer un environnement durable à plus long terme, alors que d'autres ont pour leur part suggéré que cette mesure pourrait présenter des avantages économiques, affirmant qu'elle pourrait mener à la création de nombreux emplois bien rémunérés, ainsi qu'à un processus de fabrication plus efficace sur le plan énergétique. S'il fallait entreprendre cette transition le plus rapidement possible pour certains, d'autres se sont montrés plus prudents, prévoyant que ces changements pourraient prendre plus de temps et qu'il s'agirait probablement d'un processus graduel. Quelques-uns s'inquiétaient de la capacité des sources d'énergie renouvelable à répondre aux besoins à grande échelle des ménages et des entreprises canadiennes et pensaient que, dans l'intervalle, les sources non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, continueraient à s'avérer nécessaires.

Bien qu'ils soient également considérés comme importants, le maintien de l'approche du Canada en matière de tarification du carbone et le soutien aux agriculteurs dans la construction d'un avenir propre et prospère n'ont été désignés comme des priorités absolues que par quelques participants seulement. Un petit nombre pensait que l'agriculture (et la production de viande en particulier) était une source majeure d'émissions de carbone et de pollution et croyait que des mesures immédiates devaient être prises pour adopter des pratiques agricoles plus durables. Très peu de participants ont commenté les initiatives visant à réduire les coûts énergétiques des maisons et des bâtiments canadiens et à faciliter la transition des Canadiens vers des véhicules électriques.

Soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Deux groupes de résidents du Québec ont discuté de plusieurs enjeux liés à la prestation des soins de santé dans leur province et ailleurs au Canada. Les discussions ont porté principalement sur les expériences et les points de vue des participants relativement au système de santé canadien, et sur les secteurs que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité.

Impressions des soins de santé (résidents de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Outaouais)

Pour commencer, les participants ont échangé leurs impressions du système de santé canadien dans son ensemble. Dans l'ensemble, les participants avaient des points de vue très favorables et estimaient que les soins de santé offerts au Canada étaient généralement d'excellente qualité. Plusieurs ont mentionné qu'ils avaient un médecin de famille qu'ils pouvaient consulter dans un court délai. Certains ont également indiqué que de nombreux Canadiens pouvaient maintenant obtenir des services de

santé sur des plateformes numériques ou au téléphone, et que ces services étaient donc plus accessibles aux populations rurales ou éloignées. Plusieurs avaient des commentaires positifs sur la qualité des soins de santé au Canada comparativement à d'autres pays comme les États-Unis, où ces services sont généralement perçus comme étant plus coûteux et plus difficiles à obtenir. Discutant des aspects à améliorer pour offrir de meilleurs services en santé, plusieurs ont mentionné les délais d'attente de plus en plus longs dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous. De nombreux participants avaient l'impression que les pénuries de personnel attribuables à la pandémie de COVID-19 avaient aggravé le problème, ce qui avait forcé plusieurs professionnels de la santé à travailler des heures excessivement longues, les mettant à risque de souffrir d'épuisement professionnel ou de devoir s'absenter de leur poste pour une longue période. Plusieurs se sont dits préoccupés par la santé physique et mentale des travailleurs qui œuvrent toujours dans le domaine de la santé et qui ont dû assumer une surcharge de travail pour pallier ces pénuries. Certains craignaient que si rien n'était fait pour redresser la situation, le système de santé lui-même puisse s'effondrer.

Sur la question de l'accessibilité, même s'ils étaient très peu nombreux à avoir éprouvé des difficultés avec les services de santé, la plupart avaient l'impression que ces services étaient de moins en moins accessibles pour de nombreux Canadiens, en particulier ceux sans médecin de famille. Bon nombre d'entre eux ont relaté l'expérience de certains de leurs proches qui avaient eu du mal à trouver des spécialistes disponibles alors que les listes d'attente s'allongeaient sur plusieurs mois, voire plus d'un an. Plusieurs avaient entendu parler des longs délais d'attente dans les urgences, un problème qui selon eux s'est aggravé dernièrement. Questionnés à savoir s'ils croyaient que l'accès aux soins de santé s'était détérioré durant la pandémie, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs étaient d'avis que les ressources en santé mentale étaient insuffisantes à l'heure actuelle et que de nombreuses personnes ayant besoin de traitements avaient souvent de la difficulté à obtenir les soins nécessaires. À l'échelle régionale, un petit nombre de résidents de l'Outaouais ont parlé positivement de la facilité avec laquelle ils peuvent obtenir des soins, tant au Québec qu'en Ontario, selon les services requis, ce qui s'avère particulièrement utile pour ceux qui habitent à proximité de la frontière entre ces deux provinces.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient eu recours récemment à des services de santé dans leur région, presque tous les participants de l'Outaouais ont répondu par l'affirmative. Dans ce groupe, tous ont parlé en bien de leur expérience et plusieurs ont dit avoir eu une consultation rapide et efficace pour traiter leurs problèmes de santé. Quelques-uns ont ajouté que même s'ils avaient prévu de longs délais d'attente, la consultation avait été plus rapide que ce à quoi ils s'attendaient. Discutant plus particulièrement des améliorations à apporter pour rehausser la qualité des services, certains s'entendaient pour dire qu'il faudrait améliorer les communications parmi les différents secteurs du système de soins de santé. D'après eux, il devrait y avoir une meilleure collaboration entre les médecins de famille, les spécialistes et les autres professionnels de la santé, surtout pour les patients qui doivent subir des examens médicaux, obtenir des consultations ou des traitements à plus d'un endroit. Plusieurs participants ont réitéré qu'il faudrait redoubler d'effort pour s'assurer que tous les Canadiens aient accès à un médecin de famille, un facteur extrêmement important pour recevoir des soins adaptés et d'excellente qualité.

Priorités en matière de soins de santé (résidents de l'Outaouais)

Les participants du groupe de l'Outaouais ont pris part à une discussion approfondie sur les soins de santé et particulièrement sur les aspects qui devraient être traités en priorité par le gouvernement du Canada dans un avenir immédiat. Questionnés à savoir quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région, presque tous ont mentionné les pénuries perçues de travailleurs de la santé qui, selon eux, représentent une préoccupation urgente. À ce sujet, certains avaient entendu dire que de petites municipalités de leur région avaient commencé à fermer les urgences les fins de semaine en raison d'un manque de personnel, alors que d'autres avaient entendu parler de délais d'attente prolongés pour les ambulances et autres services d'urgence. Plusieurs ont également parlé d'une pénurie générale de spécialistes et de médecins de famille, un phénomène répandu dans toute la région. Au sujet des pénuries apparentes, de nombreux participants ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité d'embaucher des travailleurs de la santé moins qualifiés pour pourvoir les postes vacants et craignaient que la qualité des soins en souffre.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes annonces ou initiatives du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous ont répondu par la négative. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que le gouvernement fédéral avait récemment annoncé cinq domaines prioritaires pour les services de santé au Canada, soit :

- *remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;*
- *augmenter l'accès aux soins de santé familiale;*
- *améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;*
- *s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;*
- *moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.*

Dans l'ensemble, les participants étaient très favorables à toutes les priorités, chacune constituant selon eux un pas important vers des solutions aux défis dans le domaine de la santé qui touchent les Canadiens. Plusieurs participants avaient l'impression que ces priorités répondaient bien à plusieurs des préoccupations soulevées plus tôt durant la discussion et se sentaient rassurés du fait que le gouvernement du Canada reconnaissait ces enjeux et était disposé à prendre les mesures nécessaires pour s'y attaquer. Questionnés à savoir s'ils considéraient certaines de ces priorités comme particulièrement importantes, les participants ont mentionné plusieurs initiatives, comme celles visant à remédier aux pénuries de personnel et à réduire les temps d'attente, à s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, à améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, et à augmenter l'accès aux soins de santé familiale partout au Canada.

De nombreux participants étaient d'avis que l'initiative visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada à l'heure actuelle. Plusieurs croyaient toutefois que ce dernier ne pouvait pas faire grand-chose, mis à part d'augmenter le financement, étant donné que les soins de santé étaient, d'après ce qu'ils avaient compris, une responsabilité provinciale ou territoriale. Certains avaient l'impression que les longs temps d'attente et la pénurie de travailleurs en santé, comme le personnel infirmier, les médecins de famille et les spécialistes étaient des problèmes de longue date qui remontaient à très loin avant la pandémie et qui s'étaient aggravés dans les dernières années. Tous s'entendaient pour

dire qu'un redressement de la situation aurait des répercussions positives sur eux-mêmes et leurs collectivités, et que les Canadiens seraient plus nombreux à demander des soins s'ils savaient qu'ils pouvaient y avoir accès assez facilement. À ce sujet, plusieurs participants étaient également d'avis que l'initiative visant à augmenter l'accès aux soins de santé familiale était importante. D'après eux, les médecins de famille jouent un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit de détecter des problèmes médicaux chez leurs patients et de s'assurer que ceux qui ont besoin de soins soient dirigés vers les bons spécialistes. Bien que la plupart croyaient que cela aurait une incidence minimale sur leur situation (puisque'ils ont déjà un médecin de famille), les participants estimaient qu'il était essentiel d'améliorer l'accès aux médecins de famille pour améliorer la santé globale de leur collectivité.

Un nombre important de participants ont indiqué que le gouvernement fédéral devait absolument améliorer les soins de longue durée et des soins à domicile. La plupart croyaient que de nombreux aînés vivaient actuellement dans des conditions sous-optimales et que les établissements de soins de longue durée n'avaient pas l'argent et l'espace nécessaires pour accueillir les personnes nécessitant des soins supplémentaires. Plusieurs espéraient que celui-ci investisse davantage dans ces établissements et dans les initiatives visant à permettre aux aînés de rester chez eux plus longtemps. Certains croyaient qu'avec de telles mesures, le gouvernement fédéral aiderait non seulement les aînés, mais également leurs familles qui doivent composer avec le stress psychologique et financier qui vient avec la responsabilité de s'occuper de leurs parents âgés et autres proches.

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait s'attaquer en priorité aux questions de santé mentale et de consommation de substances. Pour plusieurs, la santé mentale est un enjeu qui prend de plus en plus d'ampleur et un meilleur accès aux ressources permettrait à un plus grand nombre de personnes de recevoir l'aide dont elles ont besoin plus rapidement, empêchant ainsi leurs troubles de santé mentale de s'aggraver. En ce qui concerne les dépendances, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens, en particulier les jeunes, sur les dangers qu'elles représentent et la façon dont elles progressent. Quelques-uns ont également suggéré que le gouvernement fédéral songe à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues illicites. Selon eux, cela permettrait de réduire les préjugés et d'encourager un plus grand nombre de personnes à obtenir des traitements pour leurs dépendances.

Bien qu'ils aient été moins nombreux à parler de l'initiative visant à moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels, les participants croyaient tout de même que cette mesure serait utile. Plusieurs étaient d'avis que l'élargissement des soins virtuels pourrait servir aux populations rurales ou éloignées, notamment dans le nord du Canada. Quelques-uns avaient l'impression qu'à l'heure actuelle, de nombreux résidents de communautés rurales devaient souvent faire plusieurs heures de route pour consulter un médecin. Pour ce qui est de la modernisation de la gestion des données sur la santé, quelques-uns avaient l'impression qu'elle pourrait contribuer à améliorer les communications dans l'ensemble du système de santé, en facilitant le transfert des dossiers médicaux d'un fournisseur à un autre.

Services de garde et Allocation canadienne pour enfants (parents de jeunes enfants de la GRV)

Des résidents de la grande région de Vancouver (GRV) et parents d'enfants de six mois à quatre ans ont discuté des services de garde abordables et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Bon nombre d'entre eux ont mentionné avoir des enfants qui fréquentent présentement la garderie et plusieurs ont relaté les difficultés qu'ils avaient eues à trouver et à réserver une place. Ils avaient été nombreux à se retrouver sur de longues listes d'attente et certains ont parfois dû attendre plus de deux ans avant qu'une place se libère. En plus des problèmes de disponibilité, les services de garde sont perçus comme étant de plus en plus chers. Certains participants avaient reçu des factures allant de 900 \$ à 1 200 \$ par enfant, par mois.

Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler de récentes actions ou annonces du gouvernement fédéral relativement aux services de garde, de nombreux participants se sont rappelé les ententes conclues avec l'ensemble des provinces et territoires pour réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne au Canada. Même s'ils appuyaient l'initiative visant à rendre les services de garde plus abordables, plusieurs ignoraient les détails de ces programmes. En tant que parents, les participants avaient l'impression qu'ils ne possédaient pas beaucoup d'information sur la mise en œuvre de ces programmes ou sur la marche à suivre pour y avoir accès. Bien qu'un petit nombre aient cru comprendre que certains programmes pilotes étaient déjà en place, la plupart des participants ignoraient comment trouver ces informations ou la marche à suivre pour inscrire leurs enfants. Quelques participants seulement avaient inscrit leurs enfants à l'un de ces programmes.

En guise de précision, nous avons fourni aux participants l'information suivante :

Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026. En Colombie-Britannique, le plan prévoit de réduire les frais de garde moyens à la charge des parents pour les services de garde réglementés et subventionnés destinés aux enfants de 0 à 5 ans de 50 % d'ici décembre 2022.

En réaction à cette information, plusieurs se sont demandé si cet engagement était financièrement possible pour le gouvernement fédéral. Quelques-uns ont également remis en question l'échéancier, étant d'avis qu'une réduction de 50 pour cent des frais d'ici décembre 2022 n'était pas un objectif réaliste. Certains étaient curieux de savoir si ces programmes seraient offerts à toutes les familles ou si les critères d'admissibilité seraient basés sur le revenu. Quelques participants se sont demandé si ce programme serait obligatoire pour tous les services de garde, et certains doutaient que tous les fournisseurs adhèrent au programme sur une base volontaire. Plusieurs s'inquiétaient à savoir s'il y aurait suffisamment d'éducatrices de la petite enfance pour répondre à la demande des parents de plus en plus nombreux à accéder aux services de garde en vertu de ce programme, alors que d'autres avaient l'impression qu'il y avait déjà une pénurie de travailleurs qualifiés dans ce secteur.

Discutant des répercussions possibles de ces ententes, plusieurs ignoraient jusqu'à quel point ils pourraient eux-mêmes en bénéficier. Les participants étaient généralement d'avis que bien qu'ils semblent utiles à première vue, de nombreuses questions demeuraient à savoir comment et quand ces programmes deviendraient accessibles à tous les parents. Même si quelques-uns s'attendaient à ce que de nombreux parents bénéficient du programme à l'avenir, ils doutaient qu'il soit mis en œuvre dans un laps de temps assez court pour qu'ils puissent eux-mêmes en profiter. Plusieurs souhaitaient que le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux élaborent un échéancier et un plan d'action détaillés pour que les parents aient des attentes claires quant au moment où ces programmes seraient mis en œuvre dans leurs régions.

Tous les participants s'entendaient pour dire que la prestation de services de garde abordables devrait être une priorité importante pour le gouvernement du Canada. La majorité croyait que les frais que les parents doivent engager pour élever un enfant avaient considérablement augmenté dans les dernières années et que toutes mesures visant à alléger ce fardeau étaient les bienvenues. Les participants s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un enjeu particulièrement important à l'heure actuelle, compte tenu de la hausse perçue du coût de la vie et du taux d'inflation élevé. Plusieurs ont mentionné qu'ils avaient de plus en plus de difficulté à payer pour les biens et services courants, comme l'épicerie, l'essence et d'autres biens essentiels.

Discutant des soutiens et des programmes en général, les participants ont exprimé leur enthousiasme pour plusieurs initiatives existantes qui offrent aux parents de l'aide pour payer les coûts additionnels pour l'éducation des enfants. Questionnés à savoir s'ils pouvaient nommer des initiatives du gouvernement fédéral destinées aux parents, plusieurs ont parlé de programmes existants comme le congé de maternité de douze mois, le Régime enregistré d'épargne-études (REEE) et l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Au sujet de l'ACE, tous les participants ont indiqué qu'ils étaient au courant de son existence et qu'ils en étaient des bénéficiaires. Plusieurs ont parlé en bien de l'aide financière offerte par l'ACE, de l'apparente facilité du processus de demande et des prestations libres d'impôt. Quant aux suggestions d'améliorations, quelques participants étaient d'avis que les seuils de revenu familial net ajusté étaient trop bas et qu'il faudrait les réévaluer pour tenir compte de l'inflation élevée et de l'augmentation du coût de la vie, entre autres. Questionnés à savoir comment ils utilisaient habituellement les prestations d'ACE qu'ils recevaient, la plupart ont mentionné les dépenses pour les enfants comme les couches, la nourriture, l'épargne pour pallier aux urgences, ou les placements dans les REEE de leurs enfants. Même si tous les participants ont dit apprécier l'ACE, la plupart croyaient que son incidence était négligeable et que le montant versé était insuffisant pour faire une réelle différence. Discutant des façons dont le gouvernement du Canada pourrait s'y prendre pour fournir une aide supplémentaire aux parents et aux familles, plusieurs ont proposé d'augmenter le montant des prestations qui leur sont versées, comme l'ACE, pour tenir compte de la hausse du taux d'inflation, et des dépenses additionnelles qu'entraîne la hausse du coût de la vie pour les familles avec de jeunes enfants.

Services du gouvernement du Canada (résidents de la RGT ayant récemment utilisé les services du gouvernement fédéral)

Dans un groupe composé de personnes qui avaient récemment utilisé les services du gouvernement du Canada, les participants ont discuté de leurs expériences et ont fait des suggestions pour améliorer ces services. En ce qui concerne les types de services et les interactions, plusieurs ont parlé du renouvellement des passeports (les leurs ou ceux des membres de leur famille) avec Service Canada. Quelques autres avaient également eu des contacts avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Alors que ceux qui avaient eu affaire à IRCC et à l'ARC ont commenté positivement leur expérience, presque tous les participants qui avaient interagi avec Service Canada, de manière générale ou pour un renouvellement de passeport, ont critiqué le processus et leurs interactions. Bon nombre d'entre eux qui s'étaient rendus dans les bureaux de Service Canada s'étaient butés à de longues files d'attente et ont expliqué qu'ils avaient dû se mettre en file avec d'autres citoyens très tôt le matin pour pouvoir parler à un représentant durant les heures d'ouverture. Quelques-uns avaient également entendu dire que des gens avaient dû attendre en file toute une nuit ou pendant plusieurs jours devant certains bureaux de Service Canada. Ceux qui avaient envoyé leurs demandes et qui attendaient toujours leurs passeports ignoraient combien de temps pourrait prendre ce processus. Plusieurs ont relaté leurs difficultés à contacter des représentants de Service Canada pour connaître le statut de leurs demandes de passeport. Cette incertitude avait compliqué la planification et la réservation des voyages. Quelques participants ont mentionné que les retards dans la réception de leur passeport avaient eu des répercussions sur leur vie professionnelle et leur situation financière puisqu'ils n'avaient pas pu voyager à l'étranger pour leur travail. Quelques-uns avaient dû carrément annuler leurs projets de voyage parce qu'ils n'avaient pas reçu leur nouveau passeport dans les délais prévus. De façon plus générale, plusieurs étaient d'avis que la qualité et la rapidité du service avaient diminué dans les dernières années. Questionnés à savoir s'ils avaient reçu des renseignements contradictoires en accédant aux services du gouvernement fédéral, très peu ont répondu que cela avait été le cas. Pour ces participants, ces situations étaient principalement liées aux demandes relatives aux déclarations de revenus fédérales où ils croyaient avoir reçu de l'information contradictoire, dépendamment du représentant à qui ils avaient parlé.

Nous avons présenté aux participants une liste de facteurs susceptibles d'avoir un impact sur les services de passeport et leur avons demandé quelles pourraient être leurs répercussions sur les délais qu'ils avaient connus ou dont ils avaient entendu parler. Ces facteurs étaient les suivants :

- *une augmentation du volume de demandes;*
- *un recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long;*
- *les restrictions de santé publique;*
- *une forte proportion de demandes complexes (c.-à-d. des demandes qui comportent des changements qui ont pu se produire depuis la première demande, par exemple, des coordonnées*

périmées, des personnes à charge qui ont atteint l'âge de 18 ans, des documents manquants, etc.).

Presque tous les participants s'accordaient pour dire que les problèmes signalés relativement aux services de passeport étaient principalement attribuables à l'augmentation du nombre de demandes. Certains croyaient qu'un nombre important de Canadiens avaient laissé leur passeport expirer en raison de la pandémie et des exigences en matière de santé publique, ce qui les avait amenés à annuler ou reporter leurs projets de voyage, entraînant du même coup de sérieux retards dans le traitement des demandes de renouvellement puisque les Canadiens étaient de plus en plus nombreux à vouloir voyager à l'étranger pour la première fois en deux ans. Plusieurs participants croyaient que ces difficultés, combinées avec des demandes de plus en plus complexes en raison des changements de vie attribuables à la pandémie (comme une nouvelle adresse, un changement dans la situation familiale et de nouvelles personnes à charge) avaient probablement fait en sorte d'allonger le processus d'examen et de traitement des passeports. Même s'ils étaient peu nombreux à croire que le recours aux demandes par voie postale était un facteur important ayant contribué aux retards, certains ont suggéré que Service Canada développe un système de suivi plus complet et plus convivial qui permettrait aux demandeurs de vérifier facilement le statut de leur demande en ligne. Les participants étaient d'avis que ce système permettrait de simplifier le processus de demande en plus de libérer des ressources pour traiter les demandes de passeports plutôt que de répondre aux demandes de statut. Plusieurs ont aussi présumé que les pénuries de personnel étaient la cause principale des retards, et certains avaient l'impression que de nombreux travailleurs avaient pris un congé de maladie en raison de la COVID-19 ou avaient changé de carrière durant la pandémie.

Peu de participants avaient entendu dire que Service Canada avait embauché environ 600 nouveaux employés en 2022 (et prévoyait en embaucher 600 autres à l'avenir), mais tous croyaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction. Questionnés à savoir s'ils se rappelaient d'autres récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ces enjeux, quelques participants seulement ont répondu qu'ils avaient entendu dire que certains bureaux de Service Canada avaient prolongé leurs heures d'ouverture pour inclure les soirées et les fins de semaine.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait faire de ces enjeux une priorité. En plus d'ajouter du personnel, certains ont suggéré d'alléger et de simplifier le processus de traitement des passeports, en ajoutant des nouveautés comme une option permettant aux détenteurs actuels de renouveler leur passeport en ligne. D'autres ont recommandé de permettre aux demandeurs de prendre un rendez-vous à une heure et à un endroit précis afin de leur éviter les longues files d'attente. Quelques-uns ont aussi proposé d'offrir une formation supplémentaire et du perfectionnement aux employés de Service Canada. Plus particulièrement, les participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour assurer un niveau élevé de service et une certaine uniformité parmi le personnel afin d'offrir une meilleure expérience aux Canadiens qui souhaitent utiliser ces services.

Logement (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté du logement, et plus particulièrement de plusieurs initiatives annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se rappelaient de récentes nouvelles ou annonces de la part du gouvernement fédéral au sujet du logement, très peu ont répondu par l'affirmative.

Durant les exercices, les participants étaient invités à évaluer différentes séries d'initiatives, chacune s'attaquant à un enjeu précis en matière de logement. La première série, qui concernait l'augmentation des logements disponibles au Canada, incluait ce qui suit :

- *Un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements, qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements;*
- *Une réaffectation des budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires;*
- *Un investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements;*
- *Un investissement de 1,5 milliard de dollars supplémentaires sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale;*
- *Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu;*
- *Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits;*
- *Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation;*
- *Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.*

Une large proportion de participants a mentionné la création d'un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada comme étant une initiative prometteuse. Plusieurs croyaient que la pénurie de logements disponibles était le principal facteur qui expliquait la hausse des prix et s'attendaient à ce que ces efforts contribuent en grande partie à rendre les logements plus abordables dans plusieurs régions. Un petit nombre de participants s'inquiétaient au sujet des types de maisons qui seraient construites dans le cadre de ce programme et ont souligné l'importance de rendre les nouvelles habitations accessibles à tous les Canadiens, y compris les personnes à faible revenu et les membres de communautés marginalisées.

L'annonce d'un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale a également plu aux participants. Plusieurs étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts sur les personnes aux prises avec ces difficultés et un grand nombre d'entre eux croyaient qu'un engagement financier important comme celui-ci était une étape nécessaire pour s'attaquer à cet enjeu.

De nombreux participants s'accordaient pour dire que l'initiative qui vise à affecter des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était également un élément clé de la stratégie fédérale en matière de logement. Plusieurs ont indiqué que l'augmentation du coût du loyer représentait un défi grandissant pour les Canadiens, en particulier ceux qui vivent dans les centres urbains où les loyers ont considérablement augmenté dans les dernières années. Certains avaient l'impression que ce programme profiterait surtout aux jeunes et aux nouvelles familles, en leur donnant une plus grande souplesse financière et la possibilité d'épargner sans devoir consacrer une part aussi importante de leur revenu mensuel aux frais de logement. Un certain nombre de participants étaient également d'avis qu'un investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements représentait une initiative importante. Plusieurs croyaient qu'avec cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait augmenter la capacité et l'achalandage des réseaux de transport en commun existants, tout en étendant ces services aux régions suburbaines et rurales où le transport en commun est moins accessible.

Quelques-uns ont commenté les initiatives qui visent à réaffecter des budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires et un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement. Les initiatives qui consistent à fournir un investissement additionnel de 500 millions de dollars pour augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada et 150 millions sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord ont reçu très peu d'attention de la part des participants. Ceux-ci étaient généralement d'avis que ces initiatives auraient peu d'impact sur leurs communautés respectives.

Nous avons ensuite présenté aux participants une deuxième série de priorités, cette fois axées sur l'abordabilité du logement et la création de nouvelles façons d'accéder à la propriété. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition;*
- *Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$;*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable;*

- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe;*
- *Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat;*
- *Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.*

Dans l'ensemble, la plupart des initiatives ont reçu un appui considérable, bon nombre de participants étant d'avis que toutes ces mesures contribueraient probablement à rendre les logements plus abordables pour les Canadiens. Plusieurs étaient particulièrement favorables aux initiatives qui ont pour but d'aider les acheteurs d'une première maison, comme l'engagement de doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH). Ils étaient nombreux à croire que les coûts élevés liés à l'accès à la propriété (qui incluent normalement une mise de fonds importante) constituaient le plus grand obstacle pour les acheteurs potentiels et qu'en doublant le CIAPH, le gouvernement fédéral fournirait à plusieurs le soutien financier nécessaire pour l'achat d'une première maison. L'initiative visant à élargir l'Incitatif à l'achat d'une première propriété a été accueillie avec le même enthousiasme, plusieurs croyant que le soutien accru pour les Canadiens sans conjoint(e) était un élément important de ce programme. Bien qu'à un degré moindre, les participants ont réagi favorablement à l'annonce d'un nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété. Un petit nombre s'attendait à ce que cette initiative ait une incidence sur eux-mêmes ou les membres de leur famille en les aidant à atteindre leur objectif d'épargne en vue de l'achat d'une maison.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un appui important des participants. La plupart étaient d'avis que de nombreux Canadiens avaient peine à composer avec les loyers élevés et que ce programme représentait une alternative d'accès à la propriété pour ceux qui peinent à épargner pour une mise de fonds suffisante. Plusieurs, dont des propriétaires, étaient favorables à cette initiative et ont commenté que ce type de programme leur aurait été très utile pour l'achat de leur première maison.

Ils étaient nombreux à parler en bien de l'investissement de 562 millions de dollars pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. Les participants étaient généralement d'avis que ces mesures auraient des répercussions positives et qu'il s'agissait de la bonne chose à faire de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs s'entendaient pour dire que les vétérans avaient besoin d'un soutien additionnel et jugeaient que cet investissement était un pas important pour les aider et leur démontrer notre gratitude pour leur service militaire.

Très peu étaient en faveur d'un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable. Plusieurs ont réagi négativement à cette initiative, estimant que ce montant était nettement insuffisant pour vraiment aider les Canadiens à accéder à un logement abordable à long terme.

Les participants ont ensuite évalué une troisième série d'initiatives, cette fois visant à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*
- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier);*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

L'initiative visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu le plus grand appui de la part des participants. Plusieurs avaient déjà participé à ce processus au moment d'acheter une propriété et croyaient qu'il avait contribué à faire augmenter leur anxiété en les pressant de soumettre une offre plus élevée que nécessaire pour conclure l'achat. La mesure qui consiste à créer de nouvelles pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des réno-évictions a également reçu une attention considérable des participants. Plusieurs se rappelaient avoir entendu des proches leur raconter qu'ils avaient été victimes de cette pratique qu'ils jugeaient injustement punitive pour les locataires qui auraient de la difficulté à trouver un logement abordable.

Alors qu'ils étaient nombreux à mentionner la prévalence des propriétés vacantes comme un problème de plus en plus répandu dans leur région, la mesure visant à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes a suscité très peu d'intérêt. De la même façon, l'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les flips immobiliers et celle qui interdit aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans n'ont reçu qu'un faible soutien.

Réfléchissant à leurs impressions globales du plan en matière de logement du gouvernement fédéral, de nombreux participants étaient préoccupés par l'immense portée de ces mesures. Plusieurs étaient d'avis que plutôt que d'aller de l'avant avec toutes ces initiatives, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur quelques priorités clés à la fois, en s'assurant qu'elles sont mises en œuvre correctement avant de passer à une autre série d'initiatives. Quelques-uns n'ont pas compris le plan en général et comment chacune des initiatives s'inscrirait dans un cadre d'action cohérent, et était d'avis que le plan serait beaucoup trop complexe. Toutefois, questionnés à savoir s'ils croyaient réaliste que le gouvernement du Canada puisse mettre en œuvre toutes ces initiatives, les participants étaient pour la plupart optimistes et croyaient qu'avec suffisamment de temps et d'engagement, toutes ces initiatives pourraient effectivement être mises en place pour aider les Canadiens.

Cryptomonnaies (propriétaires de cryptomonnaies du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Dans ce groupe composé exclusivement de propriétaires de cryptomonnaies, les participants ont partagé leurs expériences avec les devises numériques. Les participants ont décrit la cryptomonnaie comme une forme de devise sûre, décentralisée et à libre accès qui est largement visible et protégée par une chaîne de blocs, une technologie de registre distribué. Plusieurs ont ajouté que la cryptomonnaie était une unité d'échange financier qu'ils croyaient être identique à toute autre forme de monnaie fiduciaire. Même si quelques-uns n'avaient entendu parler que récemment des cryptomonnaies et investi dans celles-ci dans la dernière année, d'autres ont dit connaître l'existence et faire des opérations de devises comme le Bitcoin depuis de nombreuses années. Questionnés à savoir comment ils obtenaient habituellement leurs informations sur les cryptomonnaies, la plupart des participants ont répondu qu'ils faisaient leurs propres recherches en ligne avec Google ou suivaient des experts en la matière sur des plateformes comme YouTube, Twitter et TikTok.

Plusieurs plaçaient les cryptomonnaies dans une catégorie d'actifs à haut risque et à haut rendement, et ne prévoyaient pas que celles-ci occupent une grande place dans leurs portefeuilles de placements ou la planification de leur avenir financier. Par ailleurs, quelques participants étaient convaincus que les devises numériques représentaient l'avenir en matière d'investissement. Ils croyaient que les cryptomonnaies gagneraient en popularité alors que la technologie et les finances deviennent de plus en plus interdépendantes.

Les expériences avec les cryptomonnaies étaient mitigées. Quelques participants ont qualifié le commerce de ces instruments financiers d'amusant et d'excitant en raison du potentiel de rendement élevé. Par contre, bon nombre étaient d'avis que les cryptomonnaies représentaient un investissement excessivement risqué. À ce sujet, certains étaient préoccupés par le manque d'engagement du système bancaire traditionnel et par conséquent, comparaient les investissements dans les cryptomonnaies à un jeu de hasard ou à la loterie. Plusieurs avaient connu des fluctuations importantes dans leurs portefeuilles de cryptomonnaies et ont qualifié ces dernières de très volatiles. Certains ont parlé de leurs expériences, surtout négatives, avec les cryptomonnaies, ayant fait leur entrée sur le marché à la fin de 2021, pour voir leur investissement considérablement réduit dans les mois qui ont suivi.

Les participants ont décrit leurs préoccupations au sujet des cryptomonnaies comme suit :

- Le manque de sécurité financière – Plusieurs ont parlé de ce qu'ils considéraient comme un manque de sécurité généralisé concernant les investissements dans les cryptomonnaies. Les participants ont indiqué que, contrairement aux dépôts de monnaies fiduciaires qui sont garantis par des organisations comme la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), aucune assurance ni aucun recours n'étaient offerts aux investisseurs en cryptomonnaies qui subissent des pertes en raison d'activités spéculatives ou de piratage.
- Les enjeux liés à la scalabilité des cryptomonnaies – Certains se sont demandé s'il était réaliste de s'attendre à ce que les cryptomonnaies soient adoptées par le public à grande échelle. Les

participants étaient d'avis que l'infrastructure financière actuelle et la capacité énergétique (c'est-à-dire l'électricité requise pour exploiter les cryptomonnaies) étaient insuffisantes pour permettre l'adoption et l'utilisation généralisées des cryptomonnaies par la majorité de la population.

- La réglementation accrue – Quelques participants craignaient une réglementation accrue des cryptomonnaies. Ils s'attendaient à un appui de plus en plus important pour revoir et possiblement renforcer le cadre réglementaire entourant les cryptomonnaies au Canada alors que les devises numériques gagnent en popularité parmi les investisseurs. Plusieurs ont mentionné que le laxisme réglementaire dans ce secteur était un facteur qui les avait d'abord attirés vers les cryptomonnaies.
- La volatilité – Plusieurs ont réitéré leurs préoccupations envers la grande instabilité de ces devises et la possibilité pour les investisseurs de perdre beaucoup d'argent en raison des risques perçus associés au marché des cryptomonnaies.

Dans l'ensemble, la plupart des participants s'opposaient à ce que le gouvernement du Canada réglemente davantage les cryptomonnaies. Bien que certains voyaient l'absence relative de réglementation comme un des aspects les plus attrayants de ces devises, d'autres doutaient qu'on puisse bien réglementer les devises numériques. Même si plusieurs étaient d'avis qu'il y aurait lieu de renforcer la réglementation, notamment pour les grandes bourses qui facilitent les opérations impliquant des quantités importantes de cryptomonnaies, personne ne prônait une réglementation globale de tout le secteur. Néanmoins, bon nombre de participants craignaient qu'une mauvaise gestion de ces entreprises entraîne des pertes considérables pour les investisseurs et croyaient qu'on pourrait en faire plus pour surveiller leurs activités. Presque tous les participants étaient préoccupés par les arnaques possibles en lien avec les cryptomonnaies. À ce sujet, plusieurs ont cité le récent effondrement en juin 2022 de Luna, une importante cryptomonnaie qui a perdu pratiquement toute sa valeur en très peu de temps. À ce sujet, la plupart s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens au sujet des cryptomonnaies, notamment pour reconnaître les arnaques possibles et investir de manière responsable.

Très peu de participants croyaient bien connaître les répercussions fiscales des investissements dans les cryptomonnaies. Plusieurs avaient l'impression que les détenteurs de cryptomonnaies devaient déclarer ces placements dans leur impôt fédéral. Certains croyaient qu'il existait des méthodes pour investir dans les devises numériques de manière non imposable, mais n'ont pu fournir aucun détail.

Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)

Dans un groupe, les participants ont discuté des justificatifs numériques et de leur mise en œuvre au Canada. Nous avons d'abord demandé aux participants s'ils savaient ce qu'étaient les « justificatifs numériques ». Un petit nombre d'entre eux ont supposé qu'il s'agissait de plateformes comme LinkedIn où on pouvait afficher ses titres de compétences et ses qualifications, mais aucun n'était familiarisé avec ce concept. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

Les justificatifs numériques sont un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique. Les justificatifs numériques reposent sur une base entièrement volontaire et peuvent être utilisés lors de transactions de services plutôt que de devoir se présenter en personne pour fournir les documents requis (ou plutôt que de devoir transmettre une version numérisée ou une photo de documents physiques). De la même façon que vous placeriez vos documents physiques dans un endroit sûr ou dans votre portefeuille, vos justificatifs numériques peuvent être stockés de manière sécurisée sur un appareil personnel.

Veillez noter que les justificatifs numériques ne sont **pas** la même chose que de numériser ou prendre une photo de documents physiques; ces justificatifs numériques sont essentiellement **L'équivalent** électronique de documents physiques. Je vais vous montrer un exemple pour illustrer mon propos.

Nous avons également présenté une image de justificatif numérique, accompagnée des renseignements suivants :

Voici un exemple de la carte de services numérique adoptée par la province de la Colombie-Britannique, au Canada. Vous pouvez voir l'équivalent électronique de la carte de services physique de la C.-B. (à gauche), qui vous permet d'accéder aux services provinciaux, y compris les soins de santé.



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique. Elle est divisée en deux parties. À la gauche, on peut voir une carte d'identité traditionnelle émise en Colombie-Britannique. Dans la partie supérieure, il est écrit « British Columbia Services Card » en lettres carrées et directement en dessous, « British Columbia CAN » en grosses lettres bleues. Plus bas, on peut voir le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa », accompagné de la photo et de la signature de celle-ci. La carte contient d'autres renseignements : date d'émission, date d'expiration, genre, adresse et date de naissance. Au centre, du côté droit, on voit les armoiries officielles de la Colombie-Britannique et une image holographique de la détentrice, ainsi que sa date de naissance. À côté de la carte d'identité se trouve une flèche pointant vers la droite, où on peut voir une version numérique de cette même carte. Sur l'écran d'un téléphone intelligent, on voit une application montrant une carte d'identité numérique avec la mention « BC Services Card », le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa » et sa photo en dessous. En dessous de cette carte d'identité, on peut voir trois options sur lesquelles on peut taper, soit « Use My Mobile Card », « Enter Pairing Code » et « My Account ». Le logo de la Colombie-Britannique apparaît dans le bas de l'image à droite.

Même si certains étaient d'avis que les justificatifs numériques pourraient être un moyen plus pratique de s'identifier, plusieurs craignaient un usage répandu de cette technologie. De nombreux participants

s'inquiétaient des risques pour la sécurité à stocker des renseignements personnels de nature délicate sur les appareils mobiles et croyaient que les justificatifs numériques pourraient être exposés au piratage informatique ou à risque en cas de perte ou de vol de l'appareil. À ce sujet, plusieurs craignaient l'usurpation d'identité, qui selon eux est une préoccupation pour certains Canadiens moins familiarisés avec la technologie, comme les téléphones intelligents, et qui ignorent comment stocker leurs renseignements de façon sécuritaire. Bien que la plupart préféreraient continuer d'utiliser l'identification physique, certains voyaient une utilité aux justificatifs numériques comme complément aux cartes physiques, du moment qu'ils ne les remplacent pas complètement.

En discutant des types de justificatifs numériques déjà utilisés, bon nombre de participants ont mentionné les technologies comme les options de paiement numérique sans contact (p. ex., Apple Wallet et Google Pay), les outils en lien avec la pandémie comme les preuves de vaccination numériques, et l'application ArriveCAN. Quelques participants ont mentionné l'application GiveBlood conçue par la Société canadienne du sang et qui permet de planifier les rendez-vous, de gérer et de faire le suivi des dons de sang, et qui selon eux pourrait être un autre exemple de justificatif numérique. Plusieurs croyaient qu'il y aurait lieu d'utiliser les justificatifs numériques dans des domaines comme la santé pour permettre aux patients d'avoir tous leurs renseignements médicaux au même endroit, et aux parents d'accéder rapidement au dossier médical de leurs enfants. Certains ont suggéré que ces justificatifs pourraient avoir des applications de sécurité étendues, combinant technologie et biométrie pour offrir une protection supplémentaire à ceux qui veulent avoir accès à des zones sécurisées comme des immeubles résidentiels.

Questionnés sur les avantages à utiliser les justificatifs numériques, un certain nombre de participants ont répondu qu'ils faciliteraient sans doute la mise à jour de leurs renseignements en cas de changement d'adresse ou de nom, puisque la tâche serait effectuée numériquement et n'exigerait plus la création d'une nouvelle carte physique. Quelques participants ont supposé qu'il serait possible pour les personnes avec plusieurs identifications et qualifications (p. ex., un permis de conduire, un permis de pêche, un permis d'armes à feu) de consolider tous leurs renseignements essentiels sur une seule application plutôt que d'avoir plusieurs cartes d'identité. Un petit nombre s'opposait à ce qu'on utilise les justificatifs numériques en toutes circonstances, sous prétexte qu'ils représentent un risque beaucoup trop grand pour leurs renseignements personnels. Certains ont plutôt suggéré d'ajouter un code QR à balayer contenant tous ces renseignements sur leur carte d'identité physique.

Invités à partager leurs préoccupations au sujet de cette technologie, plusieurs participants ont réitéré leurs inquiétudes concernant l'usurpation d'identité et la sécurité de leurs renseignements personnels. Bon nombre d'entre eux se sont aussi demandé qui pourrait avoir accès à ces données et quels seraient les protocoles et les règlements qui seraient mis en place pour s'assurer qu'elles ne soient pas utilisées par des tierces parties. Plusieurs s'interrogeaient à savoir ce qu'il adviendrait s'ils égarèrent leur appareil mobile et se retrouvaient soudainement sans rien pour s'identifier. Quelques-uns se sont demandé si on pouvait se fier aux justificatifs numériques, compte tenu des risques de pannes de réseau (comme celle survenue chez Rogers Communication à l'échelle du pays en juillet 2022). D'autres craignaient également qu'une adoption généralisée des justificatifs numériques soit discriminatoire à l'égard des personnes à faibles revenus en raison des coûts élevés associés à la technologie requise pour présenter cette information.

Questionnés sur les répercussions pour une société dans laquelle les justificatifs numériques seraient largement utilisés, plusieurs participants étaient d'avis que le quotidien serait beaucoup plus restreint et doutaient qu'il soit convenable d'attribuer une aussi grande responsabilité à un seul ministère ou organisme pour gérer ces justificatifs (basé sur leur perception selon laquelle un ministère du gouvernement gérerait tous les justificatifs). Quelques-uns craignaient que les aînés se sentent isolés dû à leur manque de connaissance des justificatifs et des appareils numériques (en général), ce qui les inciterait à se retirer d'une société dans laquelle cette technologie serait largement répandue. Pour toutes ces raisons, les participants s'entendaient pour dire que l'adoption généralisée des justificatifs numériques par les Canadiens pourrait s'avérer difficile, surtout parmi les cohortes de la société qui se méfient déjà des institutions publiques.

Réconciliation (Autochtones de l'Alberta)

Un groupe composé d'Autochtones résidant en Alberta a abordé un certain nombre de questions liées à la réconciliation. Les participants ont reçu des informations portant sur plusieurs mesures récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour répondre aux préoccupations actuellement soulevées par les communautés autochtones. La première série d'initiatives axées sur le traitement des préjudices et de la discrimination subis par les enfants autochtones dans le passé comprenait :

- *4 milliards de dollars pour s'assurer que les enfants des Premières Nations reçoivent l'aide dont ils ont besoin par l'application du principe de Jordan. Ce financement appuiera également des réformes à long terme qui visent à améliorer la mise en œuvre du principe de Jordan;*
- *87,3 millions de dollars en vue d'appuyer les communautés autochtones à mettre en œuvre des lois sur la protection des enfants autochtones;*
- *209,8 millions de dollars afin de documenter, localiser et commémorer les lieux de sépulture dans les anciens pensionnats;*
- *Nommer un interlocuteur spécial qui travaillera avec les peuples autochtones en vue de renforcer les lois et les pratiques fédérales pour protéger et préserver les lieux de sépulture non marqués;*
- *5,1 millions de dollars pour s'assurer que la Gendarmerie royale du Canada peut appuyer les interventions dirigées par la communauté liées aux lieux de sépulture non marqués;*
- *25 millions de dollars pour appuyer la numérisation de millions de documents relatifs au régime fédéral d'externat autochtone, ce qui offrira aux survivants et à tous les Canadiens un accès véritable à ces documents.*

Plusieurs participants ont parlé en termes positifs de l'initiative visant à allouer 4 milliards de dollars à la mise en œuvre du *principe de Jordan*, selon lequel tous les enfants autochtones doivent avoir accès aux produits, services et mécanismes de soutien dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Un certain nombre de participants a indiqué que l'accessibilité aux biens et services était limitée dans de nombreuses communautés autochtones, et qu'un financement comme celui-ci contribuerait sans doute grandement à résoudre ce problème et à faire en sorte que les enfants autochtones disposent de tout ce dont ils ont besoin. Quelques-uns se sont dits préoccupés par la nécessité de prévoir une surveillance suffisante de la manière dont cet argent serait dépensé, tandis qu'un petit nombre a

exprimé sa méconnaissance générale du *principe de Jordan*. Dans l'ensemble, les participants se sont montrés favorables à toutes les autres initiatives présentées, mais quelques-uns ont exprimé leurs préoccupations quant à l'engagement de 5,1 millions de dollars visant à faire en sorte que la Gendarmerie royale du Canada (GRC) puisse soutenir les réponses communautaires aux lieux de sépulture non marqués. Certains ont remis en question la participation de la GRC dans ce processus, compte tenu notamment du rôle perçu joué par l'organisme dans le fonctionnement du système historique des pensionnats. D'une manière plus générale, quelques personnes étaient d'avis que si ces initiatives représentaient un premier pas positif, un financement supplémentaire et une approche à plus long terme seraient probablement nécessaires pour relever les défis systémiques perçus auxquels sont confrontés les peuples autochtones du Canada.

Une deuxième série d'initiatives, comprenant cette fois des mesures visant à faire en sorte que les communautés autochtones soient plus fortes et en meilleure santé, a ensuite été présentée aux participants. Celles-ci comprenaient notamment :

- 268 millions de dollars pour fournir des soins de haute qualité dans les communautés éloignées et isolées des Premières Nations dans les réserves;
- 190,5 millions de dollars en vue d'aider les communautés et les organismes autochtones à continuer d'atténuer les répercussions de la COVID-19;
- 227,6 millions de dollars pour maintenir des services adaptés à la culture, qui tiennent compte des traumatismes et qui sont dirigés par des Autochtones en vue d'améliorer le mieux-être mental;
- 310,6 millions de dollars pour veiller à ce que les enfants des Premières Nations vivant dans les réserves reçoivent un enseignement de grande qualité qui répond à leurs besoins uniques;
- 4 milliards de dollars pour soutenir le logement dans les communautés autochtones.

Si toutes les initiatives ont donné lieu à des réactions essentiellement positives, les participants ont porté une attention particulière à l'engagement du gouvernement du Canada visant à consacrer 4 milliards de dollars au soutien du développement du logement dans les communautés autochtones. À ce propos, plusieurs participants étaient d'avis que les logements abordables étaient actuellement en nombre insuffisant dans de nombreuses réserves et qu'une grande partie des habitations disponibles étaient en mauvais état et devaient être réparées. Les participants pensaient que l'amélioration de la situation du logement dans ces communautés aurait probablement un impact positif sur bon nombre de leurs membres. Ils ont estimé qu'en bénéficiant d'une base solide sous la forme d'un logement, ceux qui connaissent actuellement des difficultés seraient probablement en mesure d'améliorer d'autres aspects de leur vie, comme leur bien-être économique et social. Bien qu'ils soient également favorables à des investissements supplémentaires dans le logement autochtone, quelques-uns ont estimé qu'il fallait mettre en place un système de responsabilité pour ceux qui bénéficient de ces initiatives, afin de garantir que ces propriétés soient correctement entretenues et ne se détériorent pas. En plus du logement, plusieurs ont mentionné la mauvaise qualité perçue de l'éducation à tous les niveaux comme étant l'un des problèmes les plus urgents auxquels les communautés autochtones sont actuellement confrontées.

Ainsi, outre le logement, la mauvaise qualité de l'éducation était pour plusieurs l'un des problèmes les plus urgents au sein des communautés autochtones. Ceux-ci ont déclaré que l'initiative visant à fournir 310,6 millions de dollars pour garantir que les enfants autochtones vivant dans les réserves reçoivent une éducation de haute qualité aurait un impact significatif. Certains participants étaient d'avis que la qualité de l'éducation dans les réserves pouvait être grandement améliorée et espéraient que ces investissements procureraient des avantages à long terme aux enfants autochtones. Il a été suggéré de consacrer ce financement supplémentaire au recrutement d'enseignants qualifiés et de personnel de soutien qui pourraient travailler au sein des communautés, ainsi qu'aux améliorations indispensables à l'infrastructure scolaire, dans les réserves. Quelques participants ont exprimé le souhait qu'un plus grand soutien soit offert à ceux qui désirent poursuivre des études secondaires hors réserve, estimant que cela offrirait des possibilités supplémentaires aux étudiants qui cherchent à fréquenter le collège ou l'université. Bien que les réactions à toutes les initiatives présentées aient été principalement positives, un petit nombre de participants s'est demandé si la lutte contre les impacts continus de la COVID-19 demeurerait une priorité importante. Ces participants pensaient que ce financement pourrait être mieux dépensé ailleurs.

Le groupe s'est ensuite vu présenter une troisième série d'initiatives axées sur la promotion de l'autodétermination et du développement des communautés autochtones et leur développement économique :

- *29,6 millions de dollars afin de soutenir des actions autodéterminées pour répondre aux priorités climatiques des peuples autochtones;*
- *103,4 millions de dollars pour fournir aux communautés autochtones l'occasion de tirer parti de tous les types de projets de ressources naturelles;*
- *150 millions de dollars afin de favoriser des possibilités économiques prêtes à démarrer dans les communautés autochtones;*
- *15 millions de dollars pour soutenir le développement économique autochtone dans le Nord;*
- *35 millions de dollars pour aider à accroître la participation des communautés autochtones dans des projets économiques, y compris des possibilités de formation spécialisée offertes par des organismes dirigés par des Autochtones;*
- *Radier jusqu'à 50 % des prêts liés à la COVID qui ont été consentis aux entreprises autochtones durant la pandémie.*

Plusieurs ont exprimé leur intérêt envers l'engagement de 103,4 millions de dollars pris par le gouvernement fédéral afin d'offrir aux communautés autochtones l'occasion de tirer parti des projets d'exploitation de ressources naturelles. La plupart des participants ont estimé que le fait de bénéficier économiquement des terres et des ressources de leur région s'avérerait une perspective prometteuse pour les peuples autochtones et que cela pourrait grandement contribuer à favoriser la création d'emplois durables dans ces communautés. Certains ont également pensé que cela donnerait aux peuples autochtones un plus grand sentiment d'autonomie dans la détermination de la façon dont ces ressources devraient être utilisées à l'avenir. Quelques-uns ont réagi favorablement à l'annonce de l'octroi de 35 millions de dollars pour accroître la participation des communautés autochtones à des projets économiques et à des possibilités de formation spécialisée offertes par les communautés autochtones. Les participants ont pensé que cela aiderait à stimuler la croissance économique et à

fournir aux travailleurs autochtones un plus large éventail de compétences pour contribuer à leurs économies locales. Un petit nombre d'entre eux ont également considéré qu'une radiation pouvant atteindre 50 % des prêts consentis aux entreprises autochtones pendant la pandémie était une initiative utile, estimant que cela aiderait probablement un certain nombre d'entreprises à demeurer en activité et à se remettre des défis économiques des deux dernières années. Si la plupart des participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, certains ont jugé que les montants prévus pour s'attaquer à des problèmes majeurs, comme les changements climatiques et le développement économique du Nord (29,6 millions et 15 millions, respectivement), ne seraient pas suffisants pour réaliser des progrès tangibles sur ces fronts. De plus, quelques participants ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les fonds fédéraux alloués à ces initiatives pourraient être retirés du budget actuel de Services aux Autochtones Canada (SAC) et que les programmes autochtones existants pourraient être sous-financés en conséquence.

Enjeux locaux (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux propres à la région, en tenant compte des principaux secteurs et industries de l'économie au sein de leurs collectivités respectives. Pour commencer, les participants ont été invités à préciser les secteurs dans lesquels ils travaillaient actuellement. Ils ont cité toutes sortes de domaines, dont l'éducation, les services financiers, la restauration et l'hôtellerie de même que le développement de logiciels et de technologies. Un petit nombre de participants avaient pris leur retraite. Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait, selon eux, suffisamment de possibilités d'emplois dans leurs secteurs respectifs, la plupart ont répondu par l'affirmative et ajouté qu'il y en avait beaucoup en éducation, en hôtellerie et en développement de logiciels. Ils avaient l'impression que plusieurs secteurs faisaient présentement face à une pénurie de travailleurs qualifiés et que de nombreux employeurs peinaient ces derniers temps à pourvoir des postes clés. Quelques participants ont tenu à préciser leur réponse, expliquant que malgré le grand nombre d'emplois disponibles en éducation et en hôtellerie, les salaires offerts dans ces secteurs étaient probablement insuffisants pour attirer des candidats qualifiés.

Interrogés sur les plus importants secteurs ou industries pour leurs communautés locales, les participants de toutes les provinces maritimes ont nommé la pêche, le tourisme et le secteur public au nombre des moteurs essentiels de l'économie au Canada atlantique. De plus, ils ont été nombreux à citer d'autres domaines clés dans leur province respective, dont les suivants : la construction et la construction navale (Nouvelle-Écosse), la foresterie et l'éducation postsecondaire (Nouveau-Brunswick) ainsi que la santé, le secteur bancaire et les petites entreprises (Terre-Neuve-et-Labrador). Un petit nombre de participants de l'Île-du-Prince-Édouard pensaient qu'il serait profitable pour leur province de diversifier ses secteurs, car il y avait peu de domaines d'emploi selon eux à l'heure actuelle, qui se limitaient principalement à la pêche, au tourisme et à l'hôtellerie.

Questionnés à propos des secteurs que le gouvernement du Canada devait aider en priorité, les participants ont nommé de nombreux domaines. Plusieurs participants ont mentionné la santé, car les pénuries perçues de personnel s'y faisaient cruellement sentir, donnant en exemple les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et la difficulté pour de nombreux citoyens

d'obtenir les soins dont ils avaient besoin. D'autres croyaient qu'il fallait soutenir davantage les petites entreprises, surtout celles du secteur touristique, toujours aux prises avec d'immenses défis dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Quelques-uns recommandaient d'offrir une aide accrue à l'industrie forestière, croyant qu'elle avait été éprouvée par la faiblesse perçue des prix du bois d'œuvre en ce moment. Enfin, les participants de Nouvelle-Écosse souhaitaient que leur province développe encore plus le secteur agricole et la production alimentaire, car il importait de donner accès à plus d'aliments locaux.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – July 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Thurs., July 7 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	General Population	DN
3	Wed., July 13 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area (GTA)	Recent Users of Federal Government Services	DN
4	Tues., July 19 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland – British Columbia	Current Cryptocurrency Owners	TBW
5	Thurs., July 21 st	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Mid-size Centres Alberta	Black Canadians	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END

In public/media relations
 In radio/television
 No, none of the above

THANK AND END
THANK AND END
CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Atlantic Canada	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p><u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside. <u>N&L</u>: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Greater Toronto Area (GTA)	<p>Cities include:</p> <p><u>City of Toronto</u>.</p> <p><u>Region of Halton</u>: Oakville, Burlington, Milton, Halton Hills. <u>Region of Peel</u>: Mississauga, Brampton, Caledon. <u>Region of York</u>: Markham, Vaughan, Richmond Hill, Stouffville, Aurora, King, Newmarket, East Gwillimbury, Georgina. <u>Region of Durham</u>: Pickering, Ajax, Whitby, Oshawa, Clarington, Scugog, Uxbridge, Brock.</p> <p>AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH REGION. NO MORE THAN ONE PER CITY & 3 FROM CITY OF TORONTO. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Lower Mainland – British Columbia	<p>Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New</p>	CONTINUE – GROUP 4

	Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody. NO MORE THAN TWO PER CITY AND FOUR FROM VANCOUVER. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Mid-size Centres Alberta	Cities include (but are not limited to): Mid-size population = 50,000 – 99,999 Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Medicine Hat, Grande Prairie, Fort McMurray NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES IN ALBERTA. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 5

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 3** When did you last access services provided by the Government of Canada? This could include, for example, visiting a Service Canada Centre or passport office, or contacting the Canada Revenue Agency.

Less than a month ago	CONTINUE
1-2 months ago	CONTINUE
3-4 months ago	CONTINUE
7 months-1 year ago	THANK AND END
Over 1 year ago	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY TIME SINCE LAST ACCESSED FEDERAL GOVERNMENT SERVICES.

3a. **ASK ONLY IF GROUP 3** What Government of Canada service did you last access?

Passport services (e.g., applying for a new passport or passport renewal at a Service Canada Centre or passport office)	CONTINUE
Canada Revenue Agency services (e.g., services for income tax, GST/HST, payroll, business numbers, savings and pension plans, tax credits and benefits, etc.)	CONTINUE
Employment Insurance (EI)	CONTINUE

Social Insurance Number (SIN) **CONTINUE**
 Veterans Affairs Canada Services **CONTINUE**
 Other, please specify: _____

AIM FOR 4-6 PARTICIPANTS WHO LAST ACCESSED PASSPORT SERVICES. RECRUIT PASSPORT SERVICE USERS AS THE PRIORITY.

3b. **ASK IF PASSPORT SERVICES AT Q.3a** When applying for or renewing your passport, which type of service did you use?

In-person **CONTINUE**
 Mail-in **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
SKEW TO THOSE WHO ACCESSED IN-PERSON SERVICES.

3c. **ASK IF PASSPORT SERVICES AT Q.3a** When applying for or renewing your passport, which type of service did you use?

Urgent pick-up (passport needed in 2 business days or less) **CONTINUE**
 Express pick-up (passport needed in 3 to 45 business days) **CONTINUE**
 Standard pick-up (passport needed in 46 business days or more) **CONTINUE**
ENSURE A GOOD MIX BY URGENCY OF SERVICE.

4. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you currently have investments in any type of cryptocurrency (e.g., Bitcoin, Ethereum, USD Coin, etc.)?

Yes **CONTINUE – GROUP 4**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Which of the following types of cryptocurrency are you currently invested in? (Please select all that apply).

Bitcoin (BTC) **CONTINUE**
 Ethereum (ETH) **CONTINUE**
 USD Coin (USDC) **CONTINUE**
 Tether (USDT) **CONTINUE**
 Binance Coin (BNB) **CONTINUE**
 Other, please specify: _____

PARTICIPANT INVESTMENTS WILL SKEW TO BITCOIN. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF CRYPTOCURRENCY.

4b. **ASK ONLY IF GROUP 4** How long ago did you last invest in cryptocurrency?

0-1 year ago **CONTINUE**
 2-5 years ago **CONTINUE**
 5+ years ago **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF WHEN INVESTED IN CRYPTOCURRENCY.

5. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black **IF MID-SIZE CENTRES ALBERTA = GROUP 5**
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

6. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-29	
30-39	
40-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE. AGE MAY SKEW YOUNGER FOR GROUP 4.

7. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE. GENDER MAY SKEW MALE FOR GROUP 4.

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

11. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

12. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

13. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.18**

15. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

16. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

17. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

18. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Construction
Educational Services
Finance and Insurance
Health Care and Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

19. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school

High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

EDUCATION LEVEL MAY SKEW HIGHER FOR GROUP 4.

20. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000
\$100,000 to just under \$150,000
\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

**Privy Council Office
Recruiting Script – August 2022
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Thurs., August 4 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Eastern Ontario	People Living from Pay Cheque to Pay Cheque	DN
2	Tues., August 9 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Alberta	Indigenous Peoples	DN
4	Tues., August 16 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Greater Vancouver Area (GVA)	Parents of Children, aged 6 mos.-4 yrs.	TBW
6	Wed., August 24 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Nova Scotia	Middle Class Worried About Economy/Jobs	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Eastern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Ottawa, Kingston, Belleville, Cornwall, Brockville, Prince Edward, Russell, Greater Napanee, Pembroke, Rockland, Hawkesbury, Smiths Falls, Embrun, Renfrew, Arnprior, Prescott, Perth.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Alberta	<p>Cities include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray, Wood Buffalo, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Lloydminster, Fort Saskatchewan, Chestermere, Camrose, Sylvan Lake, Brooks, Strathmore, High River, Wetaskiwin, Cold Lake.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES. ENSURE A MIX OF THOSE LIVING ON AND OFF RESERVES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Greater Vancouver Area (GVA)	<p>Cities include: Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam, Township of Langley, Delta, Maple Ridge, District of North Vancouver, New Westminister, Port Coquitlam, City of North Vancouver, West Vancouver, Port Moody, City of Langley, White Rock, Pitt Meadows, Bowen Island, Anmore, Lions Bay, Belcarra.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN ONE PER CITY & 3 FROM CITY OF VANCOUVER.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Nova Scotia	<p>Cities include: Halifax, Dartmouth, Cape Breton – Sydney, Truro, New Glasgow, Glace Bay, Sydney</p>	CONTINUE – GROUP 6

	Mines, Kentville, Amherst, Bridgewater, New Waterford, Yarmouth, Windsor. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
--	---	--

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO Q.3a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as...?

First Nations (Off-reserve) **CONTINUE**
 First Nations (On-reserve) **CONTINUE**
 Métis **CONTINUE**
 Inuit **CONTINUE**
 None of the above **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX ON AND OFF RESERVE. WILL SKEW TOWARD FIRST NATIONS BUT TRY FOR AT LEAST ONE METIS AND/OR INUIT, IF POSSIBLE.

4. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you have any children under the age of 5?

Yes **CONTINUE TO Q.4a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP. ALL MUST HAVE AT LEAST 1 CHILD BETWEEN THE AGES OF 6 MONTHS AND 4 YEARS.

5. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following best describes your household's current financial situation?

We live from pay cheque to pay cheque with no money left over in case of an emergency or to save.

CONTINUE

We spend more than we take in each month, drawing down on our savings or taking on more debt.

CONTINUE

We get paid more than we spend each month and save or invest the excess funds. **THANK AND END GROUP SHOULD SKEW MORE TOWARDS THOSE WHO LIVE FROM PAY CHEQUE TO PAY CHEQUE, BUT MAY INCLUDE 2-3 PARTICIPANTS WHO SPEND MORE THAN THEY TAKE IN (DEPENDING ON THEIR HOUSEHOLD INCOME (Q10)).**

6. **ASK ONLY IF GROUP 6** Thinking about your household's financial circumstances and outlook, would you consider yourself to be a member of Canada's middle class, or not?

Not middle class

THANK AND END

Member of the middle class

CONTINUE TO Q.7

7. **ASK ONLY IF GROUP 6** How many dependents do you have?

0

1-2

3-4

5 or more

CONTINUE ALL TO Q.8

8. **ASK ONLY IF GROUP 6** When you think about Canada's economy today, do you think it is ...

Growing rapidly

THANK AND END

Growing slowly

THANK AND END

Stagnating

CONTINUE

In a recession/or heading into a recession

CONTINUE

In a depression/or heading into a depression

CONTINUE

Not sure

THANK AND END

ENSURE MIX OF THOSE STAGNATING/RECESSION/DEPRESSION.

9. **ASK ONLY IF GROUP 6** Thinking about the job market across the country today, do you think the number of full-time, well-paying jobs in Canada has increased in the past 5 years, decreased, or stayed about the same?

Increased

THANK AND END

Stayed about the same

CONTINUE

Decreased

CONTINUE

Not sure

THANK AND END

ENSURE MIX OF THOSE SAYING STAYED SAME/DECREASED.

10. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
CONTINUE TO Q.11 ALL GROUPS EXCEPT GROUP 6.

GROUP 6 ONLY CONTINUE TO Q.10 ONLY IF INCOME = \$60,000-\$100,000. (NOTE: MIDDLE CLASS USUALLY DEFINED AS PEOPLE WHO ARE NEITHER IN THE TOP 20% OR BOTTOM 20% OF INCOME EARNERS AND/OR WHO EARN BETWEEN 75%-200% OF MEDIAN HOUSEHOLD INCOME AFTER TAX WHICH COULD BE APPROX. \$45,000-\$120,000.)

GROUP 6 ONLY THANK AND END IF INCOME = OUTSIDE \$60,000-\$100,000.

ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS EXCEPT GROUP 6. LIMIT NUMBER OF THOSE WHO REPORT HOUSEHOLD INCOME OF \$60-\$80K WITH 3 OR MORE DEPENDENTS (Q.7) TO MAXIMUM 2 PER GROUP.

11. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

12. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	
30-39	
40-54	

55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.
PARENTS IN GROUP 4 MAY SKEW YOUNGER AGED (20S/30S).**

13. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

14. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

15. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

16. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

17. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

18. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

19. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

20. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.24**

21. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

22. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

23. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

24. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Construction
Educational Services
Finance and Insurance
Health Care and Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL.

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

25. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

26. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – juillet 2022
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	12 juillet	18 h-20 h	18 h-20 h	Québec	Personnes comptant acheter un véhicule	M. Proulx
6	27 juillet	18 h-20 h	18 h-20 h	Villes de taille moyenne du Québec	Population générale	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>Petites villes = Population > 49 999 <u>Pour les petites villes</u> : Saint-Georges, Val-d’Or, Sept-Îles, Varennes, Alma.</p> <p>ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS DEUX RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS D’UN PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS</p>	CONTINUER – GROUPE 2

	DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Villes de taille moyenne du Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-100 000</p> <p>Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 6
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Prévoyez-vous acheter ou louer un nouveau véhicule au cours des cinq prochaines années?

Oui **POSER LA Q.5a**
 Non **REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Lequel ou lesquels des types de véhicules suivants prévoyez-vous acheter ou louer au cours des cinq prochaines années? (Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.)

SI DES ÉCLAIRCISSEMENTS SONT NÉCESSAIRES : Les véhicules hybrides rechargeables (VHR) utilisent deux types de carburants (l'essence ou le diesel et l'énergie électrique stockée dans la batterie), alors que les véhicules électriques à batterie (VEB) sont entièrement électriques.

Véhicule à essence ou à moteur diesel **CONTINUER**
 Véhicule hybride rechargeable (VHR) **CONTINUER**
 Véhicule électrique à batterie (VEB) **CONTINUER**
 Véhicule à pile à hydrogène **CONTINUER**

RECRUTER AU MOINS DEUX PARTICIPANTS QUI COMPTENT ACHETER OU LOUER UN VÉHICULE ÉLECTRIQUE À BATTERIE (VEB) ET AU MOINS DEUX PARTICIPANTS QUI COMPTENT ACHETER OU LOUER UN VÉHICULE HYBRIDE RECHARGEABLE (VHR). ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION PAR TYPE DE VÉHICULE.

5b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Et quand pensez-vous faire cet achat ou ces achats?

Dans la prochaine année **CONTINUER**
 Dans les deux à trois prochaines années **CONTINUER**
 Dans les quatre à cinq prochaines années **CONTINUER**

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DE LA PÉRIODE D'ACHAT PRÉVUE.

6. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
 Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

12. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.17**

14. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

15. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

16. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

17. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

**Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – août 2022
Groupes en français**

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	11 août	18 h-20 h	18 h-20 h	Région de l'Outaouais	Population générale	MP
5	18 août	18 h-20 h	18 h-20 h	Grandes villes du Québec	Les croyants du changement climatique qui pensent qu'il est difficile d'agir	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région de l’Outaouais	Ces villes peuvent notamment comprendre : Gatineau, Les Collines-de-l’Outaouais : Val-des-Monts, Cantley, Le Pêche, Chelsea, Pontiac, L’Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 3
Grandes villes du Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre : Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE.	CONTINUER – GROUPE 5
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D’ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** À votre avis, est-ce que le changement climatique est...

Un problème très grave	CONTINUER
Un problème quelque peu grave	REMERCIER ET CONCLURE
Pas très grave	REMERCIER ET CONCLURE
Pas un problème	REMERCIER ET CONCLURE

5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Pensez-vous que le changement climatique est causé principalement par l'activité humaine, causé principalement par des cycles naturels, ou qu'il n'y a pas de preuve solide que la terre se réchauffe?

Activité humaine	CONTINUER
Cycles naturels	REMERCIER ET CONCLURE
Pas de preuve solide	REMERCIER ET CONCLURE

5b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Êtes-vous entièrement d'accord, assez d'accord, pas vraiment d'accord, ou pas du tout d'accord avec chacun des énoncés suivants?

Je me sens frustré(e) que je ne peux pas personnellement effectuer du vrai changement en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique
Je n'ai pas de confiance que les gouvernements ni les entreprises peuvent faire assez pour s'adresser au changement climatique de mon vivant

**POUR LE GROUPE 5 = 'ENTIÈREMENT D'ACCORD, ASSEZ D'ACCORD' À LES DEUX ÉNONCÉS.
REMERCIER ET CONCLURE POUR TOUT AUTRES.**

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-3 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

12. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN

PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.17**

14. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

15. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

16. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

17. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Construction
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – July/August 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

Alberta Indigenous Peoples Alberta Indigenous Peoples

Thank you for taking the time to participate in this focus group on behalf of the Government of Canada.

In keeping with Indigenous Protocol and building respectful relationships between Indigenous and non-Indigenous peoples in Canada, it is customary to acknowledge the Traditional Territories or Ancestral Lands of Indigenous peoples.

We are meeting virtually so I'd like to acknowledge that the Indigenous peoples are the traditional stewards of the lands and waters in the places where each of us are attending the meeting this evening. We recognize and deeply appreciate their historic connection to these places. We also recognize the contributions that Métis, Inuit, and First Nations have made, both in shaping and strengthening our communities, provinces, and the country as a whole.

MODERATOR SHOULD KNOW WHAT TERRITORY THEY ARE LOCATED ON, IF ASKED

NOTE TO MODERATOR: Inform participants that we will be discussing potentially triggering topics (e.g., topics related to residential schools); emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.

Topics could be intensely emotional. We want to acknowledge this upfront and reassure you that we are here to listen. Please share only what you feel comfortable sharing and feel free to turn off your video.

I'm going to provide the number for the National Indian Residential School crisis line in the chat as a resource anyone can call at any time. This will also be posted at the end of the group for your reference.

TECH SUPPORT TO SHARE IN CHAT:

National Indian Residential School crisis line: 1-866-925-4419

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (10-20 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Atlantic Canada, Quebec Looking to Purchase a Vehicle, GTA Recent Users of Federal Government Services, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years, Major Centres Quebec Climate Change Believers, Nova Scotia Middle Class Worried About Economy Do you remember where you heard this news?

- Atlantic Canada, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec, Major Centres Quebec Climate Change Believers IF NOT MENTIONED: Have you seen, read or heard anything recently about the Government of Canada's plan to address issues related to services for Canadians? If yes, what have you heard?
 - PROBE IF NECESSARY: Have you heard anything about delays related to processing passports and/or immigration applications, or of any issues at Canadian airports? If yes, what have you heard?

- Atlantic Canada, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec Have you heard of anything the federal government has done to address these issues? What have you heard?

- Atlantic Canada, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec Do you think this is a priority for the federal government? Why/why not?

- Atlantic Canada, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec Do you think the federal government is doing enough to address issues related to services for Canadians? Why/why not?

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** IF NOT MENTIONED: Have you seen, read or heard anything recently about the Government of Canada’s foreign policy abroad? If yes, what have you heard?
 - PROBE IF NECESSARY: Have you heard anything about expanding diplomatic operations in Africa? If yes, what have you heard?
 - PROBE IF NECESSARY: Have you heard anything about Canada’s plans to build stronger relationships with Caribbean nations through CARICOM (the Caribbean Community, an international organization)? If yes, what have you heard?

- **Alberta Indigenous Peoples, Outaouais Region Quebec** PROMPT AS NECESSARY: What about Pope Francis’ recent visit to Canada?
 - What have you heard, read, or seen?
 - Where did you hear, read, or see it?
 - How do you feel about what you heard, read, or saw?
 - What, if anything, does this visit and the Pope’s apology mean for Indigenous peoples or reconciliation in Canada? What next steps, if any, do you hope to see?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (15-30 minutes) All Locations

- In your opinion, what are the top issues [Atlantic Canadians are facing/Quebecers are facing/faced by those living in the GTA/British Columbians are facing/Black Canadians are facing/Indigenous peoples are facing] that the [federal government/Government of Canada] should be prioritizing?

- **Atlantic Canada, Quebec Looking to Purchase a Vehicle, GTA Recent Users of Federal Government Services, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Alberta Indigenous Peoples** What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada’s past work on any of these issues?

- **Atlantic Canada, Quebec Looking to Purchase a Vehicle, GTA Recent Users of Federal Government Services, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians** What work, if any, is the federal government planning to do on these files?

- **Atlantic Canada, Quebec Looking to Purchase a Vehicle, GTA Recent Users of Federal Government Services, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-**

size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec, Alberta Indigenous Peoples On [these priorities/the environment and climate change], [is the federal government generally/has the Government of Canada generally been] on the right track or wrong track? Why?

- Atlantic Canada, Quebec Looking to Purchase a Vehicle, GTA Recent Users of Federal Government Services, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners, Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Alberta Indigenous Peoples, Outaouais Region Quebec, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years, Major Centres Quebec Climate Change Believers For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- Atlantic Canada, Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners How big of an issue is the shortage of healthcare workers in [Atlantic Canada/British Columbia]? Have you been personally impacted by this?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians In your opinion, what would you say the federal government is doing well? Why do you say that?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians What areas do you think the federal government needs to improve in? Why do you say that?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians Has your opinion of the federal government gotten better or worse over time? Why?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help Black Canadians?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Outaouais Region Quebec, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years IF NOT MENTIONED: What about with the cost of living?
- Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Outaouais Region Quebec, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years, Nova Scotia Middle Class Worried About Economy What work, if any, is the [federal government/Government of Canada] doing to [help with the cost of living/address economic issues]?

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Outaouais Region Quebec, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years, Nova Scotia Middle Class Worried About Economy** When it comes to addressing [the cost of living/economic issues], is the Government of Canada generally on the right or wrong track? [Why?/What makes you say that?]
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** IF NOT MENTIONED: What about anti-Black racism? How prevalent is anti-Black racism in Canada?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** What work, if any, is the federal government doing to address anti-Black racism?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** When it comes to combating anti-Black racism, is the federal government generally on the right or wrong track? Why?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** When it comes to engaging with Black Canadians, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with Black Canadians?
- **Mid-size Centres Quebec, Major Centres Quebec Climate Change Believers** IF NOT MENTIONED: What about the environment and climate change? How does the environment and climate change rank as a top priority? Why?
- **Mid-size Centres Quebec, Major Centres Quebec Climate Change Believers** What, specifically, within the broader topic of the environment and climate change are you most concerned about? What specific areas do you think are the most important?
- **Mid-size Centres Quebec, Major Centres Quebec Climate Change Believers** What major news or announcements over past years, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on the environment and climate change?
 - **Mid-size Centres Quebec** What do you take away from this? How, if at all, does this impact your impressions of the federal government?
- **Mid-size Centres Quebec, Major Centres Quebec Climate Change Believers** Has the federal government gotten better or worse at handling environment and climate change issues over time?

- **Mid-size Centres Quebec, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Outaouais Region Quebec, GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years, Nova Scotia Middle Class Worried About Economy** What major news or announcements over the past few months, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on [reducing the cost of living/addressing economic issues]?
 - What do you take away from this?
 - **Mid-size Centres Quebec** How, if at all, does this impact your impressions of the federal government?
- **Major Centres Quebec Climate Change Believers, Nova Scotia Middle Class Worried About Economy** What work, if any, is the Government of Canada doing to help with the environment and climate change?
- **Major Centres Quebec Climate Change Believers** When it comes to addressing the environment and climate change, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? What makes you say that?
- **Nova Scotia Middle Class Worried About Economy** When you think of things the Government of Canada has done, or could do, on the environment and climate change, do you see these kinds of actions as being a part of a strategy to address economic issues, or not connected? What makes you say that?
 - In your opinion, would policies like this help build a fair, inclusive, or progressive economy?
 - Do you think they could support workers? The middle class? How so?

Nova Scotia Middle Class Worried About Economy **SHOW ON SCREEN:**

Some of the things the Government of Canada's has announced it is doing include:

- Driving down carbon pollution from the oil and gas sector
- Investing in clean electricity
- Helping industries develop and adopt clean technology to assist them in reaching net-zero emissions
- **Nova Scotia Middle Class Worried About Economy** Does knowing about these things change your perception as to whether action on the environment and climate change are connected to addressing economic issues?

- Do any of these 3 seem more connected to economic issues than others?

Access to Clean Drinking Water Alberta Indigenous Peoples

- IF NOT MENTIONED: What about clean drinking water on reserves?
 - Have you seen, read, or heard anything about actions the Government of Canada has taken to ensure access to clean drinking water on reserves? What has it done?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW ON SCREEN:

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves' and 'Progress on lifting long-term drinking water advisories on public systems on reserves.'

(<https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1506514143353/1533317130660>)

- What are your reactions to these infographics?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, or none?
 - Does anyone think that they have made things worse?
 - What more do you think could be done?

Employment Issues Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque, Outaouais Region Quebec

- IF NOT MENTIONED: What about job creation?
- What work, if any, is the Government of Canada doing to create jobs?
- When it comes to creating jobs, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- What major news or announcements over the past few months, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on job creation?
 - What do you take away from this?

- Does anyone know what Canada's current unemployment rate is?

CLARIFY AS NEEDED:

The unemployment rate is currently 4.9%, which is the lowest level since Statistics Canada started measuring comparable data over 40 years ago.

- What do you think when you hear this?
 - Does it surprise you?
 - Does it make you feel better about the job situation in Canada?
 - Does it make you feel better about the Canadian economy?
 - Does it change your opinion as to whether the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to job creation? How so?

Childcare Nova Scotia Middle Class Worried About Economy

NOTE TO MODERATOR: SKIP CHILDCARE QUESTIONS IF SHORT ON TIME AND JUMP TO DIGITAL CREDENTIALS

Now, let's talk about childcare.

- What work, if any, is the Government of Canada doing to make childcare more affordable for parents?
- When you think of things the Government of Canada has done, or could do, on childcare, do you see these kinds of actions as being a part of a strategy to addressing economic issues, or not connected? What makes you say that?
 - In your opinion, does this work on childcare help build a fair, inclusive, or progressive economy?
 - Do you think it supports workers? The middle class? How so?

PROMPT IF NEEDED: The Government of Canada has reached agreements with all provinces and territories to make childcare services more affordable. The Government of Canada's plan is to lower to cost of childcare to an average of \$10/day and create 250,000 childcare spaces across Canada by 2025-2026.

IF CHILD CARE AGREEMENTS NOT BROUGHT UP EARLIER, ASK: Does knowing about these agreements and policies change your answer at all?

LOCAL ISSUES (25 minutes) Atlantic Canada

Now I'd like to focus on your local community.

- What are the sectors and industries you currently work in or are planning/studying to work in?
 - Are there jobs in these sectors/industries you could get in your province, or would you need to move?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?

HOUSING (35 minutes) Atlantic Canada

- Have you heard anything about the Government of Canada's plan on housing?

I'm now going to show you various housing initiatives included in the budget. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

POLL: Here is the first set. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Building New Homes

- A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes.
- Repurposing existing infrastructure budgets to prioritize the construction of additional new homes.
- Providing \$750 million in new public transit funding to municipalities that commit their own money to building new housing.
- An additional \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.
- An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.

- An additional \$216 million to incentivize developers to build new rental units that charge less than the average rent in the areas they are built in.
 - An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.
 - An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is the second set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Housing Affordability

- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
 - Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
 - A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges.
 - Expanding the First Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility and making it easier for single Canadians to access.
 - An additional \$200 million to increase rent-to-own housing options.
 - A \$562 million investment over two years in funding organizations addressing homelessness, plus \$62 million specifically to address homelessness among veterans.
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: And here is the final set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
 - Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renovation occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
 - A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
 - New taxation rules to deter house flipping.
 - Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
 - Now reflecting back on all the new housing policies we have discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's new housing plan? What impact do you think this approach would have on the housing challenges in Canada?
 - Do you think it's realistic that all of these initiatives can be fulfilled?

PLANNING TO PURCHASE A VEHICLE (15 minutes) Quebec Looking to Purchase a Vehicle

- What are your current means of transportation? For you, your family? Probe for transportation used most frequently on a day-to-day basis (e.g., personal vehicle, public transit, bicycle/e-bike, etc.)
 - Do you have access to any other means of transportation? If so, what are they?

I understand that everyone in this group may be looking to purchase or lease a new vehicle sometime in the next 5 years.

- What are your main reasons for wanting to purchase or lease a vehicle?
- When you are looking to purchase or lease this vehicle, what are your main considerations? (e.g., price, model, etc.)
 - NOTE TO MODERATOR: Allow time to explore in some detail.
- How important, if at all, is fuel efficiency to you? Are current gas prices impacting your decision in any way? If yes, how so?
- How big of a concern are gas prices in your community? What's causing the recent increases in gas prices?
 - What do you expect the future of gas prices to be?
 - What can be done in responding to rising gas costs?
- IF NOT RAISED EARLIER: Is anyone considering or looking to purchase or lease an electric vehicle – fully electric, hybrid or plug-in? What are your main reasons for doing so?

ZERO-EMISSION VEHICLES (30 minutes) Quebec Looking to Purchase a Vehicle

- Does anyone know what zero-emission vehicles (ZEVs) are? Can you provide a brief description?
 - Does anyone currently own or lease a ZEV?
 - IF UNAWARE: What about electric vehicles? Do you know what these are?

CLARIFY AS NEEDED:

A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but they are also able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell vehicles. So essentially, an electric vehicle is a type of ZEV; hydrogen fuel cell is another type of ZEV.

- What are your thoughts about zero-emission vehicles? Do you see yourselves ever buying one?
 - IF YES: When do you think you would make this purchase? In 5 years, 10 years, longer?
 - IF NOT: What is holding you back?
 - What are the most important things that would sway you to consider buying a zero-emission vehicle?
- What are the biggest barriers to purchasing a ZEV?

- PROMPT AS NEEDED: Are ZEVs affordable? Is there the charging infrastructure to support ZEVs? Is there a good selection of ZEV makes/models to choose from?
- How important is it that ZEVs and/or ZEV parts be made in Canada?
 - Is 'made-in-Canada' an important attribute when making this type of purchase?
 - What impacts would it have if ZEVs and/or ZEV parts were made in Canada?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, on cost, on jobs, etc.
 - Should the federal government be prioritizing ZEVs and the manufacturing of ZEVs in Canada? Why/why not?

2022 BUDGET AND ZEVs (30 minutes) Quebec Looking to Purchase a Vehicle

- Have you heard anything about the Government of Canada's plan for ZEVs?
- Has anyone seen, read, or heard anything about the federal government supporting ZEV manufacturing in Quebec or elsewhere? If yes, what have you heard?

I'm now going to show you various initiatives related to zero emissions vehicles included in the 2022 federal budget. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

POLL: Here is the first set. I'd like you to select the **one** you think will have the most positive impact. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

Reducing Emissions on the Road

- Put in place a sales mandate to ensure at least 20% of new light-duty vehicle sales will be zero-emission vehicles (ZEVs) by 2026, at least 60 per cent by 2030, and 100 per cent by 2035.
- To reduce emissions from medium- and heavy-duty vehicles (MHDVs), reach 35% of total MHDV sales being ZEVs by 2030.
- Develop a medium- and heavy-duty ZEV regulation to require 100% of MHDV sales to be ZEVs by 2040 for a subset of vehicle types based on feasibility. (IF ASKED: This initiative is based on feasibility because not all medium- or heavy- duty vehicles can transition to zero-emissions at the same rate).
- What are your reactions to this list?

- Which one of these will have the greatest impact and why?
- Will any of these impact you personally?
- Do any of these not make sense?
- Should any of these not be on the list?

POLL: Here is the second set. Again, I'd like you to select the **one** you think will have the most positive impact. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

Making the Switch to Zero-Emission Vehicles More Affordable

- Continue to offer purchase incentives of up to \$5,000 for eligible ZEVs. This program has helped Canadians purchase or lease over 136,000 new ZEVs, but more support is needed to help Canadians get behind the wheel of zero-emission vehicles.
 - Provide \$1.7 billion over five years to extend the Incentives for Zero-Emission Vehicles (iZEV) program until March 2025. Eligibility under the program will also be broadened to support the purchase of more vehicle models, including more vans, trucks, and SUVs, which will help make ZEVs more affordable.
- What are your reactions to this list?
 - Which one of these will have the greatest impact and why?
 - Will any of these impact you personally?
 - Do any of these not make sense?
 - Should any of these not be on the list?

POLL: Here is the final set. Again, I'd like you to select the **one** you think will have the most positive impact. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

Building a National Network of Electric Vehicle Charging Stations

- Invest \$500 million in large-scale urban and commercial ZEV charging and refueling infrastructure.
 - Provide \$400 million over five years to fund the deployment of ZEV charging infrastructure in suburban and remote communities.
 - Provide \$2.2 million over five years to conduct readiness assessments of federal buildings required to facilitate the transition of the federal vehicle fleet to ZEVs.
- What are your reactions to this list?
 - Which one of these will have the greatest impact and why?
 - Will any of these impact you personally?
 - Do any of these not make sense?
 - Should any of these not be on the list?

CLARIFY AS NEEDED:

The federal government has helped build almost 1,500 charging stations across the country.

- Now, reflecting back on all of the ZEV measures discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's ZEV plan?
- Do you think it's realistic for all of these initiatives to be fulfilled?
- What will you be looking for to prove this plan was successful?
- IF NOT MENTIONED: Does anyone have any concerns or questions about ZEVs or the Government of Canada's ZEV plan? What are they?

FEDERAL GOVERNMENT SERVICES (45 minutes) GTA Recent Users of Federal Government Services

I understand that everyone in this group has had a recent experience accessing Government of Canada services.

- PROBE FOR ALL PARTICIPANTS: I'd like to begin this part of the discussion by asking each of you what federal government services you have recently accessed.

- What was the service that you accessed?
- PROBE IF NECESSARY: Has anyone accessed services recently related to passports, immigration applications, or recently visited a Canadian airport?
- Can you tell us about this recent experience accessing federal government services?
 - How did this contact happen (e.g., by phone, mail, website, in person)?
 - PROBE FOR THOSE WHO WENT IN-PERSON: What did you think of the wait times?
 - How would you describe your experience?
 - PROBE ON VARIOUS SERVICE ATTRIBUTES: For example, employee knowledge, consistency of information, resolving in timely fashion, etc.
 - Can you tell me about aspects of the experience you had that went well, or not so well?
 - If you encountered issues, what were they? Were any steps taken to resolve the issue?
 - Were they resolved to your satisfaction?
 - What impact did this experience or interaction have on you personally?
 - Did you ever receive conflicting information? Can you tell me about this? What kind of conflicting information did you get?
 - Where did you get it from? How did you handle this?
 - Did you experience any issues or delays?
 - Has the issue been resolved or is it still an active issue?
- Is this different from your previous experience accessing federal government services? If different, please explain how it was different.
- Whether you've experienced issues directly or just heard about them indirectly, what do you think is causing issues with accessing **passport services**?
 - **SHOW LIST ON SCREEN THEN ASK:** Which of the following, if any, do you think is having the biggest impact on passport services? Why do you feel this way? Do you feel any of the following are not having a major impact? If yes, which ones?
 - (a) an increase in the volume of applications
 - (b) a shift to mail applications which take more time to process
 - (c) public health restrictions
 - (d) a large proportion of complex applications (i.e., applications with changes that may have occurred since the first application, e.g., contact information is outdated, dependents turned 18, missing documents, etc.)

- Have you heard of anything the federal government has done to address these issues? What have you heard?
 - CLARIFY AS NECESSARY: Has anyone heard about Service Canada hiring approximately 600 new employees this year, and are hiring up to 600 additional employees?
 - What do you think about what you've just heard?
 - Do you think they will be successful in addressing these issues?
 - What else should they be doing?
- Do you think this is a priority for the federal government? Why/why not?
- Do you think the federal government is doing enough to address issues related to services for Canadians? Why/why not?
- Do you have any other suggestions for how to improve Government of Canada services to Canadians, based on your experience?

CARBON PRICING (15 minutes) GTA Recent Users of Federal Government Services, Mid-size Centres
Alberta Black Canadians

- Have you heard anything about the Government of Canada's plan on pricing carbon pollution? What can you tell me about carbon pricing?

CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

In 2016 the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard. In the five provinces that currently do not meet this standard – Ontario, Saskatchewan, Manitoba, New Brunswick and Alberta – the federal pricing system is in place.

All proceeds collected from the federal system in [Ontario/Alberta] stay in [Ontario/Alberta] – 90% is returned directly to residents in the form of an incentive payment, with a typical household receiving about [\$745/\$1,079]. Until now, individuals have received this in their annual tax return. Starting this July, individuals will be receiving these payments 4 times a year.

- What do you think about this plan?

CLARIFY AS NEEDED:

The Parliamentary Budget Officer found that 80% of households in affected provinces get more money back, in the form of incentive payments, than they spend on carbon pricing through their household purchases – for example, fuel for cars, gas to heat the home, etc.

- What are your reactions when you hear this?
- Does this approach seem fair?
- Does the carbon pricing system seem affordable?

**CANADA'S ECONOMIC OUTLOOK (30 minutes) Lower Mainland British Columbia Current
Cryptocurrency Owners**

- Let's now focus on economic issues in general. How would you say the Canadian economy as a whole is doing these days?
 - MODERATOR TO ASK PARTICIPANTS TO USE PEN AND PAPER: Off the top of your head, can you write down one word that you would use to describe the economy these days?
 - NOTE TO MODERATOR: Ask each participant what word they wrote down.
 - Why do you say this?
- Would you say that things are better or worse than they were a year ago? In what way?
 - What about for you personally? Is your financial situation better or worse than it was a year ago?
- How do you think the economy will be in coming years? Do you think things will get better or worse next year? Why? Why not?
 - What about for you personally? Do you think you will be better off, worse off, or do you anticipate no change in the next year?
- What do you see as the biggest threats to Canada's economy in the coming year?
- What kind of things do you think the Government of Canada can do to improve the current state of the economy?
- In your own words, how would you explain what inflation is?
 - CLARIFY AS NECESSARY: Essentially, inflation is a persistent rise in the average level of prices over time.

- How big a concern, if at all, is inflation? Are you worried about it?
- Would you say that inflation is impacting you, as well as your friends and family? If yes, how so?
- Would you be able to describe some solutions to inflation? What are some things individuals can do to cope with inflation? What could the federal government do?
- Who do you trust to give you good advice on personal financial decisions? Why do you say so?
 - PROBE: Would you trust economists, banks, friends/family, crypto investors, or social media?
 - Who would you trust the least from this list? Why?

CRYPTOCURRENCY (40 minutes) Lower Mainland British Columbia Current Cryptocurrency Owners

For the final topic of this evening, I'd like to shift focus and talk about cryptocurrency.

- In your own words, can you please describe cryptocurrency to me?
- How did you first learn about cryptocurrencies? When did you first become interested in buying cryptocurrencies?
- Where do you go for credible information on cryptocurrencies?
- What has your experience with cryptocurrencies been?
- What are the benefits of owning cryptocurrencies?
- What are your biggest concerns, if any, with cryptocurrencies? What are the biggest risks?
- What advice would you give to someone who may be interested in purchasing cryptocurrencies?
- What would you say is your level of knowledge regarding tax implications of cryptocurrency investments?
- Do your digital assets play any role in shaping your economic or financial outlook?

- Do you feel better/worse about your financial future because of your digital assets? Why?
- Should the federal government be regulating cryptocurrencies in any way? Why/why not?
- What do you think the federal government should be doing to educate Canadians about cryptocurrency?
- What do you believe the future of cryptocurrencies holds? Why do you say that?
- How concerned, if at all, are you about cryptocurrency scams?

COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (25-40 minutes) Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec

I'd like to talk about COVID-19 now...

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** When it comes to how the Government of Canada has performed throughout the pandemic, what are some things you think they have been doing well?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** With the arrival of summer, more and more Canadians are traveling. Do you think the various COVID-19 travel requirements are still needed (e.g., proof of vaccination, masking at airports and on planes, random COVID-19 testing upon entry to Canada)? What makes you say that?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** Assuming COVID-19 is still an issue a year from now, what do you think daily life will be like? For example, do you think things will mostly be back to normal? Or do you expect restrictions will still be implemented whenever case counts climb? Or something else?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** Various public health measures have changed over the course of the pandemic (like mask mandates or capacity limits). As these measures have changed, has your opinion about the benefits of following these measures changed? What makes you say that?

- Are you continuing to wear a mask in indoor/outdoor public spaces all the time, some of the time, rarely/never? Under what circumstances do you wear a mask? And, what kind of mask do you typically wear?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** How many of you have received at least one dose of a COVID-19 vaccine? Two doses? Finally, how many of you have received a third dose of a COVID-19 vaccine? (SHOW OF HANDS FOR EACH)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT RECEIVED 3RD DOSE: Have you made an appointment to get a third dose? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** What made you decide to get a third dose?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** Do you think you will get a fourth dose? Why/why not?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** [Why haven't you/What are the reasons why you haven't] received or made an appointment to receive your third dose?
 - PROBE IF NECESSARY: Do you have questions about COVID-19 vaccines in general, or [do you want answers specifically about the third dose/about the third dose in particular]?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** What other information do you need to help you decide about getting a third dose?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** Do you believe that vaccination and boosters prevent COVID-19 infection? What about serious illness from COVID-19?
 - Do you think it's important to prevent infection and serious illness through vaccination and boosters?
 - **Mid-size Centres Alberta Black Canadians** Are you comfortable with the possibility of becoming infected?
 - **Mid-size Centres Quebec** How do you feel about the possibility of becoming infected? Would you be comfortable if this happened?

- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** What safety concerns do you have about the COVID-19 vaccine, if any?
- **Mid-size Centres Alberta Black Canadians, Mid-size Centres Quebec** Are you concerned about the potential long-term impacts of vaccines?
 - PROBE FOR: What concerns you the most?
- **Mid-size Centres Quebec** And, how many of you have now received a 4th dose or have an appointment booked?
 - FOR THOSE WHO HAVE: What made you decide to get a 4th dose? FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN A 4TH DOSE: Do you think you will get a 4TH DOSE? Why/why not?

PERSONAL FINANCIAL OUTLOOK/FINANCIAL SITUATION (15 minutes) **Mid-size Centres Quebec, Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque**

Mid-size Centres Quebec I'd like to shift topics...

- Compared to a year ago, how would you rate your financial situation today? That is, would you say it has gotten better, worse or that it has remained roughly the same?
 - FOR THOSE WHO SAY GOTTEN BETTER: Why has it gotten better? (IF NEEDED: For example, do you have less debt now, have you reduced monthly expenses, has your income increased, etc.)?
 - FOR THOSE WHO SAY GOTTEN WORSE: Why has it gotten worse? (IF NEEDED: For example, do you have more debt now, have your monthly expenses increased, has your income decreased, etc.)?
- And thinking ahead to a year from now, do you think your financial situation will be better, worse or roughly the same as it is now? What makes you say that?
- **Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque** IF NOT ALREADY MENTIONED: We know that the rate of inflation is rising in Canada. How has that impacted your household finances, if at all?
 - IF YES: Where have you felt the impact of inflation? Groceries? Gas? Housing? Something else?

HEALTH CARE (20-50 minutes) **Mid-size Centres Quebec, Outaouais Region Quebec**

Now I'd like to focus on Canada's health care system. First, I'd like to get your impressions of the quality of health care services in Canada, and then we'll focus on access to health care services.

- Overall, how would you rate the quality of Canada's health care system? What makes you say that?
- And what about access to health care services? What makes you say that?
- **Mid-size Centres Quebec** Have any of you had any recent experiences with health care services?
- **Mid-size Centres Quebec** FOR THOSE WHO HAVE: How was your experience?
 - What worked well?
 - What needs to be improved?

Healthcare Priorities **Outaouais Region Quebec**

Thinking now specifically about healthcare priorities...

- What are the biggest challenges facing healthcare in your area?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
- (2) increasing access to family health services;
- (3) improving long term care and home care;
- (4) addressing mental health and substance use; and
- (5) modernizing health data management and virtual care.

- What are your initial reactions when you see this priority list?
- Are there any priorities listed that you think are particularly important?
- Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?

NOTE TO MODERATOR: FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW

- How would you expect the Government of Canada to address this priority? (PROBE FOR: Policies, investments, etc.)
 - Do you have any questions about this priority? Do you have any questions about what the Government of Canada plans to do to address this priority?
 - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?

AFFORDABILITY MEASURES (45 minutes) Eastern Ontario Living Pay Cheque to Pay Cheque

I'm now going to show you various measures the Government of Canada has announced to help support Canadians. I've got 2 different sets of initiatives. Here is the first set:

SHOW ON SCREEN:

- A new dental care program for families with an income of less than \$90,000 annually, starting with children under 12 in 2022*
- Increasing benefits to match inflation (indexing) (*benefits include things like the Canada Child Benefit, the GST Credit, the Canada Pension Plan, Old Age Security and the Guaranteed Income Supplement*)
- Increasing Old Age Security payments by 10% for seniors aged 75 or older
- Increasing the amount that eligible Canadians may receive through the Canada Workers Benefit (*low-income single individuals can receive up to \$1,395 for the basic amount; low-income families can receive up to \$2,403*)
- Providing a 50% reduction in average parent fees for licensed early learning and child care by the end of 2022

**ADDITIONAL INFORMATION FOR MODERATOR IF NEEDED:*

The new dental care program starts with under 12-year-olds in 2022, then expands to under 18-year-olds, seniors and persons living with a disability in 2023, then full implementation by 2025. The program is restricted to families with an income of less than \$90,000 annually, with no co-pays for anyone under \$70,000 annually in income.

POLL: I'd like you to select any measures you have heard of. If you haven't heard of any, then do not select any.

FOR THOSE WHO SELECTED A MEASURE:

- Where did you hear about this?

POLL: Now I'm going to show you the same list of items but this time I'd like you to select any measures that you think will have a positive impact on your financial situation. If you don't think any will, then do not select any.

- A new dental care program for families
- Increasing benefits to match inflation (indexing)
- Increasing Old Age Security payments by 10% for seniors aged 75 or older
- Increasing the amount that eligible Canadians may receive through the Canada Workers Benefit
- Providing a 50% reduction in average parent fees for licensed early learning and child care

FOR ONES THAT ARE NOT SELECTED:

- Why did you not select this one?

IF TIME: *MODERATOR TO GO THROUGH MAIN ONES SELECTED AND ASK WHY THESE WERE SELECTED.*

POLL: Here is the second set. Again, I'd like you to select any measures you have heard of. If you haven't heard of any, then do not select any.

FOR THOSE WHO SELECTED A MEASURE:

- Where did you hear about this?

POLL: And again, I'm going to show you the same list of items but this time I'd like you to select any measures that you think will have a positive impact on your financial situation. If you don't think any will, then do not select any.

- A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes
- A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges
- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase
- Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000
- Now, reflecting back on the various Government of Canada measures we have discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's plan to address cost of living issues?

- AS NEEDED: Has your impression of whether the Government of Canada is on the right or wrong track in this respect changed? How so?
- If you could suggest one thing to the Government of Canada that it could do to help improve your financial situation, what would it be?
 - IF DIRECT PAYMENTS OR TAX CUTS SUGGESTED, PROBE: Do you think that this kind of policy could make inflation worse? Why/why not?

RECONCILIATION (65 minutes) Alberta Indigenous Peoples

I'm now going to show you various initiatives the Government of Canada has announced to help Indigenous peoples and communities. Note that what I am going to show you are new measures announced in the most recent federal Budget; they do not include other initiatives already underway*.

Here is the first set.

SHOW ON SCREEN:

Addressing Past Harms and Discrimination Related to Indigenous Children and Families

- A. \$4 billion to ensure First Nations children receive the support they need through Jordan's Principle. This funding will also support long-term reforms to improve the implementation of Jordan's Principle.
 - B. \$87.3 million to help Indigenous communities implement Indigenous child welfare laws.
 - C. \$209.8 million to document, locate, and memorialize burial sites at former residential schools.
 - D. Appoint a Special Interlocutor to work with Indigenous peoples to strengthen federal laws to protect and preserve unmarked burial sites.
 - E. \$5.1 million to ensure the RCMP can support community-led responses to unmarked burial sites.
 - F. \$25 million to support the digitization of millions of documents relating to the federal Indian Day School System, which will ensure survivors and all Canadians have access to them.
- What do you think about these initiatives?
 - What kind of impact, if at all, do you think these will have?

- Would any of these personally impact you or your family?
- Which ones, if any, do you think are particularly important?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- Each initiative has a letter beside it. Are there any of these in particular that you would like to discuss?

MODERATOR TO GO THROUGH ANY PARTICIPANTS WANT TO DISCUSS

Here is the second set.

SHOW ON SCREEN:

Supporting Strong and Healthy Communities

- A. \$268 million to provide high-quality health care in remote and isolated First Nations communities on-reserve.
 - B. \$190.5 million to help Indigenous communities and organizations address the ongoing impacts of COVID-19.
 - C. \$227.6 million to maintain trauma-informed, culturally appropriate, Indigenous-led services to improve mental wellness.
 - D. \$310.6 million to help ensure First Nations children living on reserve receive a high-quality education that meets their unique needs.
 - E. \$4 billion to support housing in Indigenous communities.
- What do you think about these initiatives?
 - What kind of impact, if at all, do you think these will have?
 - Would any of these personally impact you or your family?
 - Which ones, if any, do you think are particularly important?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

- Each initiative has a letter beside it. Are there any of these in particular that you would like to discuss?

MODERATOR TO GO THROUGH ANY PARTICIPANTS WANT TO DISCUSS

Here is the last set.

SHOW ON SCREEN:

Advancing Self-Determination and Property

- A. \$29.6 million to support self-determined action in addressing Indigenous peoples' climate priorities.
 - B. \$103.4 million to provide opportunities for Indigenous communities to benefit from all types of natural resources projects.
 - C. \$150 million to advance shovel-ready economic opportunities in Indigenous communities.
 - D. \$15 million to support Indigenous economic development in the North.
 - E. \$35 million to help increase Indigenous communities' participation in economic projects, including specialized training opportunities delivered by Indigenous-led organizations.
 - F. Forgive up to 50% of COVID-related loans provided to Indigenous businesses during the pandemic.
- What do you think about these initiatives?
 - What kind of impact, if at all, do you think these will have?
 - Would any of these personally impact you or your family?
 - Which ones, if any, do you think are particularly important?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
 - Each initiative has a letter beside it. Are there any of these in particular that you would like to discuss?

MODERATOR TO GO THROUGH ANY PARTICIPANTS WANT TO DISCUSS

*FOR MODERATOR'S REFERENCE, THESE ARE CURRENTLY UNDERWAY:

- \$6 billion over five years to support community infrastructure projects in Indigenous communities, including the launch of the \$4.3 billion Indigenous Community Infrastructure Fund;
- \$1.04 billion from the \$4.3 billion Indigenous Community Infrastructure Fund to support water and wastewater systems on reserve;
- \$1.4 billion over five years to maintain and transform essential health care services for First Nations and Inuit, including funding to support First Nations communities' reliable access to clean water.
- \$2.2 billion over five years to respond to the tragedy of missing and murdered Indigenous women and girls;
- \$1 billion over five years to help keep families together and reduce the number of children in care;
- \$2.5 billion over five years to build on the distinctions-based approach to Indigenous early learning and child care, including before- and after-school care on reserve;
- \$1.2 billion over five years to invest in the future of First Nations children by strengthening elementary and secondary education; and
- \$2.7 billion over ten years in funding for core programs and services provided through ten-year grants to ensure funding keeps pace with the needs of First Nations.

CHILD CARE (20 minutes) GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years

I'd now like to talk about child care...

- Do any of you have kids in child care or are in the process of making child care arrangements?
(SHOW OF HANDS)
 - How much does it cost you/do you anticipate it will cost you?
 - How easy or difficult is it to find and secure a spot?
- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada and child care?
 - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard about any agreements between the Government of Canada and individual provinces and territories?

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada has reached agreements with provinces and territories to make child care services more affordable.

- When it comes to making child care services more affordable and accessible, do you have a sense of what that specifically could mean for you and your family? PROMPT FOR: Reduced fees, more spaces/making it easier to find spaces, etc.
 - IF CAN PROVIDE AN ANSWER: By when do you expect to see some of these changes taking place? Have you noticed any already?

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada's plan is to lower the cost of child care to an average of \$10/day and create 250,000 child care spaces across Canada by 2025-2026. In British Columbia, the plan is for average parent fees for regulated and funded child care for children under 5 to be reduced by 50% by December 2022.

- What is your reaction to this plan?
 - What impact do you think this plan will have on your family?
- When you think of various policies the Government of Canada could implement to reduce the cost of living, do you think investing to lower the cost of child care is an important one? Why/why not?

CANADA CHILD BENEFIT (20 minutes) GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years

I'd now like to talk more broadly about services and programs for parents...

- What policies, programs, services, or benefits, if any, has the Government of Canada put in place that support parents?
 - Has anyone heard of the Canada Child Benefit?
 - Do you receive the Canada Child Benefit, or have you received it in the past?
- What, if anything, do you like about the Canada Child Benefit?
- What, if anything, do you not like about the Canada Child Benefit?
- For those who get the Canada Child Benefit, how do you use that money?
 - How big of an impact, if at all, does the Canada Child Benefit have on your family's cost of living?
- What more could the Government of Canada do to help support parents and families?

COVID-19 VACCINE FOR CHILDREN (20 minutes) GVA Parents of Children aged 6 months to 4 years

Now I'd like to focus on COVID-19 vaccination...

As you may be aware, Health Canada has approved COVID-19 vaccines made for children between 6 months and 4 years old. (NOTE TO MODERATOR: Health Canada approved the Moderna Spikevax COVID-19 vaccine for children 6 months to 4 years old on July 14, 2022).

- Have any of you had your kids under 5 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?
- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?

PERSONAL CLIMATE CHANGE ACTION (20 minutes) Major Centres Quebec Climate Change Believers

I'd like to shift away from what the Government of Canada is doing and focus on you as individuals...

- Still thinking about climate change, what actions, if any, have you taken to fight climate change or reduce emissions in your daily life?
 - What kind of impact do you think your actions have when it comes to fighting climate change? (PROMPT AS NEEDED: A small impact? Medium? Major?)
- Are there other things you would like to do to fight climate change, but currently aren't?
 - If you were doing these things, what kind of impact do you think these actions would have?
 - What is preventing you from doing these things?
 - PROMPT AS NEEDED: Do you face any barriers to taking these actions?

- And let's say the majority of Canadians started implementing the various actions we've discussed (including actions you would like to take but currently aren't), what kind of impact do you think this would have in terms of fighting climate change?

EMISSIONS REDUCTION PLAN (35 minutes) Major Centres Quebec Climate Change Believers

- Have you heard about the Government of Canada's recent announcement of its Emissions Reduction Plan?
 - IF YES: What have you heard?
 - Where did you hear/see it?
 - What do you think about what you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has said it is working with Canadians in all parts of the country and all sectors of the economy to achieve Canada's climate goals and seize new economic opportunities. The 2030 plan is designed to be evergreen—a comprehensive roadmap that reflects levels of ambition to guide emissions reduction efforts in each sector.

In the 2030 plan, the Government of Canada is taking action by:

- Helping to reduce energy costs for our homes and buildings
 - Making it easier for Canadians to switch to electric vehicles
 - Driving down carbon pollution from the oil and gas sector
 - Powering the economy with renewable electricity
 - Helping industries develop and adopt clean technology in their journey to net-zero emissions
 - Supporting farmers as partners in building a clean, prosperous future
 - Maintaining Canada's approach to pricing pollution, including to increase the price on pollution in the coming years
- What are your initial reactions when you see this priority list?

POLL: Now I'd like for you to choose which of these priorities you believe are the most important. You can select up to 3.

NOTE TO MODERATOR: FOR EACH, ASK ALL QUESTIONS BELOW

- Why did you choose this priority? Why is it important to you?
 - IF FEW OR NONE SELECTED AN OPTION: Why didn't you choose this option?
- What do you expect to see? What impacts do you expect this to have?
- Is it achievable? What barriers might there be to success?
- Are there any priorities listed that you do not think should there? Why is that?

ECONOMIC PRIORITIES & TERMINOLOGY (35 minutes) Nova Scotia Middle Class Worried About Economy

- In your opinion, what are the top issues the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the economy?
 - Thinking of the various issues you've mentioned, where does the economy rank as a top priority? What makes you say that?
 - What specifically with respect to the economy are you most concerned about – what do you think is the most pressing economic issue?

We've been discussing the economy, how you prioritize economic issues and your concerns. I would now like to get a better understanding from you about what comes to mind when you hear the following:

SHOW ON SCREEN:

- A fair economy
- A green economy
- A progressive economy
- An economy that works for all Canadians
- An inclusive economy

ASK FOR EACH:

- What does this term mean to you?
- What would a [INSERT AS APPLICABLE]: fair/green/progressive/inclusive economy/economy that works for all Canadians look like to you?

POLL: Now I'd like you to choose the kind of economy the Government of Canada should be aiming to build:

- A fair economy
- A green economy
- A progressive economy
- An economy that works for all Canadians
- An inclusive economy

MODERATOR TO GO THROUGH MOST POPULAR SELECTIONS

AS TIME ALLOWS, ALSO ASK FOR EACH:

- Would having this kind of economy address the economic issue you mentioned earlier/the one you are most concerned about? What makes you say that?

Here's another set of terms I'd like your thoughts on:

SHOW ON SCREEN:

- Supporting the middle class
- Supporting workers

- What is the difference, if any, between these two terms?

- How should the Government of Canada support workers?
 - Would this address the economic issue you mentioned earlier? What makes you say that?

- How should the Government of Canada support the middle class?
 - Would this address the economic issue you mentioned earlier? What makes you say that?

Now, the final set of terms...

SHOW ON SCREEN:

- Labour force
- Workforce

- What is the difference, if any, between these two terms?

DIGITAL CREDENTIALS (30 minutes) Nova Scotia Middle Class Worried About Economy

I'd like to shift to a completely different topic now...

- Does anyone know what digital credentials are?
 - IF YES: How would you explain it?

SHOW ON SCREEN:

Digital credentials are a way for individuals to provide information about themselves electronically. Digital credentials are completely voluntary and can be used during service transactions instead of having to show up in person to provide required documents (or instead of providing a scan or photo of physical documents). In the same way that you would store your physical documents in a safe place, or in your wallet, your digital credentials can be securely stored on a personal device.

- Note that digital credentials are **not** the same thing as scanning or taking a photo of physical documents; these digital credentials are essentially the electronic **equivalent** of physical documents. I will show you an example of what I mean.

SHOW ON SCREEN:



- This is an example of a digital services card that was introduced in the province of British Columbia, Canada. On the right, you can see the electronic equivalent of the physical B.C. Services Card (on the left) which allows you to get access to provincial services, including health care.
- What are your initial reactions to digital credentials?
- Can you think of any examples of digital credentials that currently exist?
- Can you think of situations where individuals could use digital credentials?
 - PROMPT AS NEEDED: I provided an example of a digital services card from B.C., which can be used to access provincial services, such as health care. Can you think of other situations where individuals could use digital credentials?
 - IF ONLY SITUATIONS PROVIDED FOR THE B.C. EXAMPLE*: Can you think of any other types of digital credentials aside from the B.C. example we've been discussing? How could these be used?

*NOTE TO MDOERATOR: Other examples of how the B.C. digital credentials can be used include accessing online services such as medical records, driver's licencing, school records, etc.

- What benefits, if any, do you think there are to using digital credentials?
- What concerns, if any, do you have about using digital credentials?
- Do you have any questions about digital credentials?
- Now, let's say digital credentials were widely used across Canada. What would that look like to you?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, do you think service transactions would change? How so?

CONCLUSION (10-15 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Alberta Indigenous Peoples And before we leave, I'm going to provide the number for the National Indian Residential School crisis line again. We have also listed the contact information for the Hope for Wellness Help Line.

Alberta Indigenous Peoples **SHOW ON SCREEN:**
National Indian Residential School crisis line: 1-866-925-4419

Alberta Indigenous Peoples First Nations, Inuit and Métis seeking immediate emotional support can contact the Hope for Wellness Help Line toll-free at 1-855-242-3310, or by online chat at hopeforwellness.ca

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – JUILLET/AOÛT 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

Peuples autochtones de l'Alberta Peuples autochtones de l'Alberta

Je vous remercie, au nom du gouvernement du Canada, de prendre le temps de participer à ce groupe de discussion.

En accord avec le protocole autochtone et pour établir des relations respectueuses entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, il est de coutume de reconnaître les territoires traditionnels ou les terres ancestrales des peuples autochtones.

Comme nous nous réunissons virtuellement, je tiens à rappeler que les peuples autochtones sont les gardiens traditionnels des terres et des eaux dans chacun des endroits d'où nous participons à cette séance de discussion ce soir. Nous reconnaissons et apprécions profondément leur lien historique avec ces lieux. Nous reconnaissons également les contributions des Métis, des Inuits et des autres peuples autochtones, qui ont façonné et renforcé nos communautés, nos provinces et le pays dans son ensemble.

LE MODÉRATEUR DOIT SAVOIR SUR QUEL TERRITOIRE IL SE SITUE, SI ON LUI DEMANDE.

NOTE AU MODÉRATEUR : Informer les participantes et participants que nous allons discuter de sujets potentiellement déclencheurs (par exemple, des sujets liés aux pensionnats) ; insister sur le fait que leur participation est volontaire et qu'elles ou ils peuvent prendre une pause ou demander à ce qu'on passe à une autre question si quelque chose est déclencheur.

Les sujets peuvent être intensément émotionnels. Nous tenons à le reconnaître d'emblée et à vous rassurer sur le fait que nous sommes là pour vous écouter. Veuillez ne partager que ce avec quoi vous vous sentez à l'aise et n'hésitez pas à éteindre votre caméra.

Je vais vous transmettre le numéro de la Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens dans la boîte de clavardage à titre de ressource que toutes personnes peuvent appeler à tout moment. Ce numéro sera également affiché à la fin du groupe à titre de référence.

LA PERSONNE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE PARTAGERA DANS LA BOÎTE DE CLAVARDAGE LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS :

Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens : 1-866-925-4419

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (10-20 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - Canada atlantique, Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule, personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec, classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie Vous souvenez-vous où vous avez entendu cette nouvelle ?
- Canada atlantique, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment concernant le plan du gouvernement du Canada pour remédier aux enjeux de prestation de services à la population canadienne ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - DEMANDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu parler de retards dans le traitement des passeports ou des demandes d'immigration, ou encore de tout autre enjeu dans les aéroports canadiens ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
- Canada atlantique, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres

de taille moyenne du Québec Avez-vous entendu quelque chose au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait en réponse à ces enjeux ? Qu'avez-vous entendu ?

- **Canada atlantique, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Pensez-vous que ceci constitue une priorité pour le gouvernement fédéral ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Canada atlantique, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour remédier aux enjeux de prestation de services à la population canadienne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet de la politique étrangère du gouvernement du Canada ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu quelque chose au sujet d'une expansion des opérations diplomatiques en Afrique ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu parler des plans du Canada qui visent à renforcer les relations avec les pays des Caraïbes à travers son engagement auprès de la CARICOM (la Communauté des Caraïbes, une organisation internationale) ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
- **Peuples autochtones de l'Alberta, région de l'Outaouais québécois** MENTIONNER AU BESOIN : Qu'en est-il de la récente visite du pape François au Canada ?
 - Qu'avez-vous vu, lu ou entendu ?
 - Où avez-vous entendu, lu ou vu cela ?
 - Quelle est votre réaction à ce que vous avez entendu, lu ou vu ?
 - Que signifient, le cas échéant, cette visite et les excuses du pape pour les peuples autochtones ou pour la réconciliation au Canada ? Quelles prochaines étapes, le cas échéant, espérez-vous voir mises en place ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (15-30 minutes) Tous les lieux

- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés [les Canadiens de l'Atlantique/les Québécois/les habitants de la RGT/les Britanno-Colombiens/les Canadiens noirs/les peuples autochtones] et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?
- Canada atlantique, Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule, personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, peuples autochtones de l'Alberta Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?
- Canada atlantique, Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule, personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?
- Canada atlantique, Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule, personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec, peuples autochtones de l'Alberta En ce qui concerne [ces priorités/l'environnement et le changement climatique], [le gouvernement fédéral/le gouvernement du Canada] est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- Canada atlantique, Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule, personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, peuples autochtones de l'Alberta, région de l'Outaouais québécois, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- Canada atlantique, détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique Dans quelle mesure la pénurie de personnel de la santé est-elle un enjeu [au Canada

atlantique/en Colombie-Britannique] ? Avez-vous été personnellement touché par cette situation ?

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** À votre avis, que fait de bien le gouvernement fédéral ? Pourquoi dites-vous cela ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Selon vous, sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer ? Pourquoi dites-vous cela ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Votre opinion du gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ? Pourquoi ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Êtes-vous au courant de tout autre travail que le gouvernement du Canada a fait, ou prévoit de faire, pour aider les Canadiennes et Canadiens noirs ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, région de l'Outaouais québécois, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, région de l'Outaouais québécois, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV, classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Quel travail [le gouvernement fédéral/le gouvernement du Canada] fait-il, le cas échéant, pour [aider avec le coût de la vie/pour traiter des enjeux économiques] ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, région de l'Outaouais québécois, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV, classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Pour ce qui est de [sa réponse au coût de la vie/traiter des enjeux économiques], le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? [Pourquoi ?/Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?]
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du racisme anti-Noirs ? Dans quelle mesure le racisme anti-Noirs est-il répandu au Canada ?

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Quel travail le gouvernement fédéral fait-il, le cas échéant, pour lutter contre le racisme anti-Noirs ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** En ce qui concerne la lutte contre le racisme anti-Noirs, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** En ce qui concerne interagir avec les Canadiennes et Canadiens noirs, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les Canadiennes et Canadiens noirs ?
- **Centres de taille moyenne du Québec, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'environnement et le changement climatique ? Où se classe l'environnement et le changement climatique parmi les principales priorités ? Pourquoi ?
- **Centres de taille moyenne du Québec, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec** Dans le contexte plus large de l'environnement et du changement climatique, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? Ou encore, quels sont les aspects spécifiques qui, selon vous, sont les plus importants ?
- **Centres de taille moyenne du Québec, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec** Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous souvenez d'avoir vues ou entendues au cours des dernières années, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changement climatique ?
 - **Centres de taille moyenne du Québec** Que retenez-vous de cela ? Comment, le cas échéant, cela affecte-t-il vos impressions sur le gouvernement fédéral ?
- **Centres de taille moyenne du Québec, climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec** La gestion des questions liées à l'environnement et au changement climatique par le gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ?
- **Centres de taille moyenne du Québec, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, région de l'Outaouais québécois, parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV, classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous rappelez avoir vues ou entendues au cours des quelques

derniers mois, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada quant à [réduire le coût de la vie/traiter des enjeux économiques] ?

- Que reprenez-vous de cela ?
- **Centres de taille moyenne du Québec** Comment, le cas échéant, cela affecte-t-il vos impressions sur le gouvernement fédéral ?
- **Climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec, classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il en matière d'environnement et de changement climatique ?
- **Climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec** En matière d'environnement et de changement climatique, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Lorsque vous pensez à ce que le gouvernement du Canada a fait ou pourrait faire en matière d'environnement et de changement climatique, avez-vous l'impression que les actions de ce genre font partie d'une stratégie qui vise à traiter des enjeux économiques, ou qu'il n'y a aucun lien ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - À votre avis, de telles politiques aideraient-elles à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive ?
 - Pensez-vous qu'elles pourraient contribuer à soutenir les travailleuses et les travailleurs ? La classe moyenne ? Comment ?

Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

Parmi certaines des choses que le gouvernement du Canada a annoncé qu'il faisait figurent les suivantes :

- Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier
- Investir dans l'électricité propre
- Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviront à atteindre la carboneutralité
- **Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie** Le fait de connaître ces choses change-t-il votre perception quant au lien entre l'action sur l'environnement et le changement climatique et traiter des enjeux économiques ?

- Parmi ces trois, est-ce que certaines semblent plus liées aux enjeux économiques que d'autres ?

L'accès à l'eau potable Peuples autochtones de l'Alberta

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'eau potable propre dans les réserves ?
 - Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet des actions prises par le gouvernement du Canada pour assurer l'accès à l'eau potable propre dans les réserves ? Qu'a-t-il fait ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves » et « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable visant les systèmes publics d'approvisionnement en eau dans les réserves ».

(<https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1506514143353/1533317130660>)

- Quelles sont vos réactions à ces infographies ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
 - Y a-t-il quelqu'un qui pense qu'ils ont aggravé la situation ?
 - Que pensez-vous que l'on puisse faire de plus ?

Enjeux en matière d'emploi Personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario, région de l'Outaouais québécois

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la création d'emplois ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il pour créer des emplois ?

- En ce qui concerne la création d'emplois, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous souvenez d'avoir vues ou entendues au cours des derniers mois, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada en matière de création d'emplois ?
 - Que retenez-vous de cela ?
- Est-ce que quelqu'un sait quel est le taux de chômage actuel au Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le taux de chômage actuel se situe à 4,9 %, soit le niveau le plus bas depuis que Statistique Canada a commencé à mesurer des données comparables il y a plus de 40 ans.

- Que pensez-vous lorsque vous entendez cela ?
 - Cela vous surprend-il ?
 - Cela vous rassure-t-il quant à la situation de l'emploi au Canada ?
 - Cela vous rassure-t-il quant à l'économie canadienne ?
 - Est-ce que cela vous fait changer d'avis quant à savoir si le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois ? Comment ?

Garde des jeunes enfants Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie

NOTE AU MODÉRATEUR : SAUTER CES QUESTIONS SI LE TEMPS NE LE PERMET PAS ET PASSER AUX JUSTIFICATIFS NUMÉRIQUES.

Maintenant, parlons de garde de jeunes enfants.

- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable pour les parents ?
- Lorsque vous pensez à ce que le gouvernement du Canada a fait ou pourrait faire en matière de garde de jeunes enfants, avez-vous l'impression que les actions de ce genre font partie d'une

stratégie qui vise à traiter des enjeux économiques, ou qu'il n'y a aucun lien ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- À votre avis, ce travail en matière de garde de jeunes enfants aide-t-il à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive ?
- Selon vous, cela soutient-il les travailleuses et les travailleurs ? La classe moyenne ? Comment ?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE : Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec toutes les provinces et territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable. Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026.

SI LES ENTENTES SUR LA GARDE D'ENFANTS N'ONT PAS ÉTÉ ÉVOQUÉES PRÉCÉDEMMENT, DEMANDER : Est-ce que le fait d'avoir pris connaissance de ces ententes et politiques vous amène à changer de réponse d'une quelconque façon ?

ENJEUX LOCAUX (25 minutes) Canada atlantique

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale.

- Quels sont les secteurs et les industries dans lesquels vous travaillez actuellement ou prévoyez de travailler, ou étudiez pour pouvoir y travailler ?
 - Y a-t-il des emplois que vous pourriez obtenir dans ces secteurs ou industries à l'Î.-P.-É. ou serait-il nécessaire pour vous de déménager ?
- Quels sont les plus importants secteurs et industries pour votre communauté locale ?
- Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde une priorité ?

LOGEMENT (35 minutes) Canada atlantique

- Avez-vous entendu quelque chose au sujet du plan du gouvernement du Canada en matière de logement ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives en matière de logement qui figurent dans le budget. Il y a quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

SONDAGE : Voici la première série. Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.

Construction de logements neufs

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
 - Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires.
 - Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements.
 - Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.
 - Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le *Fonds national de co-investissement pour le logement* qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.
 - Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits.
-
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.)

Abordabilité du logement

- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
 - Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
 - Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
 - Élargir l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.
 - Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.
 - Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, selon vous, lesquels seraient les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Et voici la dernière série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.)

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
- Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
- Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
- De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).

- Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, selon vous, lesquels seraient les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Maintenant, si l'on réfléchit à toutes les nouvelles politiques en matière de logement dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du nouveau plan sur le logement du gouvernement du Canada ? Quel serait, selon vous, l'impact de cette approche sur les défis que pose la question du logement au Canada ?
- Pensez-vous qu'il est envisageable que toutes ces initiatives puissent être réalisées ?

PROJET D'ACHAT D'UN VÉHICULE (15 minutes) Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule

- Quels moyens de transport utilisez-vous actuellement ? Pour vous-même, pour votre famille ? Sondes le moyen de transport utilisé le plus fréquemment au quotidien (par exemple, véhicule personnel, transports en commun, vélo ou vélo électrique, etc.).
 - Avez-vous accès à d'autres moyens de transport ? Si oui, quels sont-ils ?

Je comprends que tout le monde dans ce groupe envisage l'achat ou la location d'un véhicule neuf d'ici cinq ans.

- Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous souhaitez faire l'achat ou la location d'un véhicule ?
- Lorsque vous envisagez l'achat ou la location de ce véhicule, quelles sont vos principales considérations ? (par exemple, le prix, le modèle, etc.)
 - NOTE AU MODÉRATEUR : Prévoir suffisamment de temps pour explorer la question en détail.

- Dans quelle mesure le rendement énergétique est-il important pour vous, le cas échéant ? Le prix actuel de l'essence a-t-il un impact quelconque sur votre décision ? Si oui, comment ?
- Dans quelle mesure le prix de l'essence est-il un sujet de préoccupation dans votre collectivité ? Quelle est la cause des récentes hausses des prix de l'essence ?
 - Selon vous, quel sera l'avenir du prix de l'essence ?
 - Que peut-on faire en réaction à la hausse des prix de l'essence ?
- SI CELA N' A PAS ÉTÉ ABORDÉ ANTÉRIEUREMENT : Est-ce que quelqu'un considère ou prévoit faire l'achat ou la location d'un véhicule électrique — entièrement électrique, hybride ou rechargeable ? Quelles sont les principales raisons qui vous motivent à le faire ?

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE) (30 minutes) Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule

- Est-ce que quelqu'un sait ce que sont les VZE ? Pouvez-vous nous donner une brève description ?
 - Est-ce que quelqu'un est propriétaire d'un VZE ou en loue un actuellement ?
 - SI ON L'IGNORE : Qu'en est-il des véhicules électriques ? Savez-vous ce qu'ils sont ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE ; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

- Que pensez-vous des véhicules zéro émission ? Vous voyez-vous un jour en acheter un ?
 - SI OUI : Quand pensez-vous faire cet achat ? Dans cinq ans, dans dix ans, plus longtemps ?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous retient ?
 - Quelles sont les choses les plus importantes qui vous inciteraient à envisager l'achat d'un véhicule zéro émission ?
- Quels sont les principaux obstacles à l'achat d'un VZE ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Les VZE sont-ils abordables ? Existe-t-il l'infrastructure de recharge nécessaire pour les VZE ? Existe-t-il une bonne sélection de marques et de modèles de véhicules VZE parmi lesquels choisir ?

- Dans quelle mesure est-il important que les VZE ou les pièces de VZE soient fabriqués au Canada ?
 - La mention « fabriqué au Canada » est-elle un attribut important pour ce type d'achat ?
 - Quels en seraient les impacts si les VZE ou les pièces de VZE étaient fabriqués au Canada ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Par exemple, sur le coût, sur les emplois, etc.
 - Le gouvernement fédéral devrait-il faire une priorité des VZE et de la fabrication des VZE au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

BUDGET 2022 ET LES VZE (30 minutes) Québécois[es] qui envisagent d'acheter un véhicule

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de plan du gouvernement du Canada relatif aux VZE ?
- Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit selon lequel le gouvernement fédéral soutiendrait la fabrication de VZE au Québec ou ailleurs ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives relatives aux véhicules zéro émission contenues dans le budget fédéral 2022. Il y a quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

SONDAGE : Voici la première série. Veuillez choisir **celle** qui, selon vous, aura l'impact le plus positif. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Réduire les émissions sur la route

- Mettre en place une obligation de vente pour veiller à ce qu'au moins 20 % des ventes de nouveaux véhicules légers soient des véhicules zéro émission (VZE) d'ici 2026, au moins 60 % d'ici 2030 et 100 % d'ici 2035.
- Pour réduire les émissions des véhicules moyens et lourds (VML), faire en sorte que 35 % de tous les VML vendus soient des VZE d'ici 2030.
- Élaborer un règlement sur les véhicules moyens et lourds à zéro émission qui exigerait que les VZE représentent 100 % des ventes de VML d'ici 2040 pour une sous-catégorie de véhicules selon la faisabilité. (SI ON LE DEMANDE : Cette initiative est fonction de la faisabilité, car tous les véhicules moyens ou lourds ne peuvent pas passer à zéro émission au même rythme.)

- Quelles sont vos réactions à cette liste ?
- Laquelle de ces initiatives aura le plus grand impact et pourquoi ?
- Parmi celles-ci, y en a-t-il qui vous toucheront personnellement ?
- Y en a-t-il qui ne font pas sens ?
- Y en a-t-il qui ne devraient pas figurer sur la liste ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir **celle** qui, selon vous, aura l'impact le plus positif. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Rendre l'adoption des véhicules zéro émission plus abordable

- Continuer à offrir des incitatifs à l'achat pouvant atteindre 5 000 \$ pour des VZE admissibles. Ce programme a permis aux Canadiens d'acheter ou de louer plus de 136 000 VZE neufs, mais un soutien supplémentaire est nécessaire pour aider les Canadiens à devenir conducteurs d'un véhicule zéro émission.
 - Verser 1,7 milliard de dollars sur cinq ans en vue de prolonger le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) jusqu'en mars 2025. L'admissibilité au programme sera également élargie pour appuyer l'achat d'un plus grand nombre de modèles de véhicules, notamment les fourgonnettes, les camions et les véhicules utilitaires sport (VUS), ce qui aidera à rendre les VZE plus abordables.
- Quelles sont vos réactions à cette liste ?
 - Laquelle de ces initiatives aura le plus grand impact et pourquoi ?
 - Parmi celles-ci, y en a-t-il qui vous toucheront personnellement ?
 - Y en a-t-il qui ne font pas sens ?
 - Y en a-t-il qui ne devraient pas figurer sur la liste ?

SONDAGE : Voici la dernière série. Une fois de plus, veuillez choisir **celle** qui, selon vous, aura l'impact le plus positif. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en choisissez pas.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Établir un réseau national de bornes de recharge pour véhicules électriques

- Investir 500 millions de dollars dans l'infrastructure de recharge et de ravitaillement des VZE urbaine et commerciale à grande échelle.
 - Verser 400 millions de dollars sur cinq ans afin de financer le déploiement de l'infrastructure de recharge des véhicules zéro émission dans les communautés suburbaines et éloignées.
 - Verser 2,2 millions de dollars sur cinq ans pour effectuer des évaluations de l'état de préparation des immeubles fédéraux nécessaires pour faciliter la transition du parc automobile fédéral aux VZE.
-
- Quelles sont vos réactions à cette liste ?
 - Laquelle de ces initiatives aura le plus grand impact et pourquoi ?
 - Parmi celles-ci, y en a-t-il qui vous toucheront personnellement ?
 - Y en a-t-il qui ne font pas sens ?
 - Y en a-t-il qui ne devraient pas figurer sur la liste ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement fédéral a contribué à la construction de près de 1 500 bornes de recharge partout au pays.

- Maintenant, si l'on réfléchit à toutes les mesures concernant les VZE dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du plan du gouvernement du Canada relatif aux VZE ?
- Est-il réaliste, selon vous, de voir toutes ces initiatives menées à bien ?
- Qu'est-ce qui constituera pour vous une preuve de la réussite de ce plan ?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a des préoccupations ou des questions concernant les VZE ou le plan du gouvernement du Canada relatif aux VZE ? Quelles sont-elles ?

SERVICES GOUVERNEMENTAUX FÉDÉRAUX (45 minutes) Personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT

Je crois comprendre que chaque personne dans ce groupe a eu une expérience récente avec l'accès aux services du gouvernement du Canada.

- SONDER CHAQUE PARTICIPANT[E]S : J'aimerais commencer cette partie de la discussion en demandant à chacun d'entre vous à quels services du gouvernement fédéral vous avez récemment accédé.
 - Quel était le service auquel vous avez accédé ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Est-ce que quelqu'un a récemment accédé à des services en lien avec les passeports, les demandes d'immigration, ou encore avez-vous récemment visité un aéroport canadien ?

- Pouvez-vous nous parler de cette récente expérience d'accès aux services du gouvernement fédéral ?
 - De quelle manière ce contact a-t-il eu lieu (par exemple, par téléphone, par la poste, sur le site Web, en personne) ?
 - SONDER LES PERSONNES QUI SONT ALLÉES EN PERSONNE : Qu'avez-vous pensé des temps d'attente ?
 - Comment décririez-vous votre expérience ?
 - SONDER SUR DIVERS ATTRIBUTS DE SERVICE : Par exemple, les connaissances des employé[e]s, la cohérence de l'information, obtenir une résolution en temps opportun, etc.
 - Pouvez-vous me parler des aspects de votre expérience qui se sont bien déroulés, ou qui se sont moins bien déroulés ?
 - Si vous avez rencontré des problèmes, quels étaient-ils ? Y a-t-il des démarches qui ont été entreprises pour résoudre le problème ?
 - Ont-ils été résolus à votre satisfaction ?
 - Quel impact cette expérience ou interaction a-t-elle eu sur vous personnellement ?
 - Avez-vous parfois reçu des informations contradictoires ? Pouvez-vous m'en parler ? Quel type d'information contradictoire avez-vous reçue ?
 - D'où provenait-elle ? Comment avez-vous géré cela ?
 - Avez-vous rencontré des problèmes ou des retards ?
 - Le problème a-t-il été résolu ou persiste-t-il ?

- Est-ce différent de vos expériences précédentes d'accès à des services du gouvernement fédéral ? Si c'est le cas, veuillez expliquer en quoi c'est différent.
- Que vous ayez connu des problèmes directement ou que vous en ayez entendu parler indirectement, qu'est-ce qui cause les difficultés d'accès aux **services de passeport**, selon vous ?
 - **AFFICHER LA LISTE À L'ÉCRAN PUIS DEMANDER** : Lequel des éléments suivants, le cas échéant, a, selon vous, le plus grand impact sur les services de passeport ? Pourquoi pensez-vous cela ? Pensez-vous que certains des éléments suivants n'ont pas d'impact majeur ? Si oui, lesquels ?
 - a) une augmentation du volume de demandes
 - b) un recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long
 - c) les restrictions de santé publique
 - d) une forte proportion de demandes complexes (c.-à-d. des demandes qui comportent des changements qui ont pu se produire depuis la première demande, par exemple, des coordonnées périmées, des personnes à charge qui ont atteint l'âge de 18 ans, des documents manquants, etc.)
- Avez-vous entendu quelque chose sur ce que le gouvernement fédéral a fait pour remédier à cette situation ? Qu'avez-vous entendu ?
 - **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'embauche par Service Canada d'environ 600 nouveaux employés cette année, et de l'embauche de jusqu'à 600 employés supplémentaires ?
 - Que pensez-vous de ce que vous venez d'entendre ?
 - Pensez-vous qu'ils réussiront à y remédier ?
 - Que devraient-ils faire d'autre ?
- Pensez-vous que cela est une priorité pour le gouvernement fédéral ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour remédier aux enjeux relatifs à la prestation de services aux Canadiens ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- En fonction de votre expérience, avez-vous d'autres suggestions pour améliorer les services qu'offre le gouvernement du Canada à la population canadienne ?

LA TARIFICATION DU CARBONE (15 minutes) Personnes ayant récemment utilisé des services du gouvernement fédéral de la RGT et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta

- Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada sur la tarification de la pollution par le carbone ? Que pouvez-vous me dire sur la tarification du carbone ?

ÉCLAIRCISSEMENT/AFFICHER À L'ÉCRAN :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les cinq provinces qui ne satisfont pas actuellement à cette norme — l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta —, le système de tarification fédéral est actuellement en place.

Toutes les sommes perçues par le système fédéral en [Ontario/Alberta] restent en [Ontario/Alberta] — 90 % sont remises directement aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif, un ménage typique peut ainsi recevoir environ [745 \$/1 079 \$]. Jusqu'à présent, les particuliers recevaient ces paiements par le biais de leur déclaration de revenus annuelle. À compter de juillet, les particuliers recevront ces paiements quatre fois par année.

- Que pensez-vous de ce plan ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le directeur parlementaire du budget a constaté que 80 % des ménages des provinces concernées reçoivent plus d'argent, sous forme de paiements incitatifs, que ce qu'ils dépensent pour la tarification du carbone sur les achats du ménage — par exemple, l'essence pour les voitures, le gaz pour chauffer la maison, etc.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela ?
- Cette approche vous semble-t-elle juste ?
- Le système de tarification du carbone vous semble-t-il abordable ?

PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU CANADA (30 minutes) Détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique

- Penchons-nous maintenant sur les enjeux économiques en général. Selon vous, comment se porte l'économie canadienne dans son ensemble ces jours-ci ?
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA AUX PARTICIPANT[E]S D'UTILISER UN STYLO ET DU PAPIER : De manière spontanée, pouvez-vous écrire un mot que vous utiliseriez pour décrire l'économie ces jours-ci ?
 - NOTE AU MODÉRATEUR : Demandez à chaque participante et participant quel mot elle ou il a écrit.
 - Pourquoi dîtes-vous cela ?

- Diriez-vous que les choses sont meilleures ou pires qu'il y a un an ? De quelle manière ?
 - Qu'en est-il pour vous personnellement ? Votre situation financière est-elle meilleure ou pire qu'il y a un an ?

- Selon vous, comment se portera l'économie dans les années à venir ? Pensez-vous que les choses iront mieux ou moins bien l'année prochaine ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?
 - Qu'en est-il pour vous personnellement ? Pensez-vous que votre situation s'améliorera, se détériorera ou n'anticipez-vous aucun changement au cours de la prochaine année ?

- Que percevez-vous comme les plus grandes menaces pour l'économie canadienne au cours de l'année à venir ?

- Quels genres de choses, selon vous, le gouvernement du Canada peut-il faire pour améliorer l'état actuel de l'économie ?

- En vos propres mots, comment expliqueriez-vous ce qu'est l'inflation ?
 - ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Essentiellement, l'inflation est une hausse persistante du niveau moyen des prix au fil du temps.

- Dans quelle mesure l'inflation est-elle préoccupante, le cas échéant ? Est-ce que cela vous inquiète ?

- Diriez-vous que l'inflation a un impact sur vous, ainsi que sur vos amis et votre famille ? Si oui, comment ?

- Seriez-vous en mesure de nous décrire des solutions à l'inflation ? Quelles sont certaines des choses qu'une personne peut faire pour composer avec l'inflation ? Que pourrait faire le gouvernement fédéral ?

- À qui faites-vous confiance pour vous offrir de bons conseils quant à vos décisions financières personnelles ? Pourquoi dites-vous cela ?
 - SONDER : Feriez-vous confiance aux économistes, aux banques, aux amis ou à la famille, aux investisseurs en cryptomonnaies ou aux médias sociaux ?
 - En qui auriez-vous le moins confiance dans cette liste ? Pourquoi ?

CRYPTOMONNAIE (40 minutes) Détenteur[-trice]s de cryptomonnaie du Lower Mainland de la Colombie-Britannique

Comme dernier sujet de discussion ce soir, j'aimerais qu'on se concentre sur la cryptomonnaie.

- En vos propres mots, pouvez-vous me décrire de ce qu'est la cryptomonnaie ?
- Comment avez-vous pris connaissance des cryptomonnaies ? Quand avez-vous commencé à vous intéresser à l'achat de cryptomonnaies ?
- Où trouvez-vous des informations crédibles sur les cryptomonnaies ?
- Quelle a été votre expérience avec les cryptomonnaies ?
- Quels sont les avantages de posséder des cryptomonnaies ?
- Quelles sont vos principales préoccupations, le cas échéant, relatives aux cryptomonnaies ? Quels sont les plus grands risques ?
- Quels conseils donneriez-vous à quelqu'un qui serait intéressé d'acheter des cryptomonnaies ?
- Comment qualifieriez-vous votre niveau de connaissance des implications fiscales des investissements en cryptomonnaies ?
- Vos actifs numériques jouent-ils un rôle dans l'élaboration de vos perspectives économiques ou financières ?
- Vous sentez-vous mieux ou moins bien à l'égard de votre avenir financier en raison de vos actifs numériques ? Pourquoi ?

- Le gouvernement fédéral devrait-il réglementer les cryptomonnaies de quelque manière que ce soit ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Selon vous, que devrait faire le gouvernement fédéral pour éduquer les Canadiennes et les Canadiens au sujet des cryptomonnaies ?
- À votre avis, quel est l'avenir des cryptomonnaies ? Pourquoi dites-vous cela ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Dans quelle mesure les arnaques liées aux cryptomonnaies vous préoccupent-elles, le cas échéant ?

PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 ET AUX VACCINS (25-40 minutes) Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec

Je voudrais maintenant qu'on parle de COVID-19...

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien jusqu'à maintenant ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - What could they be doing better?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Avec l'été qui arrive, de plus en plus de Canadiennes et de Canadiens voyagent. Pensez-vous que les diverses exigences de voyage liées à la COVID-19 sont toujours nécessaires (p. ex. la preuve de vaccination, le port du masque dans les aéroports et les avions, les tests aléatoires de dépistage de la COVID-19 à l'arrivée au Canada) ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** En supposant que la COVID-19 soit toujours un enjeu dans un an, à quoi la vie quotidienne ressemblera-t-elle selon vous ? Par exemple, pensez-vous que la vie sera revenue en grande partie à la normale ? Ou vous attendez-vous à ce que l'on mette en place des restrictions lorsqu'il y a une augmentation des cas ? Autre chose ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Diverses mesures de santé publique ont changé au cours de la pandémie (comme le port du masque obligatoire ou les

limites de capacité d'accueil). Au fur que ces mesures ont changé, votre opinion sur les avantages de respecter ces mesures a-t-elle changé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Continuez-vous à porter un masque dans les espaces publics intérieurs ou extérieurs tout le temps, parfois, rarement ou jamais ? Dans quelles circonstances portez-vous un masque ? Et, quel type de masque avez-vous l'habitude de porter ?

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Combien d'entre vous avez reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19 ? Deux doses ? Finalement, combien d'entre vous avez reçu une troisième dose de vaccin contre la COVID-19 ? (À MAIN LEVÉE POUR CHAQUE OPTION)
 - POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS REÇU UNE TROISIÈME DOSE : Avez-vous pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose ? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de recevoir une troisième dose ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Pensez-vous que vous irez chercher une quatrième dose ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI N'ONT PAS PRIS DE RENDEZ-VOUS :

- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** [Pourquoi n'avez-vous pas/Quelles sont les raisons pour lesquelles vous n'avez pas] reçu ou pris un rendez-vous pour recevoir votre troisième dose ?
 - DEMANDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général, ou [voulez-vous des réponses spécifiquement au sujet de la troisième dose/au sujet de la troisième dose en particulier] ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision de recevoir une troisième dose ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Croyez-vous que la vaccination et les rappels préviennent l'infection par la COVID-19 ? Qu'en est-il des maladies graves causées par la COVID-19 ?

- Pensez-vous qu'il est important de prévenir les infections et les maladies graves par le biais de la vaccination et des rappels ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta** Êtes-vous à l'aise avec la possibilité de devenir infecté ?
- **Centres de taille moyenne du Québec** Comment vous sentez-vous quant à la possibilité d'être infecté ? Seriez-vous à l'aise si cela se produisait ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Quelles préoccupations avez-vous concernant la sécurité du vaccin contre la COVID-19, le cas échéant ?
- **Canadiennes et Canadiens noirs des centres de taille moyenne de l'Alberta, centres de taille moyenne du Québec** Les possibles effets à long terme des vaccins vous préoccupent-ils ?
 - SONDER POUR : Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?
- **Centres de taille moyenne du Québec** Et, combien d'entre vous avez reçu une quatrième dose ou avez un rendez-vous de fixé pour l'obtenir ?
 - POUR LES PERSONNES QUI ONT REÇU UNE QUATRIÈME DOSE : Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de recevoir une quatrième dose ? POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS REÇU UNE QUATRIÈME DOSE : Pensez-vous que vous irez chercher une quatrième dose ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

PERSPECTIVES SUR LES FINANCES PERSONNELLES/SITUATION FINANCIÈRE (15 minutes) **Centres de taille moyenne du Québec, personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario**

Centres de taille moyenne du Québec Je voudrais passer à un autre sujet...

- Par rapport à l'année dernière, comment évalueriez-vous votre situation financière actuelle ? Autrement dit, diriez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle s'est détériorée ou qu'elle est restée à peu près la même ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT, S'EST AMÉLIORÉE : Pourquoi s'est-elle améliorée ? (AU BESOIN : par exemple, avez-vous moins de dettes maintenant, avez-vous réduit vos dépenses mensuelles, vos revenus ont-ils augmenté, etc.)
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT, S'EST DÉTÉRIORÉE : Pourquoi s'est-elle détériorée ? (AU BESOIN : par exemple, avez-vous plus de dettes, vos dépenses mensuelles ont-elles augmenté, vos revenus ont-ils diminué, etc.)

- Et si vous vous projetez dans un an, pensez-vous que votre situation financière sera meilleure, pire, ou à peu près la même qu'aujourd'hui ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario** SI CELA N'A PAS DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ : Nous savons que le taux d'inflation est en hausse au Canada. En quoi cela a-t-il eu un impact sur les finances de votre ménage, le cas échéant ?
 - SI OUI : Sur quoi avez-vous ressenti l'impact de l'inflation ? L'épicerie ? L'essence ? Le logement ? Autre chose ?

SOINS DE SANTÉ (20-50 minutes) Centres de taille moyenne du Québec, région de l'Outaouais québécois

J'aimerais maintenant me pencher sur le système de soins de santé du Canada. J'aimerais d'abord recueillir vos impressions sur la qualité des services de soins de santé au Canada, puis nous nous pencherons sur l'accès aux services de soins de santé.

- Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé du Canada ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Et qu'en est-il de l'accès aux services de soins de santé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Centres de taille moyenne du Québec** Y a-t-il parmi vous des personnes qui ont eu recours récemment à des services de soins de santé ?
- **Centres de taille moyenne du Québec** POUR LES PERSONNES QUI Y ONT EU RECOURS : Comment s'est déroulée votre expérience ?
 - Qu'est-ce qui a bien fonctionné ?
 - Qu'est-ce qui doit être amélioré ?

Priorités en matière de soins de santé Région de l'Outaouais québécois

Maintenant, en pensant tout particulièrement aux priorités en matière de soins de santé...

- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente ;
- (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale ;
- (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile ;
- (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances ;
- (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités ?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes ?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste ? Pour quelles raisons ?

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- De quelle manière vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada réponde à cette priorité ? (SONDER POUR : politiques, investissements, etc.)
 - Avez-vous des questions au sujet de cette priorité ? Avez-vous des questions en lien avec ce que le gouvernement du Canada prévoit de faire pour répondre à cette priorité ?
 - Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif ? Aura-t-elle un impact direct sur vous ?

MESURES POUR RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLES (45 minutes) Personnes qui vivent de paie en paie de l'Est de l'Ontario

Je vais maintenant vous montrer diverses mesures que le gouvernement du Canada a annoncées en vue de soutenir les Canadiens. J'ai deux séries d'initiatives différentes. Voici la première série :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Un nouveau programme de soins dentaires pour les familles dont le revenu familial s'élève à moins de 90 000 \$ par année, à commencer par les enfants âgés de moins de 12 ans en 2022*

- Augmenter les prestations en fonction de l'inflation (indexation) *(les prestations comprennent notamment l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS, la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti).*
- Augmenter les paiements de la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les personnes âgées de 75 ans ou plus
- Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la Prestation canadienne pour travailleurs *(les personnes célibataires à faible revenu peuvent recevoir jusqu'à 1 395 \$ pour le montant de base ; les familles à faible revenu peuvent toucher jusqu'à 2 403 \$)*
- Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants d'ici la fin de 2022

***INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LE MODÉRATEUR SI NÉCESSAIRE :**

Le nouveau programme de soins dentaires commence avec les moins de 12 ans en 2022, puis s'étend aux moins de 18 ans, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap en 2023, pour une mise en œuvre complète en 2025. Le programme est limité aux familles ayant un revenu annuel inférieur à 90 000 \$, et toute personne ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 \$ n'aura pas à payer de quote-part.

SONDAGE : Je voudrais que vous choisissiez toutes les mesures dont vous avez entendu parler. Si vous n'en avez entendu parler d'aucune, alors n'en choisissez pas.

POUR CEUX ET CELLES QUI ONT CHOISI UNE MESURE :

- Où en avez-vous entendu parler ?

SONDAGE : Je vais maintenant vous montrer la même liste d'éléments, mais cette fois, je voudrais que vous choisissiez les mesures qui, selon vous, auront un impact positif sur votre situation financière. Si vous pensez qu'aucune n'en aura, alors n'en choisissez pas.

- Un nouveau programme de soins dentaires pour les familles
- Augmenter les prestations en fonction de l'inflation (indexation)
- Augmenter les paiements de la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les personnes âgées de 75 ans ou plus
- Augmenter le montant que les Canadiens admissibles peuvent recevoir par l'intermédiaire de la Prestation canadienne pour travailleurs.
- Réduire de 50 % les frais moyens à la charge des parents pour les places réglementées dans les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants

POUR CELLES QUI N'ONT PAS ÉTÉ CHOISIES :

- Pourquoi n'avez-vous pas choisi celle-ci ?

SI LE TEMPS LE PERMET : *LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX PRINCIPAUX ET DEMANDER POURQUOI ON A OPTÉ POUR CEUX-CI.*

SONDAGE : Voici une deuxième série. Une fois de plus, je voudrais que vous choisissiez toutes les mesures dont vous avez entendu parler. Si vous n'en avez entendu parler d'aucune, alors n'en choisissez pas.

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
- Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.

POUR CEUX ET CELLES QUI ONT CHOISI UNE MESURE :

- Où en avez-vous entendu parler ?

SONDAGE : Je vais encore une fois vous montrer la même liste d'éléments, mais cette fois, je voudrais que vous choisissiez toutes les mesures qui auront un impact positif sur votre situation financière. Si vous pensez qu'aucune n'en aura, alors n'en choisissez pas,

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
- Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.

- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
- Maintenant, en réfléchissant aux diverses mesures du gouvernement du Canada dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du plan du gouvernement du Canada pour traiter des enjeux liés au coût de la vie ?
 - AU BESOIN : Votre impression à savoir si le gouvernement du Canada est sur la bonne ou sur la mauvaise voie à cet égard a-t-elle changé ? De quelle manière ?
- Si vous pouviez suggérer au gouvernement du Canada une chose qu'il pourrait faire pour contribuer à améliorer votre situation financière, quelle serait-elle ?
 - SI DES PAIEMENTS DIRECTS OU DES RÉDUCTIONS D'IMPÔTS SONT SUGGÉRÉS, SONDER : Pensez-vous que ce genre de politique risque d'aggraver l'inflation ? Pourquoi/pourquoi pas ?

RÉCONCILIATION (65 minutes) Peuples autochtones de l'Alberta

Je vais maintenant vous présenter diverses initiatives que le gouvernement du Canada a annoncées afin d'aider les peuples et les communautés autochtones. Veuillez noter que celles que je vais vous présenter sont les nouvelles mesures annoncées dans le plus récent budget fédéral ; elles ne comprennent pas d'autres initiatives déjà en cours*.

Voici la première série.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Lutter contre la discrimination et les préjudices passés subis par les enfants et les familles autochtones

- A. 4 milliards \$ pour s'assurer que les enfants des Premières Nations reçoivent l'aide dont ils ont besoin par l'application du principe de Jordan. Ce financement appuiera également des réformes à long terme qui visent à améliorer la mise en œuvre du principe de Jordan.
- B. 87,3 millions \$ en vue d'appuyer les communautés autochtones à mettre en œuvre des lois sur la protection des enfants autochtones.
- C. 209,8 millions \$ afin de documenter, localiser et commémorer les lieux de sépulture dans les anciens pensionnats.

- D. Nommer un interlocuteur spécial qui travaillera avec les peuples autochtones en vue de renforcer les lois et les pratiques fédérales pour protéger et préserver les lieux de sépulture non marqués.
- E. 5,1 millions \$ pour s'assurer que la Gendarmerie royale du Canada peut appuyer les interventions dirigées par la communauté liées aux lieux de sépulture non marqués.
- F. 25 millions \$ pour appuyer la numérisation de millions de documents relatifs au régime fédéral d'externat autochtone, ce qui offrira aux survivants et à tous les Canadiens un accès véritable à ces documents.

- Que pensez-vous de ces initiatives ?
- Quel genre d'impact, le cas échéant, pensez-vous qu'elles auront ?
- Est-ce que certaines de ces initiatives auraient un impact sur vous personnellement ou sur votre famille ?
- Lesquelles, le cas échéant, sont à votre avis particulièrement importantes ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Vous remarquerez une lettre à côté de chaque initiative. Y a-t-il des initiatives précises dont vous souhaiteriez discuter ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE TOUTE INITIATIVE DONT LES PARTICIPANT[E]S VEULENT DISCUTER

Voici la deuxième série.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Appuyer des communautés fortes et en santé

- A. 268 millions \$ pour fournir des soins de haute qualité dans les communautés éloignées et isolées des Premières Nations dans les réserves.
- B. 190,5 millions \$ en vue d'aider les communautés et les organismes autochtones à continuer d'atténuer les répercussions de la COVID-19.

- C. 227,6 millions \$ pour maintenir des services adaptés à la culture, qui tiennent compte des traumatismes et qui sont dirigés par des Autochtones en vue d'améliorer le mieux-être mental.
- D. 310,6 millions \$ pour veiller à ce que les enfants des Premières Nations vivant dans les réserves reçoivent un enseignement de grande qualité qui répond à leurs besoins uniques.
- E. 4 milliards \$ pour soutenir le logement dans les communautés autochtones.

- Que pensez-vous de ces initiatives ?
- Quel genre d'impact, le cas échéant, pensez-vous qu'elles auront ?
- Est-ce que certaines de ces initiatives auraient un impact sur vous personnellement ou sur votre famille ?
- Lesquelles, le cas échéant, sont à votre avis particulièrement importantes ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Vous remarquerez une lettre à côté de chaque initiative. Y a-t-il des initiatives précises dont vous souhaiteriez discuter ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE TOUTE INITIATIVE DONT LES PARTICIPANT[E]S VEULENT DISCUTER

Voici la dernière série.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Faire progresser l'autodétermination et la prospérité

- A. 29,6 millions \$ afin de soutenir des actions autodéterminées pour répondre aux priorités climatiques des peuples autochtones.
- B. 103,4 millions \$ pour fournir aux communautés autochtones l'occasion de tirer parti de tous les types de projets de ressources naturelles.
- C. 150 millions \$ afin de favoriser des possibilités économiques prêtes à démarrer dans les communautés autochtones.
- D. 15 millions \$ pour soutenir le développement économique autochtone dans le Nord.

- E. 35 millions \$ pour aider à accroître la participation des communautés autochtones dans des projets économiques, y compris des possibilités de formation spécialisée offertes par des organismes dirigés par des Autochtones.
- F. Radier jusqu'à 50 % des prêts liés à la COVID qui ont été consentis aux entreprises autochtones durant la pandémie.

- Que pensez-vous de ces initiatives ?
- Quel genre d'impact, le cas échéant, pensez-vous qu'elles auront ?
- Est-ce que certaines de ces initiatives auraient un impact sur vous personnellement ou sur votre famille ?
- Lesquelles, le cas échéant, sont à votre avis particulièrement importantes ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Vous remarquerez une lettre à côté de chaque initiative. Y a-t-il des initiatives précises dont vous souhaiteriez discuter ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE TOUTE INITIATIVE DONT LES PARTICIPANT[E]S VEULENT DISCUTER

*À TITRE D'INFORMATION POUR LE MODÉRATEUR, CELLES-CI SONT EN COURS :

- 6 milliards \$ sur cinq ans pour appuyer des projets d'infrastructure dans les communautés autochtones, y compris le lancement du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones de 4,3 milliards \$;
- 1,04 milliard \$ provenant des 4,3 milliards \$ du Fonds d'infrastructure dans les communautés autochtones pour soutenir les réseaux d'aqueducs et d'eaux usées sur les réserves ;
- 1,4 milliard de dollars sur cinq ans afin de maintenir et de transformer les services de soins de santé essentiels pour les Premières Nations et pour les Inuits, y compris du soutien financier pour s'assurer que les communautés des Premières Nations ont un accès fiable à de l'eau salubre ;
- 2,2 milliards \$ sur cinq ans pour mettre fin à la tragédie des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ;

- 1 milliard \$ sur cinq ans pour aider à garder les familles unies et à réduire le nombre d'enfants pris en charge ;
- 2,5 milliards \$ sur cinq ans pour renforcer l'approche fondée sur les distinctions en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, y compris les services de garde avant et après l'école dans les réserves ;
- 1,2 milliard \$ sur cinq ans afin d'investir dans l'avenir des enfants des Premières Nations en renforçant l'enseignement primaire et secondaire ;
- 2,7 milliards \$ sur dix ans pour que le financement des programmes et des services essentiels qui reposent sur les subventions décennales réponde aux besoins des Premières Nations.

LA GARDE DE JEUNES ENFANTS (20 minutes) Parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV

Je voudrais maintenant parler de garde de jeunes enfants...

- Y en a-t-il parmi vous qui ont des enfants en garderie ou qui se préparent à faire garder leurs enfants ? (À MAIN LEVÉE)
 - Combien cela vous coûte-t-il ou estimez-vous que cela vous coûtera ?
 - Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit par rapport au gouvernement du Canada et la garde des jeunes enfants ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler de quelconques ententes entre le gouvernement du Canada et des provinces et territoires individuels ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec toutes les provinces et territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable.

- Lorsqu'il est question de rendre les services de garde d'enfants plus abordables et accessibles, avez-vous une idée de ce que cela pourrait signifier concrètement pour vous et votre famille ?
SONDER POUR : Réduction des frais, un plus grand nombre de places/faire en sorte qu'il soit plus facile de trouver des places, etc.
 - SI L'ON PEUT OFFRIR UNE RÉPONSE : D'ici quand vous attendez-vous à voir certains de ces changements se produire ? En avez-vous déjà constaté ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-

2026. En Colombie-Britannique, le plan prévoit de réduire les frais de garde moyens à la charge des parents pour les services de garde réglementés et subventionnés destinés aux enfants de 0 à 5 ans de 50 % d'ici décembre 2022.

- Quelle est votre réaction à ce plan ?
 - Quel impact, selon vous, ce plan aurait-il sur votre famille ?
- Lorsque vous pensez aux diverses politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour réduire le coût de la vie, pensez-vous qu'investir pour réduire les frais de garde des jeunes enfants en est une qui est importante ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ALLOCATION CANADIENNE POUR ENFANTS (20 minutes) Parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV

Je voudrais maintenant parler plus largement des services et programmes destinés aux parents...

- Quels politiques, programmes, services ou prestations, le cas échéant, le gouvernement du Canada a-t-il mis en place pour soutenir les parents ?
 - Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'Allocation canadienne pour enfants ?
 - Recevez-vous l'Allocation canadienne pour enfants, ou l'avez-vous déjà reçue dans le passé ?
- Qu'est-ce qui vous plaît, le cas échéant, de l'Allocation canadienne pour enfants ?
- Qu'est-ce qui vous déplaît, le cas échéant, de l'Allocation canadienne pour enfants ?
- Pour les personnes qui reçoivent l'Allocation canadienne pour enfants, comment utilisez-vous cet argent ?
 - Dans quelle mesure l'Allocation canadienne pour enfants a-t-elle un impact, le cas échéant, sur le coût de la vie de votre famille ?
- Que pourrait faire de plus le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les parents et les familles ?

VACCIN CONTRE LA COVID-19 POUR LES ENFANTS (20 minutes) Parents d'enfants âgés de 6 mois à 4 ans de la RGV

Je voudrais maintenant me pencher sur la vaccination contre la COVID-19...

Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé les vaccins contre la COVID-19 destinés aux enfants âgés de 6 mois à 4 ans. (NOTE AU MODÉRATEUR : Santé Canada a approuvé le vaccin Moderna Spikevax contre la COVID-19 pour les enfants âgés de 6 mois à 4 ans le 14 juillet 2022.)

- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 5 ans ? (À MAIN LEVÉE)
 - POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants ? (À MAIN LEVÉE)

POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants ?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?

ACTIONS INDIVIDUELLES CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (20 minutes) Climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec

J'aimerais m'éloigner de ce que fait le gouvernement du Canada et me concentrer sur vous en tant qu'individu...

- Toujours en pensant au changement climatique, quelles actions, le cas échéant, avez-vous entreprises pour lutter contre le changement climatique ou pour réduire les émissions dans votre vie quotidienne ?
 - Quel genre d'impact pensez-vous que vos actions ont en matière de lutte contre le changement climatique ? (DEMANDER AU BESOIN : Un petit impact ? Moyen ? Majeur ?)
- Y a-t-il d'autres choses que vous aimeriez faire pour lutter contre le changement climatique, mais que vous ne faites pas actuellement ?
 - Si vous faisiez ces choses, quel genre d'impact pensez-vous que ces actions auraient ?
 - Qu'est-ce qui vous empêche de faire ces choses ?

- DEMANDER AU BESOIN : Rencontrez-vous des obstacles à entreprendre ces actions ?

- Et supposons que la majorité de la population canadienne commençait à entreprendre les diverses actions dont nous avons discuté (y compris les actions que vous aimeriez entreprendre, mais que vous ne faites pas actuellement), quel genre d'impact pensez-vous que cela aurait sur la lutte contre le changement climatique ?

PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS (35 minutes) **Climato-convaincu[e]s des grands centres du Québec**

- Avez-vous entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son *Plan de réduction des émissions* ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
 - Où en avez-vous entendu parler ou l'avez-vous vu ?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il travaille avec les Canadiens de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de l'économie pour atteindre les objectifs climatiques du Canada et saisir les nouvelles possibilités économiques. Le plan pour 2030 est évolutif ; il s'agit d'une feuille de route exhaustive fondée sur divers niveaux d'ambition pour guider les efforts de réduction des émissions dans chaque secteur.

Au titre du plan pour 2030, le gouvernement du Canada prendra les mesures suivantes :

- Abaisser les coûts en énergie des maisons et des immeubles
- Faciliter la transition des Canadiens vers les véhicules électriques
- Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier
- Alimenter l'économie avec de l'électricité renouvelable
- Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres au cours de leur transition vers la carboneutralité
- Soutenir les agriculteurs en tant que partenaires de la création d'un avenir propre et prospère
- Maintenir l'approche canadienne de tarification de la pollution, y compris augmenter le prix de la pollution dans les années à venir

- Quelles sont vos premières réactions en voyant cette liste de priorités ?

SONDAGE : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez parmi ces priorités celles qui, selon vous, sont les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois.

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUN DES CHOIX, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- Pourquoi avez-vous choisi cette priorité ? Pourquoi est-elle importante pour vous ?
 - SI PEU OU PERSONNE N'À CHOISI UNE QUELCONQUE OPTION : Pourquoi n'avez-vous pas choisi cette option ?
- À quoi vous attendez-vous ? Quels en seront les impacts, selon vous ?
- Est-ce réalisable ? Quels sont les obstacles à la réussite ?
- Y a-t-il des priorités énumérées qui, selon vous, ne devraient pas figurer dans la liste ? Pour quelle raison ?

PRIORITÉS ÉCONOMIQUES ET TERMINOLOGIE (35 minutes) Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux dont le gouvernement fédéral devrait en faire une priorité ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'économie ?
 - Si vous pensez aux différents enjeux que vous avez mentionnés, où se situe l'économie comme priorité absolue ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Quel est l'aspect spécifique de l'économie qui vous préoccupe le plus — quel est, selon vous, l'enjeu économique le plus urgent ?

Nous venons de discuter de l'économie, de la priorité que vous accordez aux enjeux économiques et de vos préoccupations. J'aimerais maintenant que vous me disiez ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez ce qui suit :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une économie juste
- Une économie verte
- Une économie progressive

- Une économie qui travaille pour tous les Canadiens
- Une économie inclusive

DEMANDER POUR CHACUN :

- Que signifie ce terme pour vous ?
- À quoi ressemblerait pour vous une économie [juste/verte/progressive/inclusive/qui travaille pour tous les Canadiens] ?

SONDAGE : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez le type d'économie que le Gouvernement du Canada devrait viser à bâtir :

- Une économie juste
- Une économie verte
- Une économie progressive
- Une économie qui travaille pour tous les Canadiens
- Une économie inclusive

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX LES PLUS POPULAIRES

SI LE TEMPS LE PERMET, DEMANDER ÉGALEMENT POUR CHACUN DE CES CHOIX :

- Ce type d'économie permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ou de celui qui vous préoccupe le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Voici une autre série de termes pour lesquels je souhaiterais avoir votre avis :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Soutenir la classe moyenne
- Soutenir les travailleuses et les travailleurs
- Quelle est la différence, le cas échéant, entre ces deux termes ?
- De quelle façon le gouvernement du Canada devrait-il soutenir les travailleuses et les travailleurs ?
 - Cela permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- De quelle façon le gouvernement du Canada devrait-il soutenir la classe moyenne ?
 - Cela permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Maintenant, la dernière série de termes...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Population active
- Main-d'œuvre

- Quelle est la différence, le cas échéant, entre ces deux termes ?

JUSTIFICATIFS NUMÉRIQUES (30 minutes) Classe moyenne de la Nouvelle-Écosse qui s'inquiète de l'économie

J'aimerais maintenant passer à un sujet complètement différent...

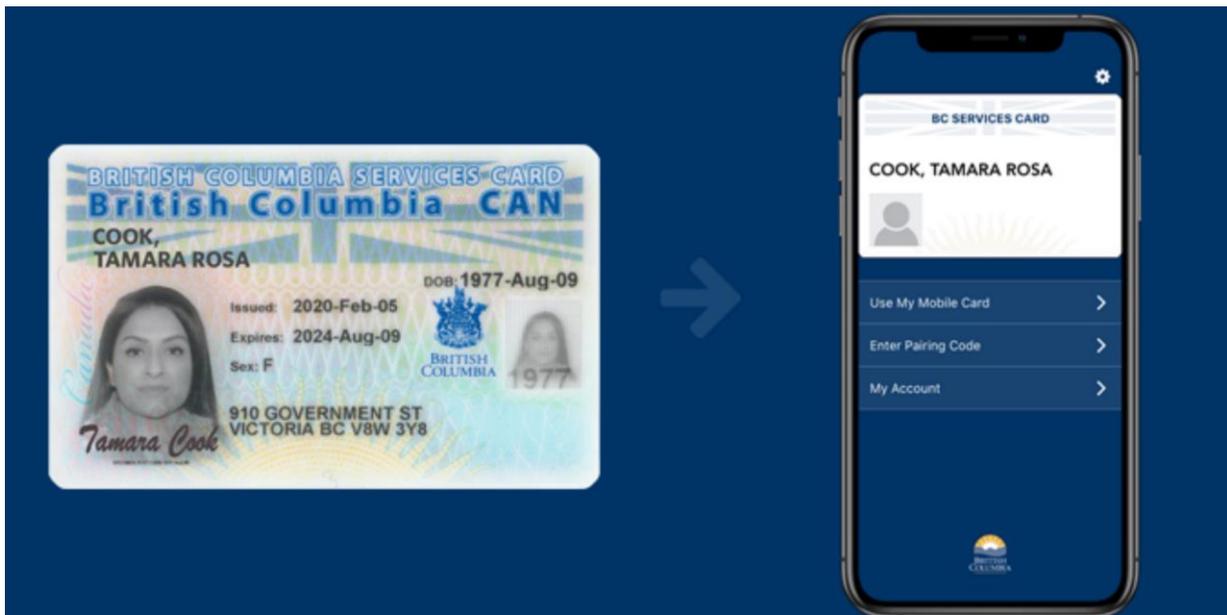
- Y a-t-il quelqu'un qui sait ce qu'est un justificatif numérique ?
 - SI OUI : Comment l'expliqueriez-vous ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les justificatifs numériques sont un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique. Les justificatifs numériques reposent sur une base entièrement volontaire et peuvent être utilisés lors de transactions de services plutôt que de devoir se présenter en personne pour fournir les documents requis (ou plutôt que de devoir transmettre une version numérisée ou une photo de documents physiques). De la même façon que vous placeriez vos documents physiques dans un endroit sûr ou dans votre portefeuille, vos justificatifs numériques peuvent être stockés de manière sécurisée sur un appareil personnel.

- Veuillez noter que les justificatifs numériques ne sont **pas** la même chose que de numériser ou prendre une photo de documents physiques ; ces justificatifs numériques sont essentiellement **l'équivalent** électronique de documents physiques. Je vais vous montrer un exemple pour illustrer mon propos.

AFFICHER À L'ÉCRAN :



- Voici un exemple de la carte de services numérique adoptée par la province de la Colombie-Britannique, au Canada. Vous pouvez voir l'équivalent électronique de la carte de services physique de la C.-B. (à gauche), qui vous permet d'accéder aux services provinciaux, y compris les soins de santé.
- Quelles sont vos premières réactions à l'égard des justificatifs numériques ?
- Pouvez-vous penser à des exemples de justificatifs numériques qui existent actuellement ?
- Pouvez-vous penser à des situations où une personne pourrait se servir de justificatifs numériques ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Je vous ai donné l'exemple d'une carte de services numérique de la Colombie-Britannique qui peut être utilisée pour accéder à des services provinciaux, comme les soins de santé. Pouvez-vous penser à d'autres situations où une personne pourrait se servir de justificatifs numériques ?
 - SI LES SITUATIONS PROPOSÉES NE SONT QUE POUR L'EXEMPLE* DE LA C.-B. : Pouvez-vous penser à d'autres types de justificatifs numériques autres que l'exemple de la Colombie-Britannique dont nous avons discuté ? De quelle façon pourraient-ils être utilisés ?

* NOTE AU MODÉRATEUR : D'autres exemples de la façon dont les justificatifs numériques de la C.-B. peuvent être utilisés comprennent l'accès à des services en ligne tels que les dossiers médicaux, les permis de conduire, les dossiers scolaires, etc.

- Quels avantages, le cas échéant, pensez-vous qu'il y a à utiliser des justificatifs numériques ?
- Quelles sont vos préoccupations, le cas échéant, concernant l'utilisation des justificatifs numériques ?
- Avez-vous des questions au sujet des justificatifs numériques ?
- Maintenant, supposons que les justificatifs numériques soient largement utilisés partout au Canada. À quoi cela ressemblerait-il pour vous ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, pensez-vous que les transactions de service changeraient ? Comment ?

CONCLUSION (10-15 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Et avant de nous quitter, je vais à nouveau afficher le numéro de la ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens. Nous avons également affiché les coordonnées de la Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être.

Peuples autochtones de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN :

Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens : 1-866-925-4419

Peuples autochtones de l'Alberta Les membres des Premières Nations, les Inuits et les Métis qui souhaitent obtenir un soutien émotionnel immédiat peuvent communiquer avec la Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être au numéro sans frais [1-855-242-3310](tel:1-855-242-3310) ou par clavardage à espoirpourlemieuxetre.ca

Annexe C – Concepts publicitaires

Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique à barres (Autochtones de l'Alberta)

Mis à jour le 18 juillet 2022

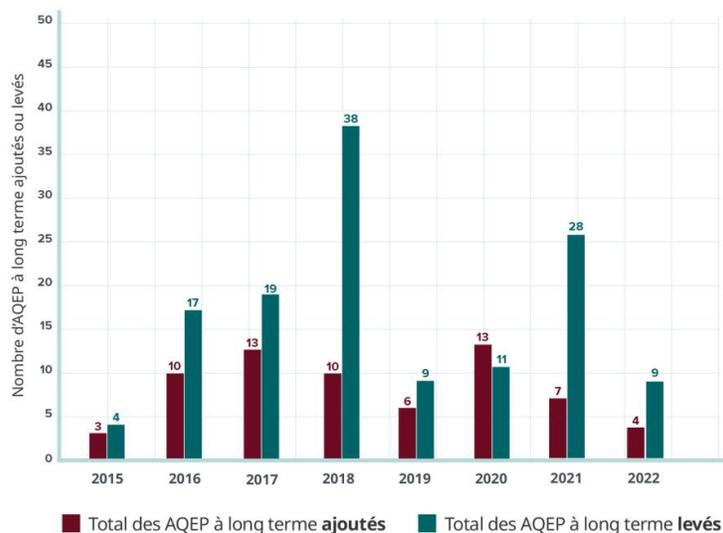


135
avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable
levés depuis novembre
2015

31 avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable

en vigueur dans

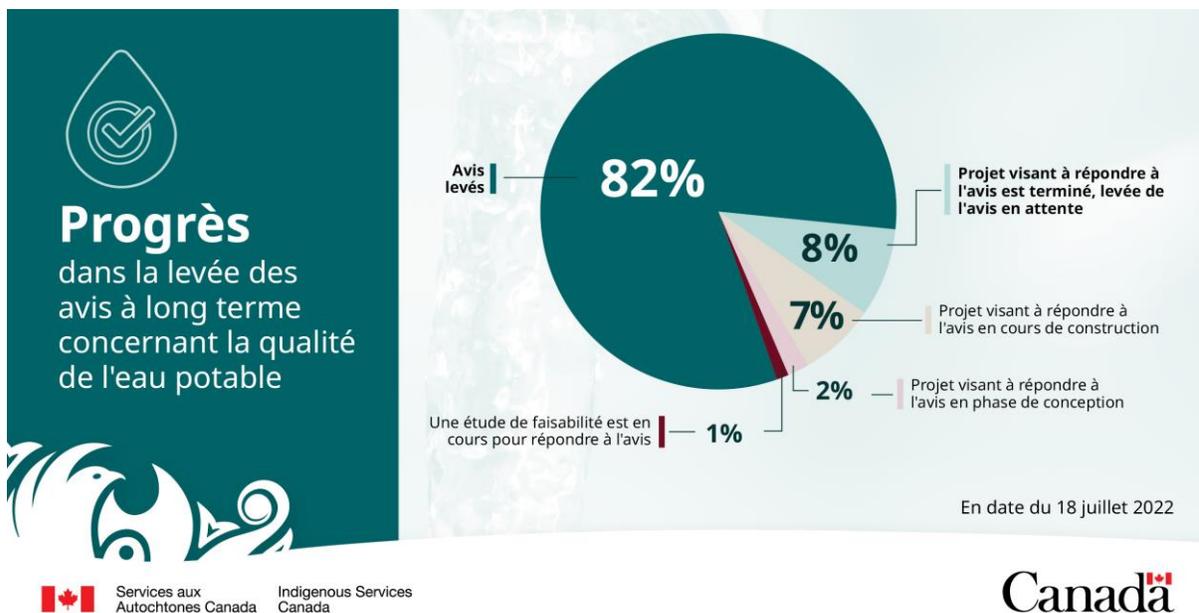
27 communautés



Cette infographie présente des données et un graphique à barres illustrant les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones depuis novembre 2015. Dans sa partie supérieure gauche, on voit l'icône d'une goutte d'eau avec une coche au centre, accompagnée du message : « 135 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères turquoise, le chiffre « 135 » étant en plus gros caractères gras. Dans sa partie supérieure droite, séparée par une ligne pointillée turquoise, on lit le message : « 31 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en vigueur dans 27 communautés », également en caractères turquoise, les chiffres « 31 » et « 27 » étant en plus gros caractères gras. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique à barres. L'axe des y correspond au « Nombre d'AQEP à long terme ajoutés ou levés ». L'axe des x correspond au « Total des AQEP à long terme ajoutés » et au « Total des AQEP à long terme levés », respectivement représentés par une barre brun rougeâtre et une barre turquoise. Le graphique à barres fournit les données suivantes : 2015 – 3 AQEP-LT ajoutés/4 AQEP-LT levés, 2016 – 10 ajoutés/17 levés, 2017 – 13 ajoutés/19 levés, 2018 – 10 ajoutés/38 levés, 2019 – 6 ajoutés/9 levés, 2020 – 13 ajoutés/11 levés, 2021 – 7 ajoutés/28 levés, 2022 – 4 ajoutés/9 levés. L'infographie est à jour au 18 juillet 2022.

Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique circulaire

(Autochtones de l'Alberta)



Cette infographie se compose principalement d'un graphique circulaire accompagné de pourcentages qui illustrent les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones au cours des dernières années. Dans le tiers gauche de l'infographie, on peut lire ce message en caractères blancs sur un fond turquoise foncé : « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant l'eau potable », le mot « progrès » étant en plus gros caractères gras. Le message est surmonté de l'icône d'une goutte d'eau avec une coche encadrée au centre; en dessous, on voit un motif artistique d'inspiration autochtone dessiné en blanc ainsi que le logo de Services aux Autochtones Canada tout en bas. Dans la partie inférieure droite figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Le reste de l'infographie est consacré au graphique circulaire faisant état des progrès réalisés par le gouvernement fédéral jusqu'à présent. Les données suivantes sont fournies : 82 % – Avis levés (turquoise foncé), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis est terminé, levée de l'avis en attente (bleu clair), 7 % – Projet visant à répondre à l'avis en cours de construction (beige), 2 % – Projet visant à répondre à l'avis en phase de conception (mauve pâle), et 1 % – Une étude de faisabilité est en cours pour répondre à l'avis (brun rougeâtre).

Justificatifs numériques (Néo-Écossais de la classe moyenne inquiets de l'économie)



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique. Elle est divisée en deux parties. À la gauche, on peut voir une carte d'identité traditionnelle émise en Colombie-Britannique. Dans la partie supérieure, il est écrit « British Columbia Services Card » en lettres carrées et directement en dessous, « British Columbia CAN » en grosses lettres bleues. Plus bas, on peut voir le nom de la titulaire, « Cook, Tamara Rosa », accompagné de la photo et de la signature de celle-ci. La carte contient d'autres renseignements : date d'émission, date d'expiration, genre, adresse et date de naissance. Au centre, du côté droit, on voit les armoiries officielles de la Colombie-Britannique et une image holographique de la titulaire, ainsi que sa date de naissance. À côté de la carte d'identité se trouve une flèche pointant vers la droite, où on peut voir une version numérique de cette même carte. Sur l'écran d'un téléphone intelligent, on voit une application montrant une carte d'identité numérique avec la mention « BC Services Card », le nom de la titulaire, « Cook, Tamara Rosa » et sa photo en dessous. En dessous de cette carte d'identité, on peut voir trois options sur lesquelles on peut taper, soit « Use My Mobile Card », « Enter Pairing Code » et « My Account ». Le logo de la Colombie-Britannique apparaît dans le bas de l'image à droite.